



# Communiqué

Le 9 novembre 2017

## **TELUS annonce d'excellents résultats au troisième trimestre de 2017**

***Croissance du BAIIA et des revenus consolidés de 4,4 pour cent et de 4 pour cent, respectivement***

***152 000 nouveaux abonnés aux services mobiles, Internet et TELUS TV, une hausse de 41 pour cent par rapport à l'an dernier***

***Nombre élevé de nouveaux abonnés des services mobiles, soit 124 000 nouveaux abonnés nets au total, dont 115 000 nouveaux abonnés des services postpayés de grande valeur, une hausse de 32 pour cent par rapport à l'an dernier***

***Grâce à son souci d'accorder la priorité aux clients, TELUS affiche le meilleur taux de désabonnement aux services mobiles postpayés de l'industrie, soit 0,86 pour cent***

***Croissance de 3 pour cent du PMAA combiné des services mobiles, qui entraîne les revenus à long terme les plus élevés de l'industrie, soit 6 540 \$, une hausse de 16 pour cent par rapport à l'an dernier***

***Hausse du dividende trimestriel de 0,5050 \$ par action, en hausse de 7,1 pour cent pour l'année***

**Vancouver (Colombie-Britannique)** – Les revenus d'exploitation consolidés de TELUS Corporation ont augmenté de 4 pour cent pour atteindre 3,4 milliards de dollars au troisième trimestre de 2017, par rapport au même trimestre de l'année dernière, ce qui reflète une augmentation des revenus tirés des services de croissance, notamment ceux tirés des données dans le secteur mobile et dans le secteur filaire. Les revenus tirés des services de croissance correspondent à 89 pour cent de nos revenus consolidés du troisième trimestre. Le bénéfice d'exploitation avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA)<sup>1</sup> a atteint 1,2 milliard de dollars, ce qui représente une augmentation de 5,9 pour cent, tandis que le BAIIA rajusté a affiché une hausse de 4,4 pour cent en raison de la croissance supérieure des revenus et des économies de coûts découlant de l'exécution continue des initiatives d'efficacité opérationnelle.

« TELUS a affiché d'excellents résultats au troisième trimestre, car nous continuons d'ajouter de nouveaux abonnés aux services mobiles de haute qualité, aux services Internet et aux services de télévision. Ces résultats s'appuient sur une solide croissance des revenus et du BAIIA, ainsi que le meilleur rendement de l'industrie en matière de service à la clientèle et de fidélisation, a affirmé Darren Entwistle, président et chef de la direction. Ces résultats découlent aussi de l'exécution constante, par l'équipe TELUS, de la stratégie de longue date visant la croissance des réseaux à large bande, qui repose sur nos investissements à long terme dans le déploiement générationnel de notre réseau à fibre optique, grâce auxquels les réseaux de TELUS sont continuellement reconnus parmi les plus rapides et les plus fiables au monde. En plus d'être avantageux pour les clients et l'économie canadienne, nos dépenses en immobilisations ont été essentielles à la réussite de notre stratégie de croissance des services mobiles et filaires, qui nous a permis d'afficher 28 trimestres consécutifs de croissance du PMAA des services mobiles et 20 trimestres consécutifs de croissance du BAIIA des services filaires. »

« En raison de ces investissements et du rendement solide et constant de l'équipe TELUS, nous augmentons notre dividende trimestriel pour la deuxième fois en 2017, en le faisant passer à 0,5050 \$ par action, a poursuivi M. Entwistle. Il s'agit de la quatorzième fois que nous haussons notre dividende depuis 2011, ce qui témoigne de la poursuite de notre programme efficace de croissance annuelle du dividende sur

trois ans, qui vise une croissance de 7 à 10 pour cent de 2017 à 2019. Notre capacité à offrir les meilleures initiatives au profit des actionnaires continue de générer une valeur importante pour ces derniers. TELUS a notamment remis 14,8 milliards de dollars à ses actionnaires, dont 9,6 milliards de dollars en dividendes, ce qui représente 25 \$ par action, depuis 2004. »

« L'engagement continu de nos équipes à favoriser l'excellence opérationnelle, la rigueur financière et les économies de coûts continue d'appuyer la solidité financière et la croissance de la clientèle de TELUS, ainsi que ses programmes de répartition du capital axés sur la valeur à long terme pour les clients et les investisseurs, a déclaré Doug French, vice-président à la direction et chef des services financiers. Grâce à notre approche visant des dépenses en immobilisations constantes et ciblées, nous observons un élan dans les progrès réalisés et le succès obtenu en ce qui concerne notre réseau à fibre optique de prochaine génération. Nous parviendrons à un état d'avancement de 50 pour cent au début de 2018, et nous sommes encouragés par l'acceptation des capacités évoluées par les clients et l'efficacité de nos équipes au chapitre de la construction de notre réseau mobile et filaire à large bande de prochaine génération. Étant donné ces progrès, nous estimons que nos dépenses en immobilisations de 2018 seront approximativement de 2,85 milliards de dollars, ce qui nous place favorablement pour atteindre notre objectif d'afficher un flux de trésorerie disponible positif, après le versement des dividendes, l'an prochain. »

Dans le secteur mobile, les revenus tirés du réseau ont augmenté de 6,8 pour cent pour atteindre 1,8 milliard de dollars, ce qui reflète la hausse du PMAA découlant du passage des clients à des forfaits à tarif supérieur, dont les forfaits Extra Plus, ainsi que l'utilisation accrue des données, la croissance continue du nombre d'abonnés aux services postpayés, y compris l'adoption des téléphones intelligents et les abonnés acquis de MTS, et la hausse des revenus tirés de l'itinérance. Dans le secteur filaire, les revenus tirés de l'équipement et des services de données ont augmenté de 4,1 pour cent pour atteindre 1,1 milliard de dollars, ce qui reflète la hausse des revenus tirés des services Internet et de données améliorées découlant d'une hausse constante du nombre d'abonnés des services Internet haute vitesse et d'une augmentation des revenus par client, la hausse du chiffre d'affaires de TELUS Santé découlant d'une croissance organique attribuable à l'augmentation des revenus tirés des services professionnels et du soutien et aux acquisitions, la croissance des revenus tirés des services d'impartition des processus d'affaires tenant compte des effets des opérations de change sur les activités étrangères, ainsi qu'une hausse des revenus tirés de TELUS TV en raison de la croissance du nombre d'abonnés.

Durant le trimestre, TELUS a attiré 152 000 nouveaux abonnés des services mobiles, des services Internet haute vitesse et des services TELUS TV, soit une hausse de 44 000 abonnés par rapport au même trimestre de l'exercice précédent. Les ajouts nets se sont élevés à 124 000 dans le secteur mobile, soit 115 000 nouveaux abonnés nets pour les services mobiles postpayés, 19 000 abonnés pour le service Internet haute vitesse et 9 000 clients pour TELUS TV. Le nombre total d'abonnés des services mobiles de TELUS se chiffre à 8,8 millions, ce qui représente une hausse de 3,7 pour cent par rapport à l'année dernière et une hausse de 5,4 pour cent du nombre d'abonnés des services postpayés qui atteint 7,9 millions. Le nombre de connexions Internet haute vitesse de TELUS a augmenté de 5,6 pour cent pour atteindre 1,7 million au cours des 12 derniers mois, tandis que le nombre d'abonnés du service TELUS TV est en hausse de 3,9 pour cent pour se chiffrer à 1,1 million.

Pendant le trimestre, le bénéfice net de 370 millions de dollars et le bénéfice par action (BPA) de base de 0,62 \$ ont augmenté de 4,2 pour cent et de 5,1 pour cent, respectivement, tandis que le bénéfice net ajusté et le BPA de base ajusté ont augmenté de 2,1 pour cent et de 1,5 pour cent, respectivement.

Le flux de trésorerie<sup>4</sup> disponible de 215 millions de dollars au troisième trimestre a augmenté de 117 millions de dollars par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, surtout en raison d'une baisse des impôts payés.

## FAITS SAILLANTS SUR LES RÉSULTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

En dollars canadiens et en millions, sauf les données par action (non audités)	Trimestre clos le		Variation en %
	2017	2016	
Revenus d'exploitation	3 366	3 238	4,0
Dépenses d'exploitation avant dépréciation et amortissements	2 170	2 107	3,0
BAIIA <sup>(1)</sup>	1 196	1 131	5,9

BAIIA rajusté <sup>(1)(2)</sup>	1 232	1 181	4,4
Bénéfice net	370	355	4,2
Bénéfice net ajusté <sup>(3)</sup>	391	383	2,1
Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires	367	348	5,5
BPA de base	0,62	0,59	5,1
BPA de base ajusté <sup>(3)</sup>	0,66	0,65	1,5
Dépenses en immobilisations	821	787	4,3
Flux de trésorerie disponible <sup>(4)</sup>	215	98	119,4
Connexions d'abonnés totales <sup>(5)</sup>	12 942	12 577	2,9

- (1) Le BAIIA est une mesure non conforme aux PCGR qui n'a pas de signification normalisée prescrite par les IFRS de l'IASB. TELUS donne des prévisions et fait état de son BAIIA parce qu'il s'agit d'une mesure clé pour évaluer la performance. Pour plus de définitions et d'explications sur cette mesure, veuillez vous reporter à la section 11.1 du rapport de gestion du troisième trimestre de 2017.
- (2) Le BAIIA rajusté est défini dans le présent communiqué de presse comme excluant 1) les coûts de restructuration et autres coûts de 36 millions de dollars et de 60 millions de dollars au troisième trimestre de 2017 et de 2016, respectivement, et 2) les gains nets et la quote-part des bénéfices des coentreprises immobilières, qui s'élèvent à 10 millions de dollars au troisième trimestre de 2016.
- (3) Le bénéfice net ajusté et le BPA de base ajusté sont des mesures non conformes aux PCGR qui n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS de l'IASB. Ces termes sont définis dans le présent communiqué de presse comme excluant du bénéfice net attribuable aux actions ordinaires et du BPA de base (après impôts sur les bénéfices) : 1) les coûts de restructuration et autres coûts pour les deux périodes, 2) les gains nets et la quote-part des bénéfices des coentreprises immobilières au troisième trimestre de 2016 et 3) les redressements d'impôt favorables pour les deux périodes. Pour une analyse plus approfondie du bénéfice net ajusté et du BPA de base ajusté, veuillez vous reporter à la section 1.3 du rapport de gestion du troisième trimestre de 2017.
- (4) Le flux de trésorerie disponible est une mesure non conforme aux PCGR qui n'a pas de signification normalisée prescrite par les IFRS de l'IASB. Pour plus de définitions et d'explications sur cette mesure, veuillez vous reporter à la section 11.1 du rapport de gestion du troisième trimestre de 2017.
- (5) La somme des abonnés actifs des services mobiles, des lignes d'accès au réseau résidentiel, des abonnés des services Internet haute vitesse et des abonnés de TELUS TV<sup>MD</sup> est mesurée à la fin des périodes respectives selon les renseignements provenant du système de facturation et d'autres systèmes. En ce qui a trait à une acquisition et à un dessaisissement réalisés au cours du premier trimestre de 2017, les soldes relatifs au nombre de lignes d'accès au réseau résidentiel, d'abonnés à Internet haute vitesse et d'abonnés au service TELUS TV au 1<sup>er</sup> janvier 2017 ont été majorés d'un montant net de 1 000, de 6 000 et de 5 000, respectivement. Le 1<sup>er</sup> avril 2017, les soldes d'ouverture pour le nombre d'abonnés des services postpayés, le nombre total d'abonnés et les statistiques d'exploitation connexes (ajouts bruts, ajouts nets, PMAA et taux de désabonnement) ont été ajustés de manière à inclure un transfert estimatif de 85 000 abonnés de MTS. Le nombre cumulatif de connexions d'abonnés comprend aussi un ajustement effectué le 1<sup>er</sup> avril 2017 pour retirer environ 19 000 abonnés des services prépayés et 25 000 abonnés des services postpayés des catégories d'abonnés respectives, principalement en raison de l'abandon du réseau CDMA national.

*Le présent communiqué de presse contient des énoncés portant sur le rendement financier et le rendement d'exploitation de TELUS (la « Société ») et sur des événements futurs qui sont prospectifs, dont les prévisions annuelles de la Société pour 2017, ainsi que les objectifs préliminaires en matière de dépenses en immobilisations pour 2018, les objectifs en matière de flux de trésorerie, les prévisions fiscales, les hausses futures du dividende et les rachats d'actions. En raison de leur nature, les énoncés prospectifs exigent de la Société qu'elle émette des hypothèses et des prévisions, et à ce titre, ils sont soumis à des risques et à des incertitudes. Il existe un risque considérable que les énoncés prospectifs s'avèrent inexacts. Les lecteurs sont par conséquent informés qu'ils ne doivent pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs, car un certain nombre de facteurs pourraient faire en sorte que les résultats et les événements réels diffèrent considérablement de ceux prévus. Par conséquent, les énoncés prospectifs contenus dans le présent communiqué de presse doivent être lus en tenant compte de la mise en garde figurant dans le rapport de gestion du troisième trimestre de 2017. Les énoncés prospectifs contenus dans le présent communiqué de presse sont fondés sur des hypothèses (notamment des hypothèses relatives aux prévisions annuelles pour 2017 et aux objectifs préliminaires en matière de dépenses en immobilisations pour 2018, aux objectifs en matière de flux de trésorerie, aux hausses semestrielles du dividende jusqu'en 2019 et à notre capacité ou notre intention de racheter des actions dans le cadre d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, y compris celle de 2018) et sont publiés sous réserve des conditions et des facteurs de risque mentionnés dans le rapport de gestion du troisième trimestre de 2017, dans le rapport de gestion annuel de 2016 et dans d'autres documents divulgués au public par TELUS ou déposés auprès des commissions des valeurs mobilières au Canada (sur SEDAR à l'adresse [sedar.com](http://www.sedar.com)) et aux États-Unis (sur EDGAR à l'adresse [sec.gov](http://www.sec.gov)). Les énoncés prospectifs contenus dans le présent communiqué de presse décrivent nos attentes au moment de la publication du communiqué et pourraient donc changer par la suite. Dans la mesure prévue par la loi, TELUS n'a ni l'intention ni l'obligation de mettre à jour ou de réviser les énoncés prospectifs et se réserve le droit de changer ses pratiques habituelles de mise à jour des objectifs et des orientations, à tout moment et à sa seule discrétion.*

## **Faits saillants des activités du troisième trimestre de 2017**

### **Services mobiles de TELUS**

- Les revenus tirés du réseau mobile ont connu une hausse de 115 millions de dollars ou 6,8 pour cent d'une année à l'autre pour atteindre 1,8 milliard de dollars. Cette croissance a été stimulée par une hausse du nombre d'abonnés, y compris les abonnés acquis de MTS, une proportion accrue de forfaits de deux ans à tarif plus élevé, notamment les forfaits Extra Plus lancés en juin 2016, une hausse de l'adoption de lots de données ou de réapprovisionnements en données plus volumineux, une proportion plus favorable d'abonnés des services postpayés, une proportion supérieure d'utilisateurs de téléphones intelligents et une hausse des revenus tirés de l'itinérance.
- Le PMAA combiné a augmenté de 3 pour cent pour se chiffrer à 68,67 \$. Il s'agit du vingt-huitième trimestre consécutif de croissance de cette mesure d'une année à l'autre. Celle-ci découle de la croissance des revenus tirés du réseau, comme il est indiqué ci-dessus.
- Le taux de désabonnement mensuel des services postpayés a diminué de 8 points de base d'une année à l'autre, pour se fixer à 0,86 pour cent. Cette amélioration reflète l'accent mis sur l'exécution des initiatives Les clients d'abord et des programmes de rétention. Le taux de désabonnement mensuel combiné a diminué de 13 points de base pour se chiffrer à 1,05 pour cent, ce qui reflète une amélioration des taux de désabonnement des services postpayés et des services prépayés, ainsi qu'une hausse de la proportion d'abonnés des services postpayés par rapport à la proportion d'abonnés des services prépayés.
- Le nombre de nouveaux abonnés nets des services mobiles, soit 124 000, a augmenté de 44 000 par rapport à l'année précédente. Le nombre de nouveaux abonnés nets des services postpayés, soit 115 000, était en hausse de 28 000 d'une année à l'autre en raison du nombre supérieur d'ajouts bruts de nouveaux abonnés, ce qui témoigne du succès des offres promotionnelles ciblées et des activités de marketing axées sur les nouveaux abonnés des services postpayés de grande valeur et les nouveaux abonnés qui utilisent un téléphone intelligent, ainsi que de la baisse du taux de désabonnement. Les nouveaux abonnés nets aux services prépayés étaient 9 000 en raison de l'amélioration du taux de désabonnement des services prépayés.
- Le BAIIA a augmenté de 29 millions de dollars ou 3,9 pour cent, tandis que le BAIIA rajusté de 812 millions de dollars a augmenté de 39 millions de dollars ou 5,1 pour cent par rapport à l'année dernière, ce qui reflète la hausse des revenus tirés du réseau, partiellement atténuée par l'augmentation des coûts d'acquisition et de rétention des clients, des dépenses d'exploitation du réseau, des coûts administratifs et de la main-d'œuvre externe.

- Les dépenses en immobilisations du secteur mobile ont diminué de 20 pour cent par rapport à la même période de l'an dernier, car au troisième trimestre de 2016, nous avons engagé des coûts pour améliorer le réseau d'accès radioélectrique en Ontario et au Québec, et la mise à niveau a été achevée au deuxième trimestre de 2017.

### **Services filaires de TELUS**

- Les revenus externes tirés des services filaires ont augmenté de 12 millions de dollars ou 0,8 pour cent pour atteindre 1,4 milliard de dollars. Cette croissance a été principalement générée par une hausse des revenus tirés des services de données, partiellement atténuée par le déclin soutenu des services vocaux traditionnels.
- Les revenus tirés de l'équipement et des services de données ont augmenté de 42 millions de dollars ou 4,1 pour cent en raison de la hausse des revenus tirés des services Internet et de données améliorées découlant d'une hausse constante du nombre d'abonnés des services Internet haute vitesse et d'une augmentation des revenus par client, la hausse du chiffre d'affaires de TELUS Santé découlant d'une croissance organique attribuable à l'augmentation des revenus tirés des services professionnels et du soutien et aux acquisitions, la croissance des services d'impartition des processus d'affaires tenant compte des effets des opérations de change sur les activités étrangères, ainsi qu'une hausse des revenus tirés de TELUS TV en raison de la croissance soutenue du nombre d'abonnés et de certaines hausses de tarif.
- Le nombre net de nouveaux abonnés du service Internet haute vitesse, soit 19 000 abonnés, a augmenté de 5 000 abonnés par rapport au même trimestre de l'exercice précédent en raison de l'expansion continue du service haute vitesse à large bande de TELUS, y compris la fibre optique jusqu'au domicile, et du succès de produits novateurs lancés récemment.
- Le nombre net de nouveaux abonnés aux services TELUS TV, soit 9 000 abonnés, a reculé de 5 000 abonnés par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, ce qui reflète un nombre inférieur d'ajouts bruts et une baisse du nombre d'abonnés des services de télévision par satellite découlant du ralentissement de la croissance des abonnés des services de télévision payés en raison de l'intensification de la concurrence, y compris celle des services par contournement, et d'un taux élevé de pénétration des services de télévision sur le marché. Ces facteurs ont été partiellement compensés par l'expansion soutenue des services adressables Internet haute vitesse à large bande et Télé OPTIK qui relie davantage d'entreprises et de résidences directement à la fibre optique et qui permet de regrouper ces services.
- Pour le trimestre, le nombre total de lignes d'accès au réseau résidentiel a baissé de 20 000 lignes, une amélioration de 5 000 lignes par rapport au même trimestre de l'exercice précédent. Les pertes de lignes d'accès au réseau résidentiel continuent de souligner la tendance bien ancrée consistant à remplacer ces lignes par les services mobiles et Internet, ainsi que la concurrence accrue. Ces pertes sont en partie atténuées par le succès de nos offres de services groupés et nos initiatives Les clients d'abord.
- Le BAIIA du secteur filaire a augmenté de 36 millions de dollars ou 9,8 pour cent, tandis que le BAIIA rajusté a augmenté de 12 millions de dollars ou 3 pour cent par rapport à l'année dernière. Cette amélioration reflète la croissance continue des marges des services de données, y compris les services Internet, les services de TELUS Santé et les services TELUS TV, ainsi que les économies de coûts découlant des initiatives d'efficacité opérationnelle.
- Les dépenses en immobilisations du secteur filaire ont augmenté de 19 pour cent par rapport à la même période l'an dernier, surtout en raison des investissements stratégiques continus dans l'infrastructure du réseau à bande large, notamment pour relier davantage de domiciles et d'entreprises directement à notre réseau à fibre optique. En plus d'étendre la portée et les fonctionnalités de nos solutions pour les secteurs des affaires et des soins de santé, ces investissements permettent de répondre à la croissance du nombre d'abonnés des services Internet haute vitesse et Télé OPTIK, ainsi qu'à la demande croissante de vitesses Internet supérieures par les clients. Les hausses étaient aussi attribuables à la préparation des produits avant le déploiement.

### **TELUS fixe ses objectifs préliminaires en matière de dépenses en immobilisations pour 2018 et met à jour ses prévisions fiscales**

Dans le but de fournir des précisions supplémentaires aux investisseurs de TELUS au sujet de sa planification des dépenses en immobilisations, TELUS estime que ses dépenses en immobilisations consolidées pour 2018, à l'exclusion de l'achat de licences de spectre, sont d'environ 2,85 milliards de dollars. En 2018, nous prévoyons continuer de relier des domiciles et des entreprises directement à notre réseau à fibre optique afin de répondre à la croissance continue du nombre d'abonnés des services Internet haute vitesse et Télé OPTIK, et d'accroître les vitesses du service Internet à large bande. De plus, les

investissements dans la fibre optique continueront de soutenir notre stratégie de mise en œuvre de petites cellules visant à élargir notre couverture et à préparer une évolution plus efficace et en temps opportun vers la technologie 5G.

En raison d'un remaniement de notre structure organisationnelle en vue d'accroître notre efficacité et de simplifier nos processus, nous avons révisé à la baisse notre prévision relative aux versements d'impôt pour 2017 dans une fourchette de 170 à 230 millions de dollars, notre prévision initiale étant de 300 à 360 millions de dollars. En 2018, les versements d'impôt devraient se situer dans une fourchette semblable à notre fourchette révisée de 2017. La diminution des versements d'impôt en 2017 et 2018 correspond à une question de temps et sera renversée dans les prochaines années. Notre prévision fiscale officielle pour 2018 figurera dans le communiqué de presse sur nos résultats du quatrième trimestre de 2017 et nos objectifs de 2018, que nous publierons en février 2018.

### **Déclaration de dividende – Hausse du dividende trimestriel, qui passe à 0,5050 \$ par action**

Le conseil d'administration de TELUS a déclaré un dividende trimestriel de 0,5050 \$ CA par action sur les actions ordinaires émises et en circulation de la Société. Ce dividende sera versé le 2 janvier 2018 aux détenteurs inscrits à la clôture des marchés le 11 décembre 2017.

Le dividende annuel 2017 de 1,97 \$ que nous avons déclaré représente une hausse de 7,1 pour cent par rapport à notre dividende annuel 2016 de 1,84 \$. Il s'agit de la quatorzième augmentation consécutive du dividende depuis que TELUS a annoncé son programme pluriannuel de croissance du dividende de l'entreprise en mai 2011. Depuis cet announcement, le dividende de TELUS a augmenté de 92 pour cent.

### **Marc Parent se joint au conseil d'administration de TELUS**

Le 7 novembre 2017, Marc Parent, président et chef de la direction de CAE inc., s'est joint à notre conseil d'administration. Cotée à la Bourse de New York et à la Bourse de Toronto, CAE inc. (CAE) est un chef de file mondial en formation dans les domaines de l'aviation civile, de la défense et la sécurité, et de la santé. La division santé de CAE conçoit et fabrique des simulateurs et des solutions de gestion de centre audiovisuel et de simulation, crée des didacticiels et offre des services de formation pour les étudiants en médecine, en soins infirmiers et en soins de santé paramédicaux, ainsi que pour les cliniciens dans les établissements d'enseignement, les hôpitaux et les organisations de défense de partout dans le monde. Né à Montréal, Marc est titulaire d'un diplôme en génie mécanique de l'École polytechnique de Montréal et a réussi le programme avancé de gestion de la Harvard Business School. De plus, il a reçu un doctorat honorifique de l'École polytechnique pour sa contribution à l'industrie aérospatiale à Montréal et à l'échelle internationale.

### **TELUS obtient l'autorisation de procéder à une nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal des activités**

En novembre, TELUS a reçu l'autorisation de la Bourse de Toronto (TSX) en vue de procéder à une nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal des activités à compter du 13 novembre 2017 afin de racheter et d'annuler, au moment jugé opportun, s'il y a lieu, des actions d'une valeur globale maximale de 250 millions de dollars au cours des 12 prochains mois.

La nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal des activités permet le rachat d'un maximum de 8 millions d'actions de TELUS (1,35 pour cent de ses actions en circulation au 26 octobre 2017) à un prix global maximal de 250 millions de dollars du 13 novembre 2017 au 12 novembre 2018 par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto, de la Bourse de New York (NYSE) et d'autres plateformes de négociation ou de toute autre manière autorisée par les lois sur les valeurs mobilières applicables. Le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées lors d'un même jour de bourse à la Bourse de Toronto est de 233 441 actions (25 pour cent du volume quotidien moyen des opérations pour la période de six mois qui s'est terminée le 31 octobre 2017, soit 933 767 actions), sous réserve de certaines exceptions relatives aux achats en bloc. Au 26 octobre 2017, TELUS avait 594 529 300 actions émises et en circulation.

Les actions rachetées par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto, de la Bourse de New York ou d'autres plateformes de négociation seront rachetées au cours du marché. TELUS peut aussi racheter des actions de façon privée en vertu d'ordonnances d'exemption des organismes de réglementation des valeurs mobilières applicables. Ces rachats sont habituellement effectués à un prix inférieur au cours en vigueur sur le marché.

Notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités de 2017, pour laquelle nous avons reçu l'autorisation de racheter un maximum de 8 millions d'actions à un prix global maximal de 250 millions de dollars, s'est terminée le 29 septembre 2017, TELUS ayant racheté, de la même manière prévue pour la nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal des activités, 1 962 109 actions ou 0,3 pour cent de ses actions en circulation pour 80 millions de dollars à un prix moyen d'environ 40,97 \$ par action.

TELUS peut établir des régimes de rachat automatique d'actions avec un courtier afin d'être en mesure de racheter des actions dans le cadre de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités pendant les périodes d'interdiction interne. Ces rachats sont effectués à la discrétion du courtier en fonction des paramètres prédéfinis. Sous réserve de l'approbation de la Bourse de Toronto, le régime de rachat automatique d'actions pourrait être mis en œuvre le 1<sup>er</sup> janvier 2018 et de temps à autre par la suite.

Le conseil d'administration de TELUS estime que les rachats effectués dans le cadre de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités seront dans l'intérêt de TELUS et constitueront une occasion d'investissement intéressante qui devrait accroître la valeur des actions restantes.

### **Faits saillants de la Société**

TELUS apporte une contribution et des investissements importants dans les collectivités où vivent et travaillent les membres de l'équipe, et dans l'économie canadienne, au nom des clients, des actionnaires et des membres de l'équipe, des manières suivantes :

- En payant, recueillant et versant un total d'environ 1,503 milliard de dollars en taxes et impôts pendant les neuf premiers mois de 2017 au profit des gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux au Canada. Ce montant est constitué d'impôts sur le bénéfice des sociétés, de taxes de vente, d'impôts fonciers, de la part de l'employeur des cotisations sociales et de divers droits réglementaires. Depuis 2000, nous avons versé environ 22 milliards de dollars en taxes et impôts.
- En déboursant 50 millions de dollars en frais de renouvellement du spectre au ministère de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique lors des neuf premiers mois de 2017. Depuis 2000, nos remises visant les taxes et le spectre versées aux gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux au Canada ont totalisé environ 27 milliards de dollars.
- En investissant 2,4 milliards de dollars en dépenses en immobilisations principalement dans les collectivités partout au Canada au cours des neuf premiers mois de 2017, et 34 milliards de dollars depuis 2000.
- En dépensant 5,8 milliards de dollars dans les activités d'exploitation au cours des neuf premiers mois de 2017, notamment par l'achat de biens et de services au coût de 4,1 milliards de dollars. Depuis 2000, nous avons dépensé respectivement 105 milliards de dollars et 69 milliards de dollars dans ces secteurs.
- En versant aux membres de l'équipe des salaires totalisant 2 milliards de dollars au cours des neuf premiers mois de 2017, dont 117 millions de dollars en cotisations sociales. Depuis 2000, TELUS a versé un total de 41 milliards de dollars en salaires aux membres de l'équipe.
- En versant plus de 1,1 milliard de dollars en dividendes aux actionnaires particuliers, aux détenteurs de fonds communs de placement, aux pensionnés et aux investisseurs institutionnels en 2017. En distribuant 14,8 milliards de dollars aux actionnaires au moyen de nos programmes de dividendes et de rachats d'actions depuis 2004, dont 9,6 milliards de dollars en dividendes et 5,2 milliards de dollars en rachats d'actions, représentant 25 \$ par action.

### **À propos de TELUS**

TELUS (TSX : T, NYSE : TU) est la société de télécommunication nationale connaissant la croissance la plus rapide au Canada, grâce à des revenus annuels de 13,1 milliards de dollars et à 12,9 millions de connexions clients, dont 8,8 millions d'abonnés des services mobiles, 1,7 million d'abonnés des services Internet haute vitesse, 1,3 million de lignes d'accès au réseau résidentiel et 1,1 million d'abonnés des services TELUS TV. TELUS offre une gamme complète de produits et de services de communication, notamment des services mobiles, des services de transmission de données et de la voix, des services IP, des services de télévision, de vidéo et de divertissement. TELUS est aussi le fournisseur informatique du domaine des soins de santé le plus important au Canada, et sa filiale TELUS International offre des solutions d'affaires à l'échelle mondiale.

Fidèles à leur philosophie communautaire « Nous donnons où nous vivons », TELUS et les membres de son équipe, actuels et retraités, ont versé plus de 482 millions de dollars à des organismes caritatifs et sans but

lucratif, et offert plus de 7,7 millions d'heures de bénévolat au service des communautés locales depuis 2000. Créés en 2005 par Darren Entwistle, président et chef de la direction de TELUS, les 13 comités d'investissement communautaire de TELUS au Canada et ses 5 comités à l'étranger dirigent les actions de soutien aux organismes de bienfaisance locaux. Ils ont remis au-delà de 60 millions de dollars en appui à 5 595 projets locaux contribuant à enrichir la vie de plus de 2 millions d'enfants et de jeunes chaque année. TELUS a eu l'insigne honneur d'être désignée l'entreprise philanthropique la plus remarquable du monde en 2010 par l'Association of Fundraising Professionals, devenant ainsi la première entreprise canadienne à recevoir cette prestigieuse marque de reconnaissance internationale.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur TELUS, veuillez consulter le site [telus.com](http://telus.com).

#### **Relations médiatiques**

Richard Gilhooley  
778-868-0235  
[richard.gilhooley@telus.com](mailto:richard.gilhooley@telus.com)

#### **Relations avec les investisseurs**

Paul Carpino  
647-837-8100  
[ir@telus.com](mailto:ir@telus.com)

#### **Accès à l'information sur les résultats trimestriels**

Les investisseurs, les représentants des médias et toute autre personne intéressée peuvent consulter ce communiqué sur les résultats trimestriels, le rapport de gestion, les diapositives sur les résultats trimestriels, la version audio et la transcription de la webdiffusion à l'intention des investisseurs, ainsi que les renseignements financiers supplémentaires et notre rapport annuel 2016 à [telus.com/investisseurs](http://telus.com/investisseurs).

La conférence téléphonique de TELUS sur les résultats du troisième trimestre de 2017 est fixée au **jeudi 9 novembre 2017 à 11 h, HE (8 h, HP)** et comprendra un exposé suivi d'une période de questions avec les analystes. Les parties intéressées peuvent accéder à la webdiffusion à [telus.com/investisseurs](http://telus.com/investisseurs). Un enregistrement sera accessible du 9 novembre au 15 décembre 2017 en composant le 1-855-201-2300. Veuillez utiliser le numéro de réservation 1224111# et le code d'accès 77377#. La webdiffusion sera également archivée à [telus.com/investisseurs](http://telus.com/investisseurs), et la transcription sera affichée sur le site web après quelques jours ouvrables.



**TELUS CORPORATION**

**Rapport de gestion**

**Troisième trimestre de 2017**

## Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent document contient des énoncés prospectifs portant sur des événements prévus ainsi que sur la performance financière et le rendement opérationnel de TELUS Corporation. Les termes *TELUS*, *la société*, *nous*, *notre*, *nos*, *nôtre* et *nous-mêmes* se rapportent à TELUS Corporation et, dans les cas où le contexte de la description narrative le permet ou l'exige, à ses filiales.

Les énoncés prospectifs incluent tous les énoncés qui ne renvoient pas à des faits historiques. Ils comprennent, sans s'y limiter, des énoncés concernant nos objectifs et nos stratégies aux fins de l'atteinte de ces objectifs, nos cibles, des perspectives, des mises à jour, notre programme pluriannuel de croissance du dividende et notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Les mots *hypothèse*, *but*, *indication*, *objectif*, *perspective*, *stratégie*, *cible* et autres expressions semblables ou l'emploi, au futur ou au conditionnel, de verbes tels que *avoir pour but*, *s'attendre à*, *croire*, *pouvoir*, *avoir l'intention de*, *planifier*, *prévoir*, *viser à*, *chercher à*, *devoir* et *s'efforcer de* dénotent généralement des énoncés prospectifs.

Par leur nature, les énoncés prospectifs sont assujettis à des risques et incertitudes intrinsèques et ils se fondent sur des hypothèses, incluant des hypothèses concernant la conjoncture économique future et les plans d'action. Ces hypothèses pourraient en fin de compte se révéler inexactes; en conséquence, nos résultats ou les événements réels pourraient différer considérablement de nos attentes mentionnées, de façon expresse ou implicite, dans les énoncés prospectifs. Une mise à jour de nos hypothèses pour l'exercice 2017 est présentée à la *rubrique 9*, « *Mise à jour des hypothèses* », du présent rapport de gestion.

Les risques et les incertitudes susceptibles de faire en sorte que le rendement ou les événements réels diffèrent considérablement des énoncés prospectifs formulés dans le présent document et dans les autres documents déposés par TELUS comprennent, sans s'y limiter :

- La concurrence, y compris notre capacité à continuer de fidéliser les clients en leur offrant une expérience client améliorée, incluant le déploiement et l'exploitation de réseaux mobiles et filaires qui ne cessent d'évoluer; la capacité des concurrents au sein de l'industrie à lancer avec succès leurs plateformes respectives et à conjuguer des services voix sur IP (« VoIP ») locaux résidentiels, des services interurbains, des services d'accès à Internet haute vitesse et, dans certains cas, des services mobiles moyennant un seul tarif mensuel groupé ou réduit, avec leurs services de télédiffusion ou leurs services de télévision par satellite existants; le succès remporté par les nouveaux produits et services lancés sur ces réseaux, et les systèmes de soutien comme les services Internet des objets (« IdO ») en ce qui a trait aux appareils connectés à Internet; l'intense rivalité continue touchant tous les services entre les entreprises de télécommunications offrant des services mobiles et filaires, les câblodistributeurs, d'autres entreprises de communications et des entreprises offrant des services par contournement qui, entre autres choses, crée des pressions sur les produits mensuels moyens par appareil d'abonné (les « PMAA »), sur les frais d'acquisition et de fidélisation et sur les taux de désabonnement liés à tous les services, comme le font les habitudes d'utilisation des clients, la tendance favorisant les tarifs fixes pour les services de transmission de la voix et de données, y compris les forfaits liés aux services de transmission de la voix et de données et la disponibilité des réseaux Wi-Fi permettant la transmission de données; les fusions et les acquisitions de concurrents au sein de l'industrie; les pressions sur les PMAA et les taux de désabonnement liés au service Internet haute vitesse et au service de télévision découlant des conditions du marché, des mesures prises par le gouvernement et des habitudes d'utilisation des clients; les pertes de lignes résidentielles et de lignes d'affaires d'accès au réseau; les ajouts d'abonnés et les volumes de fidélisation des abonnés aux services mobiles, aux services de télévision et au service Internet haute vitesse ainsi que les coûts connexes; notre capacité d'obtenir et d'offrir du contenu en temps opportun au moyen de divers appareils sur les plateformes mobiles et de télévision, à un coût raisonnable.
- Le remplacement de la technologie, y compris l'utilisation réduite et la banalisation accrue des services filaires locaux et interurbains de transmission de la voix traditionnels découlant de l'incidence des applications de services par contournement et du remplacement des services mobiles, le recul général du marché en ce qui concerne les services de télévision payés; l'accroissement du nombre de foyers qui utilisent uniquement des services téléphoniques mobiles ou par Internet; la baisse potentielle des PMAA tirés des services mobiles, en raison notamment du remplacement de la technologie en faveur de la messagerie textuelle et des applications de services par contournement; le remplacement par les services Wi-Fi de plus en plus accessibles; ainsi que les technologies perturbatrices, notamment les services par contournement IP tels que le Réseau intelligent dans le marché des affaires, qui pourraient supplanter nos services de transmission de données existants.
- La technologie, y compris la demande des abonnés visant les services de transmission de données qui pourrait mettre à l'épreuve la capacité des réseaux mobiles et la capacité spectrale dans l'avenir; notre recours à la technologie de l'information et notre besoin de rationaliser nos systèmes existants; les options au chapitre de la technologie, les voies d'évolution des technologies et les plans de mise en œuvre des réseaux filaires et mobiles (y compris les initiatives liées aux réseaux à large bande, telles que le déploiement de la fibre optique jusqu'aux locaux de l'abonné [« FTTP »]) et le déploiement de petites cellules pour les services mobiles, la technologie mobile 5G et la disponibilité de ressources et notre aptitude à accroître de façon adéquate la capacité du réseau à large bande); notre recours à des ententes de partage de réseau mobile, ce qui a facilité le déploiement de nos technologies mobiles; le choix des fournisseurs et la capacité de ces derniers à maintenir leurs gammes de produits et à offrir des services à l'égard de ces produits, ce qui pourrait avoir une incidence sur la réussite de la mise à niveau et de l'évolution de la technologie que nous offrons; le taux de concentration et de pénétration sur le marché des fournisseurs d'équipement pour réseaux, de services TELUS TV<sup>MD</sup> et d'appareils mobiles; le rendement de la technologie mobile; notre besoin prévu à long terme d'acquérir du spectre additionnel dans le cadre des futures enchères de spectre et auprès de tiers afin de composer avec la demande croissante visant les services de transmission de données; le déploiement et l'exploitation de nouveaux réseaux filaires à large bande à un coût raisonnable et d'une disponibilité raisonnable, ainsi que le succès remporté par les nouveaux produits et services lancés sur ces réseaux; la fiabilité du réseau et la gestion des changements; et les incertitudes à l'égard de notre stratégie visant à remplacer certains réseaux, systèmes et services filaires existants afin de réduire les coûts d'exploitation.

- Le niveau des dépenses d'investissement et les décaissements possibles aux fins de l'acquisition de licences de spectre dans le cadre des enchères de spectre ou auprès de tiers, en raison de nos initiatives liées aux services à large bande, y compris le branchement direct de plus de foyers et d'entreprises aux installations à fibres optiques; de notre déploiement continu de plus récentes technologies mobiles, y compris la technologie des petites cellules pour les services mobiles, afin d'améliorer la couverture et la capacité et de nous préparer à une évolution plus efficace et rapide vers les services mobiles 5G; de l'utilisation du spectre acquis; des investissements dans la résilience et la fiabilité du réseau; de la demande des abonnés visant les services de transmission de données; des systèmes et des processus d'affaires en pleine évolution; de la mise en œuvre d'initiatives en matière d'efficience; du soutien relatif aux contrats d'envergure et complexes; ainsi que des futures enchères de spectre pour les services sans fil que doit tenir Innovation, Sciences et Développement économique Canada (« ISDE »). Si nous n'atteignons pas nos objectifs au chapitre des résultats d'exploitation et des résultats financiers, cela pourrait influencer sur les niveaux de nos dépenses d'investissement.
- Les décisions réglementaires et les changements à la réglementation, y compris les interventions possibles du gouvernement afin d'accroître davantage la concurrence pour les services mobiles; l'examen des services mobiles de gros du CRTC, dans le cadre duquel il a été déterminé que le CRTC réglementera les tarifs d'itinérance liés aux services de gros basés sur la technologie GSM au Canada ainsi que l'établissement de ces tarifs facturés aux fournisseurs de services mobiles; le renvoi au CRTC, par le gouverneur en conseil, de la décision de télécom à des fins de réexamen, de manière à déterminer si les réseaux Wi-Fi pourraient être considérés comme un réseau de rattachement dans le cas des fournisseurs de services mobiles qui cherchent à obtenir des services d'itinérance obligatoire; les futures enchères de spectre et décisions de politique concernant le spectre (y compris les limites visant les fournisseurs de services sans fil établis, le spectre proposé et réservé favorisant certaines entreprises de télécommunications et les autres avantages dont bénéficient les nouveaux participants et les participants étrangers ainsi que la quantité de spectre acquis et les coûts engagés pour acquérir ce spectre); les restrictions concernant l'acquisition, la vente et le transfert de licences de spectre; l'incidence à long terme indéterminée de l'examen des services filaires de gros effectué par le CRTC; les différends avec certaines municipalités concernant les règlements municipaux visant les droits de passage; l'incidence possible de la décision du CRTC d'exiger des remboursements au prorata lorsque les clients annulent les services; l'examen par le CRTC du régime de qualité du service aux concurrents; l'examen par le CRTC du cadre réglementaire relatif au service de relais téléphonique; le retrait progressif proposé par le CRTC relativement au régime de subvention du service local et la mise en place correspondante d'un régime de financement de la large bande afin de prendre en charge l'amélioration des services Internet haute vitesse, principalement dans les régions mal desservies au Canada; l'incidence de l'examen du nouveau cadre stratégique du Canada créatif annoncé par la ministre du Patrimoine le 28 septembre 2017; la consultation et le rapport du CRTC concernant les modèles qui assureront à l'avenir la distribution; l'intégration verticale de l'industrie de la radiodiffusion ayant fait en sorte que des concurrents sont propriétaires de services de contenu de radiodiffusion ainsi que la mise en application efficace et au moment opportun des balises réglementaires connexes; l'examen de la *Loi sur le droit d'auteur* qui doit débiter à l'automne 2017; l'intention du gouvernement fédéral de procéder à un examen de la *Loi sur la radiodiffusion* et de la *Loi sur les télécommunications* annoncée dans le budget fédéral du 22 mars 2017; la renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain; les restrictions concernant la propriété d'actions ordinaires de TELUS par des non-Canadiens, et la surveillance continue et la conformité à ces restrictions.
- Les questions touchant les ressources humaines, y compris l'embauche, la fidélisation et la formation appropriée du personnel dans une industrie hautement concurrentielle et le niveau de participation des employés.
- Les risques liés aux processus et aux regroupements d'entreprises, y compris notre dépendance à l'égard des systèmes en place et la capacité à offrir et à soutenir de nouveaux produits et services ainsi que les activités commerciales; notre capacité à assurer une gestion efficace des changements liés au remplacement et à la mise à niveau des systèmes, à la réingénierie des processus et à l'intégration des activités (comme notre capacité à faire en sorte que l'intégration de ces acquisitions, les dessaisissements ou l'établissement de partenariats soient fructueux et effectués au moment opportun, et à concrétiser les avantages stratégiques prévus, notamment à respecter les ordonnances réglementaires); le risque que nous ne puissions pas assurer la migration fructueuse des abonnés des services mobiles postpayés de Manitoba Telecom Services Inc. que nous avons acquis auprès de BCE Inc.; la mise en œuvre d'ententes complexes avec de grandes entreprises qui pourraient être touchées de façon défavorable par les ressources disponibles, les limites des systèmes et le niveau de collaboration d'autres fournisseurs de services; notre capacité à gérer avec succès nos activités à l'étranger; les atteintes à la sécurité de l'information et à la vie privée, y compris la perte ou le vol de données; les menaces intentionnelles concernant notre infrastructure et nos activités, ainsi que les risques liés aux activités de réaménagement des coentreprises immobilières.
- La capacité de mettre en œuvre avec succès les initiatives en matière de réduction des coûts et de réaliser les économies prévues, déduction faite des coûts de restructuration et autres coûts, tout en demeurant axés sur le service à la clientèle et en s'assurant que ces initiatives n'aient pas d'incidence négative sur les activités commerciales. Les exemples de ces initiatives comprennent notre programme d'efficience et d'efficacité opérationnelles visant à soutenir une amélioration du bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements (le « BAIIA »), y compris les avantages futurs de l'initiative de rémunération remaniée dont les droits sont immédiatement acquis; l'intégration des activités; la simplification des produits à l'intention des entreprises clientes; l'impartition des processus d'affaires; les activités de délocalisation et de réorganisation, y compris tous programmes de réduction du nombre d'employés équivalents temps plein (« ETP »); les initiatives d'approvisionnement; ainsi que la rationalisation de biens immobiliers. Nous continuerons d'évaluer et de mettre en œuvre d'autres initiatives d'efficience et d'efficacité au chapitre des produits et des coûts.
- Les exigences en matière de financement et d'endettement, y compris notre capacité d'effectuer des financements et de maintenir des notations du crédit de première qualité se situant dans la fourchette BBB+, ou des notations équivalentes.

- La capacité de maintenir notre programme de croissance du dividende jusqu'en 2019. Ce programme pourrait être touché par des facteurs comme l'environnement concurrentiel, la performance économique au Canada, notre bénéfice et nos flux de trésorerie disponibles, le niveau de nos dépenses d'investissement et l'acquisition de licences de spectre, les acquisitions, la gestion de notre structure du capital, ainsi que les décisions et les faits nouveaux en matière de réglementation. Les décisions concernant les dividendes trimestriels sont assujetties à une évaluation et à une détermination effectuées par le conseil d'administration (le « conseil ») en fonction de la situation financière et des perspectives de la société. Nous pouvons racheter des actions en vertu de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, au moment souhaité et si nous estimons que cela représente une bonne occasion, en fonction de la situation financière et des perspectives de la société, et du cours des actions de TELUS sur le marché. Il n'existe aucune certitude que notre programme de croissance du dividende ou toute offre publique de rachat dans le cours normal des activités seront maintenus jusqu'en 2019 ni qu'ils ne feront pas l'objet de modifications ou seront menés à terme d'ici 2019.
- Les questions fiscales, y compris les interprétations de lois fiscales complexes au pays et à l'étranger par les administrations fiscales qui pourraient différer de nos interprétations, y compris le moment auquel sont comptabilisés les produits ainsi que les déductions telles que l'amortissement aux fins de l'impôt et les charges d'exploitation; les modifications apportées aux lois fiscales, y compris les taux d'imposition; le fait que les charges d'impôt varient considérablement des montants prévus, y compris l'assujettissement à l'impôt du bénéfice et la déductibilité des attributs fiscaux; le fait qu'il n'est plus possible de différer l'impôt sur le résultat au moyen de l'utilisation de fins d'année d'imposition différentes pour les sociétés de personnes en exploitation et les entreprises associées; ainsi que l'adoption de procédures de vérification plus rigoureuses par les administrations fiscales, par exemple, des redressements ou des décisions défavorables des tribunaux ayant une incidence sur l'impôt que nous sommes tenus de payer.
- Les litiges et les questions d'ordre juridique, y compris notre capacité à donner suite avec succès aux enquêtes et aux instances réglementaires, et à bien assurer notre défense dans le cadre des réclamations et des poursuites, y compris les réclamations en matière de violation de la propriété intellectuelle et les recours collectifs dont nous faisons l'objet, ainsi que des poursuites, réclamations en matière de violation de la propriété intellectuelle et recours collectifs possibles fondés sur des réclamations faites par des consommateurs, des infractions aux données personnelles, à la vie privée et à la sécurité, ainsi que la responsabilité sur le marché secondaire; de même que le caractère complexe que revêt la conformité aux lois au pays et à l'étranger.
- La santé, la sécurité et l'environnement, y compris le temps de travail perdu découlant d'une maladie ou d'une blessure; les préoccupations du public relatives aux émissions de radiofréquences; les questions d'ordre environnemental qui touchent nos activités, incluant les changements climatiques, les déchets et le recyclage des déchets; les risques liés aux systèmes d'alimentation au carburant dans nos immeubles; et les attentes en constante évolution du gouvernement et du public pour ce qui est des questions environnementales et de nos réponses.
- Les événements touchant la poursuite des activités, y compris notre capacité à maintenir notre service à la clientèle et à exploiter nos réseaux en cas d'erreurs humaines ou de menaces liées aux interventions humaines, telles que les cyberattaques et les pannes d'équipement susceptibles d'entraîner diverses interruptions du réseau; les perturbations de la chaîne d'approvisionnement; les menaces de catastrophes naturelles; les épidémies; les pandémies; ainsi que l'exhaustivité et l'efficacité des plans et des mesures de continuité des activités et de reprise après sinistre.
- La croissance et les fluctuations de l'économie, y compris la situation économique au Canada, qui pourrait être touchée par des faits nouveaux d'ordre économique et d'autres faits nouveaux à l'étranger, y compris l'issue possible de politiques et de mesures encore inconnues à ce jour pouvant être adoptées par des gouvernements étrangers; les taux d'intérêt futurs; l'inflation; les taux de chômage; l'incidence des faibles prix du pétrole; l'incidence des faibles dépenses des entreprises (notamment une réduction des investissements et de la structure de coûts); le rendement et la capitalisation des régimes de retraite de même que les taux d'actualisation; ainsi que les taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain.

Ces risques sont décrits plus en détail à la *rubrique 9, « Tendances générales, perspectives et hypothèses »*, et à la *rubrique 10, « Risques et gestion des risques »*, de notre rapport de gestion annuel 2016. Ces descriptions sont intégrées par renvoi dans la présente mise en garde concernant les énoncés prospectifs et ne visent pas à constituer une liste exhaustive des risques susceptibles d'avoir une incidence sur la société.

Un grand nombre de ces facteurs sont indépendants de notre volonté ou de nos attentes ou de nos connaissances actuelles. D'autres risques et incertitudes dont nous n'avons actuellement pas connaissance ou que nous considérons comme non significatifs à l'heure actuelle pourraient également avoir une incidence défavorable significative sur notre situation financière, notre performance financière, nos flux de trésorerie, nos activités ou notre réputation. Sauf indication contraire dans le présent document, les énoncés prospectifs formulés dans ce document ne reflètent pas l'incidence éventuelle d'éléments non récurrents ou exceptionnels ni des fusions, acquisitions, cessions ou autres regroupements d'entreprises ou transactions qui pourraient être annoncés ou qui pourraient survenir après la date du présent document.

Les lecteurs sont mis en garde de ne pas se fier indûment aux énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs formulés dans le présent document décrivent nos attentes; ils se fondent sur nos hypothèses à la date du présent document et ils pourraient être modifiés après cette date. Sauf dans les cas exigés par la loi, nous n'avons pas l'intention ni l'obligation de mettre à jour ou de réviser les énoncés prospectifs.

Tous les énoncés prospectifs figurant dans le présent document sont assujettis à la présente mise en garde concernant les énoncés prospectifs.

**Rapport de gestion**

Le 9 novembre 2017

**Table des matières**

<b>Rubrique</b>	<b>Description</b>
1. Introduction	1.1 Préparation du rapport de gestion 1.2 Environnement au sein duquel nous exerçons nos activités 1.3 Faits saillants – données consolidées
2. Activités principales et stratégie	
3. Priorités de la société pour 2017	
4. Capacités	4.1 Principaux marchés et concurrents 4.2 Ressources opérationnelles 4.3 Situation de trésorerie et sources de financement 4.4 Changements au contrôle interne à l'égard de l'information financière
5. Analyse des résultats d'exploitation	5.1 Généralités 5.2 Sommaire des résultats trimestriels consolidés et des tendances 5.3 Résultats d'exploitation consolidés 5.4 Secteur des services mobiles 5.5 Secteur des services filaires
6. Évolution de la situation financière	
7. Situation de trésorerie et sources de financement	7.1 Aperçu 7.2 Entrées liées aux activités d'exploitation 7.3 Sorties liées aux activités d'investissement 7.4 Sorties liées aux activités de financement 7.5 Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement 7.6 Facilités de crédit 7.7 Vente de créances clients 7.8 Notations du crédit 7.9 Instruments financiers, engagements et passifs éventuels 7.10 Information sur les actions en circulation 7.11 Transactions entre parties liées
8. Questions comptables	8.1 Estimations comptables critiques 8.2 Faits nouveaux concernant les méthodes comptables
9. Mise à jour des hypothèses	9.1 Faits nouveaux en matière de réglementation et instances réglementaires concernant l'industrie des télécommunications
10. Risques et gestion des risques	
11. Définitions et rapprochements	11.1 Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières 11.2 Indicateurs opérationnels

## 1. Introduction

Les énoncés prospectifs présentés dans la présente rubrique, y compris les estimations de la croissance économique, sont assujettis à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du présent rapport de gestion.

### 1.1 Préparation du rapport de gestion

Les rubriques qui suivent constituent une analyse de notre situation financière et de notre performance financière consolidées pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017, qui doit être lue conjointement avec nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités au 30 septembre 2017 (les « états financiers consolidés intermédiaires »). Les principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») que nous utilisons sont les Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »). Nos états financiers consolidés intermédiaires sont conformes aux IFRS de l'IASB et aux PCGR du Canada, et ils ont été préparés selon la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*. L'utilisation du terme IFRS dans le présent rapport de gestion fait référence à ces normes. Dans notre analyse, nous utilisons également certaines mesures financières non définies par les PCGR pour évaluer notre rendement, surveiller le respect des clauses restrictives de nos conventions d'emprunt et gérer notre structure du capital. Ces mesures sont définies clairement et font l'objet d'un rapprochement avec les mesures conformes aux PCGR les plus semblables à la *rubrique 11.1*. Sauf indication contraire, tous les montants sont présentés en dollars canadiens.

Des renseignements supplémentaires concernant la société, y compris notre notice annuelle et d'autres documents déposés auprès des commissions des valeurs mobilières ou d'autorités de réglementation semblables au Canada, sont disponibles sur le site SEDAR ([sedar.com](http://sedar.com)). Les documents que nous déposons auprès de la Securities and Exchange Commission aux États-Unis, y compris le formulaire 40-F, sont disponibles sur le site EDGAR ([sec.gov](http://sec.gov)).

Nos contrôles et procédures de communication de l'information sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que toute l'information pertinente est recueillie et présentée en temps opportun à la haute direction, pour que les décisions appropriées concernant les informations à fournir au public puissent être prises. Le présent rapport de gestion et les états financiers consolidés intermédiaires ont été revus par notre comité d'audit, et notre conseil d'administration (le « conseil ») a approuvé leur publication le 9 novembre 2017.

Sauf indication contraire, les résultats du troisième trimestre de 2017 (trimestre clos le 30 septembre 2017) et de la période de neuf mois close le 30 septembre 2017 présentés dans le présent rapport de gestion sont comparés aux résultats du troisième trimestre de 2016 (trimestre clos le 30 septembre 2016) et de la période de neuf mois close le 30 septembre 2016.

### 1.2 Environnement au sein duquel nous exerçons nos activités

Pour mieux apprécier notre réussite et les défis auxquels nous faisons face, il est essentiel de considérer l'environnement au sein duquel nous exerçons nos activités, y compris les facteurs économiques d'ordre plus généraux qui touchent nos clients et notre société, ainsi que notre industrie concurrentielle. Nos estimations concernant l'environnement au sein duquel nous évoluons constituent également un élément important des hypothèses sur lesquelles nos objectifs se fondent.

#### Croissance de l'économie

Nous avons mis nos hypothèses à jour depuis notre rapport de gestion du premier trimestre de 2017. Nous estimons maintenant que la croissance annuelle de l'économie au Canada en 2017 sera d'environ 3,0 % (auparavant, 2,2 %), selon une combinaison d'estimations formulées par des banques canadiennes et d'autres sources. En ce qui concerne les provinces de l'Ouest canadien où nous sommes une entreprise de services locaux titulaire (« ESLT »), nous estimons à l'heure actuelle que la croissance annuelle de l'économie en 2017 se chiffrera à environ 3,2 % (auparavant, 2,3 %) en Colombie-Britannique, et sera de 3,5 % (auparavant, 2,4 %) en Alberta. Dans son Rapport sur la politique monétaire d'octobre 2017, la Banque du Canada estime que la croissance annuelle de l'économie canadienne sera de 3,1 % en 2017. Les secteurs de l'économie en particulier qui afficheront ces taux de croissance estimatifs, de même que l'environnement concurrentiel et dynamique au sein duquel nous exerçons des activités, influenceront sur le moment et la mesure dans laquelle nous serons touchés par ces estimations de croissance économique.

Selon l'Enquête sur la population active publiée par Statistique Canada pour le mois de septembre 2017, le taux de chômage au pays s'est élevé à 6,2 % (6,9 % en décembre 2016 et 7,0 % en septembre 2016). Le taux de chômage en Colombie-Britannique s'est établi à 4,9 % en septembre 2017 (5,8 % en décembre 2016 et 5,7 % en

septembre 2016), et il était de 7,9 % en Alberta en septembre 2017 (8,5 % en décembre 2016 et 8,5 % en septembre 2016).

### 1.3 Faits saillants – données consolidées

#### **Voxpro Limited**

Le 31 août 2017, par l'entremise de notre filiale, TELUS International (Cda) Inc., nous avons acquis une participation de 55 % dans Voxpro Limited (« Voxpro »), une société qui offre des services d'impartition des processus d'affaires et des services de centres de contact et ayant des établissements en Irlande, aux États-Unis et en Roumanie, pour une contrepartie en trésorerie de 58 millions de dollars. Cet investissement vise à accroître davantage les services de soutien à nos clients qui offrent des services et produits liés à Internet, à accroître nos capacités au chapitre des ventes dans des marchés choisis, et à acquérir des capacités de redondance multisites pour soutenir d'autres installations. Nous avons concurrentement fourni une option de vente position vendeur et acquis une option d'achat position acheteur auprès des actionnaires vendeurs restants, en vertu desquelles ils pourraient vendre, ou nous pourrions acheter, la participation résiduelle de 45 % dans les actions à compter de 2021. Si l'une ou l'autre de ces options est exercée, la contrepartie estimée totalisera environ 152 millions de dollars.

#### **Xavient Information Systems**

Le 30 octobre 2017, par l'entremise de notre filiale, TELUS International (Cda) Inc., nous avons conclu une entente visant l'acquisition d'une participation de 65 % dans Xavient Information Systems, un groupe de sociétés offrant des services-conseils en matière de technologies de l'information et des services de logiciels ayant des établissements aux États-Unis et en Inde, pour une contrepartie se composant d'un montant en trésorerie d'environ 144 millions de dollars (115 millions de dollars US) et d'actions ordinaires de TELUS International (Cda) Inc. d'un montant d'environ 19 millions de dollars (15 millions de dollars US). La transaction est assujettie aux conditions de clôture habituelles, y compris les approbations réglementaires. Nous nous attendons à ce que la conclusion de cette transaction ait lieu en 2017. Nous prévoyons fournir, concurrentement, une option de vente position vendeur aux actionnaires vendeurs restants, en vertu de laquelle ils pourraient vendre la participation résiduelle de 35 % le 31 décembre 2020 ou avant cette date. En vertu de l'option de vente position vendeur, la méthode utilisée pour établir le prix des actions sera basée sur les résultats. Si cette option est exercée, la contrepartie totalisera environ 310 millions de dollars (250 millions de dollars US). Parallèlement à la conclusion de la transaction, les actionnaires ne détenant pas le contrôle sont tenus de nous fournir une option d'achat position acheteur, qui reflétera essentiellement les modalités prévues par l'option de vente position vendeur. Cet investissement vise à accroître notre capacité à fournir des services complexes et d'une plus grande valeur en matière de technologies de l'information, à améliorer nos ventes connexes et nos capacités en matière de solutions, ainsi qu'à acquérir des capacités de redondance multisites pour soutenir d'autres installations.

#### **Changements au sein du conseil d'administration**

Avec prise d'effet le 7 novembre 2017, M. Marc Parent, président et chef de la direction de CAE Inc. (« CAE »), est devenu membre de notre conseil d'administration. CAE, une société inscrite à la cote de la Bourse de New York et de la Bourse de Toronto, est un chef de file mondial en formation dans les domaines de l'aviation civile, de la défense et sécurité, ainsi que de la santé. CAE Santé assure la conception et la fabrication de simulateurs ainsi que de solutions audiovisuelles et de gestion de centres de simulation, le développement de didacticiels, et la prestation de services pour la formation des étudiants en soins médicaux, infirmiers et paramédicaux ainsi que des cliniciens travaillant dans des établissements d'enseignement, des hôpitaux et des organisations de défense partout dans le monde. M. Parent est originaire de Montréal et est diplômé en génie mécanique de l'École Polytechnique de Montréal et du programme de perfectionnement des cadres de la Harvard Business School; il a obtenu un doctorat *honoris causa* décerné par Polytechnique Montréal pour son apport au secteur de l'aérospatiale à Montréal et à l'échelle internationale.

**Faits saillants – données consolidées**

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Troisièmes trimestres clos les			Périodes de neuf mois closes les		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
<b>Comptes consolidés de résultat</b>						
Produits d'exploitation	3 366	3 238	4,0 %	9 837	9 494	3,6 %
Bénéfice d'exploitation	649	616	5,4 %	2 046	1 946	5,1 %
Bénéfice avant impôt	500	487	2,7 %	1 617	1 560	3,7 %
Bénéfice net	370	355	4,2 %	1 197	1 149	4,2 %
Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires	367	348	5,5 %	1 179	1 142	3,2 %
Bénéfice par action de base (BPA) (en dollars)						
BPA de base	0,62	0,59	5,1 %	1,99	1,93	3,1 %
BPA de base ajusté <sup>1</sup>	0,66	0,65	1,5 %	2,08	2,05	1,5 %
BPA dilué	0,62	0,59	5,1 %	1,99	1,93	3,1 %
Dividendes déclarés par action ordinaire (en dollars)	0,4925	0,46	7,1 %	1,4650	1,36	7,7 %
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, de base (en millions)	594	592	0,4 %	592	593	(0,1) %
<b>Tableaux consolidés des flux de trésorerie</b>						
Entrées liées aux activités d'exploitation	1 133	1 032	9,8 %	2 968	2 487	19,3 %
Sorties liées aux activités d'investissement	(866)	(680)	27,4 %	(2 909)	(2 075)	40,2 %
Dépenses d'investissement <sup>2</sup>	(821)	(787)	4,3 %	(2 355)	(2 174)	8,3 %
Sorties liées aux activités de financement	(150)	(370)	(59,5) %	(3)	(225)	(98,7) %
<b>Autres faits saillants</b>						
Nombre de connexions d'abonnés <sup>3</sup> (en milliers)				12 942	12 577	2,9 %
BAlIA (bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements) <sup>1</sup>	1 196	1 131	5,9 %	3 651	3 460	5,5 %
Coûts de restructuration et autres coûts <sup>1</sup>	36	60	(40,0) %	79	131	(39,7) %
BAlIA ajusté <sup>4</sup>	1 232	1 181	4,4 %	3 727	3 557	4,8 %
Marge du BAlIA ajusté <sup>5</sup> (en %)	36,6	36,5	0,1 pt	37,9	37,5	0,4 pt
Flux de trésorerie disponibles <sup>1</sup>	215	98	119,4 %	692	332	108,4 %
Ratio dette nette/BAlIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts <sup>1</sup> (fois)				2,76	2,62	0,14

Abréviations utilisées dans le rapport de gestion : n.s. – non significatif; pts – points de pourcentage

- Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières. Se reporter à la *rubrique 11.1*.
- Les dépenses d'investissement comprennent les actifs acquis relativement auxquels aucun paiement n'a encore été effectué; par conséquent, ces dépenses diffèrent des paiements en trésorerie au titre des immobilisations, excluant les licences de spectre, présentés dans les tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie.
- Le total du nombre d'appareils d'abonnés actifs aux services mobiles, de lignes résidentielles d'accès au réseau, d'abonnés à Internet haute vitesse et d'abonnés au service TELUS TV à la fin des périodes respectives, calculé à l'aide de renseignements tirés du système de facturation et d'autres systèmes. En ce qui a trait à une acquisition et à un dessaisissement réalisés au cours du premier trimestre de 2017, les soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> janvier 2017 relatifs au nombre de lignes résidentielles d'accès au réseau, d'abonnés à Internet haute vitesse et d'abonnés au service TELUS TV ont été majorés d'un montant net de 1 000, de 6 000 et de 5 000, respectivement, et ne sont pas pris en compte dans les mesures relatives aux ajouts nets d'abonnés présentées à la *rubrique 5.5*. Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> avril 2017, le nombre d'abonnés des services postpayés, le total des abonnés et les statistiques opérationnelles connexes (ajouts bruts, ajouts nets, produits mensuels moyens par appareil d'abonné [« PMAA »] et taux de désabonnement) ont été ajustés de manière à tenir compte des 85 000 abonnés de Manitoba Telecom Services Inc. (« MTS ») aux fins du calcul des soldes d'ouverture relatifs au nombre d'abonnés. Le nombre cumulé de connexions d'abonnés tient également compte d'un ajustement au 1<sup>er</sup> avril 2017 effectué de manière à supprimer du nombre d'abonnés environ 19 000 abonnés des services prépayés et 25 000 abonnés des services postpayés, respectivement, principalement en raison de la fin de l'exploitation de notre réseau AMRC à l'échelle nationale.
- Le BAlIA ajusté pour toutes les périodes exclut les coûts de restructuration et autres coûts (se reporter à la *rubrique 11.1* pour des renseignements concernant les coûts de restructuration et autres coûts). Le BAlIA ajusté pour les neuf premiers mois de 2017 exclut des profits nets et un bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières de 3 millions de dollars. Le BAlIA ajusté pour le troisième trimestre de 2016 exclut des profits nets et un bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières de 10 millions de dollars. Le BAlIA ajusté pour les neuf premiers mois de 2016 exclut i) un profit de 15 millions de dollars comptabilisé au deuxième trimestre de 2016, qui découle de l'échange de licences de spectre pour les services sans fil; ii) des profits nets et un bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières de 19 millions de dollars (9 millions de dollars au deuxième trimestre et 10 millions de dollars au troisième trimestre).
- La marge du BAlIA ajusté correspond au BAlIA ajusté divisé par les produits d'exploitation. Le calcul des produits d'exploitation exclut les profits nets et le bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières, ainsi que le profit lié à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil comptabilisé au deuxième trimestre de 2016.



## Faits saillants de l'exploitation

- Les **produits d'exploitation consolidés** se sont accrus de 128 millions de dollars au troisième trimestre de 2017 et de 343 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2017.

Les produits tirés des services ont augmenté de 129 millions de dollars au troisième trimestre de 2017 et de 371 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2017, en raison principalement de la croissance des produits tirés des services de réseau mobile et des services filaires de transmission de données, facteur neutralisé en partie par la baisse continue des produits tirés des services filaires de transmission de la voix existants.

Les produits tirés de l'équipement sont demeurés relativement inchangés au troisième trimestre de 2017. Ils ont diminué de 9 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2017, résultat qui reflète la hausse des coûts de financement par appareil du secteur des services mobiles, y compris les appareils compris dans les forfaits Extra Plus, et l'intensification de la concurrence touchant les services mobiles, facteurs neutralisés en partie par l'accroissement des ajouts bruts d'abonnés des services mobiles postpayés et par la hausse des volumes de fidélisation du secteur des services mobiles.

Les autres produits d'exploitation sont demeurés relativement inchangés au troisième trimestre de 2017 et ont diminué de 19 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2017, en raison principalement de la réduction des profits nets au cours de la période considérée, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette variation comprend une diminution des profits nets et du bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières, ainsi que le profit non récurrent comptabilisé en 2016 relativement à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil et à la vente d'immobilisations corporelles, facteurs neutralisés en partie par la non-réurrence de provisions comptabilisées en 2016 relativement aux options de vente position vendeur fournies pour des participations ne donnant pas le contrôle dans TELUS International (Cda) Inc.

Pour de plus amples renseignements sur les produits d'exploitation, se reporter à la *rubrique 5.4, « Secteur des services mobiles »*, et à la *rubrique 5.5, « Secteur des services filaires »*.

- Au cours de la période de 12 mois close le 30 septembre 2017, le total du **nombre de connexions d'abonnés** a augmenté de 365 000, ce qui représente une hausse de 5,4 % du nombre d'abonnés aux services mobiles postpayés, une hausse de 3,9 % du nombre d'abonnés au service TELUS TV, et une croissance de 5,6 % du nombre d'abonnés au service Internet haute vitesse, résultats neutralisés en partie par la réduction de 8,4 % du nombre d'abonnés aux services mobiles prépayés et par la baisse de 6,0 % des lignes résidentielles filaires d'accès au réseau.

Les ajouts nets d'abonnés aux services mobiles postpayés se sont établis à 115 000 au troisième trimestre de 2017 et à 258 000 au cours des neuf premiers mois de 2017, en hausse de 28 000 et de 102 000, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2016, résultats qui tiennent à l'augmentation des ajouts bruts découlant du succès remporté par nos promotions, y compris nos efforts axés sur les mises en service d'abonnés aux services postpayés à valeur plus élevée, ainsi qu'à la migration rentable des abonnés des services prépayés. Le taux de désabonnement mensuel des abonnés des services postpayés s'est établi à 0,86 % au troisième trimestre de 2017 et à 0,86 % au cours des neuf premiers mois de 2017, comparativement à 0,94 % au troisième trimestre de 2016 et à 0,93 % au cours des neuf premiers mois de 2016. (Se reporter à la *rubrique 5.4, « Secteur des services mobiles »*, pour de plus amples renseignements.)

Les ajouts nets d'abonnés au service Internet haute vitesse se sont établis à 19 000 au troisième trimestre de 2017 et à 60 000 au cours des neuf premiers mois de 2017, en hausse de 5 000 pour le trimestre et de 16 000 pour la période de neuf mois. Les hausses enregistrées sont attribuables à l'élargissement continu de notre couverture à large bande haute vitesse, y compris le déploiement de la fibre optique jusqu'aux locaux de l'abonné (« FTTP »), ainsi qu'au récent lancement fructueux de produits innovateurs. Les ajouts nets d'abonnés à TELUS TV se sont établis à 9 000 au troisième trimestre de 2017 et à 21 000 au cours des neuf premiers mois de 2017, soit une baisse de 5 000 pour le trimestre et de 17 000 pour la période de neuf mois. Ces résultats au chapitre des ajouts nets reflètent la réduction des ajouts bruts et les pertes d'abonnés aux services de télévision par satellite en raison du recul général du marché des services de télévision payés résultant de l'incidence de l'intensification de la concurrence, y compris en ce qui concerne les services par contournement, et du taux de pénétration élevé du marché. Ces pressions ont été neutralisées en partie par la priorité que nous continuons d'accorder à l'élargissement de l'accessibilité de nos services Internet haute vitesse et Télé OPTIK, au branchement direct de plus de foyers et d'entreprises aux installations à fibres optiques et au groupement de ces services. Cela s'est traduit globalement par une croissance du nombre combiné d'abonnés aux services Internet et de télévision de 132 000, ou 4,9 %, au cours des 12 derniers mois. (Se reporter à la *rubrique 5.5, « Secteur des services filaires »*, pour de plus amples renseignements.)

- Le **bénéfice d'exploitation** a augmenté de 33 millions de dollars au troisième trimestre de 2017 et de 100 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2017. Les augmentations reflètent la croissance du BAIIA, laquelle a été neutralisée en partie par l'augmentation de la dotation aux amortissements découlant de l'accroissement des dépenses d'investissement liées à nos immobilisations et à nos immobilisations incorporelles, y compris les acquisitions, ainsi que par l'incidence de notre programme continu d'analyse de la durée d'utilité des actifs.

Le **BAIIA** comprend les coûts de restructuration et autres coûts, ainsi que les profits nets et le bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières comptabilisés aux deuxièmes trimestres de 2017 et de 2016 ainsi qu'au troisième trimestre de 2016, de même qu'un profit lié à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil comptabilisé au deuxième trimestre de 2016. Le BAIIA a augmenté de 65 millions de dollars au troisième trimestre de 2017 et de 191 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2017. Les augmentations reflètent i) la croissance des produits tirés des services de réseau mobile et l'accroissement des produits tirés des services filaires de transmission de données, facteurs neutralisés en partie par la hausse des coûts liés à l'accroissement du nombre brut de mises en service et des volumes de fidélisation; ii) la diminution des coûts de restructuration et autres coûts, facteur neutralisé en partie par les coûts liés à la migration des abonnés de MTS que nous avons acquis; iii) la réduction de la charge au titre des avantages du personnel.

Le **BAIIA ajusté** exclut les coûts de restructuration et autres coûts, ainsi que les profits nets et le bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières comptabilisés aux deuxièmes trimestres de 2017 et de 2016 et au troisième trimestre de 2016, de même que le profit lié à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil comptabilisé au deuxième trimestre de 2016. Le BAIIA ajusté s'est accru de 51 millions de dollars, ou 4,4 %, au troisième trimestre de 2017, et de 170 millions de dollars, ou 4,8 %, au cours des neuf premiers mois de 2017. (Se reporter à la rubrique 5.4, « Secteur des services mobiles », et à la rubrique 5.5, « Secteur des services filaires », pour de plus amples renseignements.)

- Le **bénéfice avant impôt** a augmenté de 13 millions de dollars au troisième trimestre de 2017 et de 57 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2017, résultat qui reflète la hausse du bénéfice d'exploitation dont il est fait mention ci-dessus, facteur neutralisé en partie par l'accroissement des coûts de financement. L'accroissement des coûts de financement découle de la diminution des intérêts sur la dette à long terme comptabilisés à l'actif ayant trait aux licences de spectre visant le spectre qui est en cours de déploiement, et de la hausse du solde moyen de la dette à long terme. (Se reporter à *Coûts de financement*, à la rubrique 5.3.)
- L'**impôt sur le résultat** est demeuré relativement inchangé au troisième trimestre de 2017 et a augmenté de 9 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2017, en raison principalement de la hausse du bénéfice avant impôt.
- Le **bénéfice net attribuable aux actions ordinaires** a augmenté de 19 millions de dollars au troisième trimestre de 2017 et de 37 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2017. Ces augmentations tiennent à la hausse du bénéfice d'exploitation, neutralisée en partie par l'augmentation des coûts de financement. Le bénéfice net ajusté exclut l'incidence des coûts de restructuration et autres coûts, les profits nets et le bénéfice lié à la participation découlant d'activités d'aménagement des coentreprises immobilières comptabilisés aux deuxièmes trimestres de 2017 et de 2016 et au troisième trimestre de 2016, les ajustements liés à l'impôt sur le résultat et le profit non récurrent comptabilisé au deuxième trimestre de 2016 relativement à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil. Le bénéfice net ajusté s'est accru de 8 millions de dollars, ou 2,1 %, au troisième trimestre de 2017, et de 20 millions de dollars, ou 1,7 %, au cours des neuf premiers mois de 2017.

#### Analyse du bénéfice net

(en dollars)	Troisièmes trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires	367	348	19	1 179	1 142	37
Ajouter (déduire) :						
Profit lié à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil, après impôt	—	—	—	—	(13)	13
Profits nets et bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières, après impôt	—	(6)	6	(2)	(11)	9
Coûts de restructuration et autres coûts après impôt	26	44	(18)	58	96	(38)
Ajustements favorables liés à l'impôt sur le résultat	(2)	(3)	1	(3)	(2)	(1)
<b>Bénéfice net ajusté</b>	<b>391</b>	<b>383</b>	<b>8</b>	<b>1 232</b>	<b>1 212</b>	<b>20</b>

- Le **BPA de base** a augmenté de 0,03 \$, ou 5,1 %, au troisième trimestre de 2017, et de 0,06 \$, ou 3,1 %, au cours des neuf premiers mois de 2017. Le BPA de base ajusté exclut l'incidence des coûts de restructuration et autres coûts, les profits nets et le bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières comptabilisés aux deuxièmes trimestres de 2017 et de 2016 et au troisième trimestre de 2016, les ajustements liés à l'impôt sur le résultat et le profit non récurrent lié à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil comptabilisé au deuxième trimestre de 2016. Le BPA de base ajusté a augmenté de 0,01 \$, ou 1,5 %, au troisième trimestre de 2017, et de 0,03 \$, ou 1,5 %, au cours des neuf premiers mois de 2017.

#### Analyse du BPA de base

(en dollars)	Troisièmes trimestres clos les			Périodes de neuf mois closes les		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
BPA de base	<b>0,62</b>	0,59	0,03	<b>1,99</b>	1,93	0,06
Ajouter (déduire) :						
Profit lié à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil, après impôt, par action	—	—	—	—	(0,02)	0,02
Profits nets et bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières, après impôt, par action	—	(0,01)	0,01	—	(0,02)	0,02
Coûts de restructuration et autres coûts après impôt, par action	<b>0,05</b>	0,08	(0,03)	<b>0,10</b>	0,16	(0,06)
Ajustements favorables liés à l'impôt sur le résultat, par action	<b>(0,01)</b>	(0,01)	—	<b>(0,01)</b>	—	(0,01)
<b>BPA de base ajusté</b>	<b>0,66</b>	0,65	0,01	<b>2,08</b>	2,05	0,03

- Les **dividendes déclarés par action ordinaire** se sont établis à 0,4925 \$ au troisième trimestre de 2017 et à 1,4650 \$ au cours des neuf premiers mois de 2017, en hausse de 7,1 % par rapport au troisième trimestre de 2016 et de 7,7 % par rapport aux neuf premiers mois de 2016. Ces résultats sont conformes à l'annonce selon laquelle nous comptons assurer la croissance du dividende, la hausse annuelle devant se situer entre 7 % et 10 % jusqu'en 2019. Le 8 novembre 2017, le conseil a déclaré un dividende pour le quatrième trimestre de 0,5050 \$ par action sur les actions ordinaires émises et en circulation, payable le 2 janvier 2018 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 11 décembre 2017. Le dividende déclaré pour le quatrième trimestre reflète une hausse trimestrielle de 0,025 \$ par action, ou 5,2 %, par rapport au dividende par action de 0,48 \$ déclaré à l'exercice précédent et une hausse annuelle de 0,13 \$ par action, ou 7,1 % en 2017, par rapport au dividende par action de 1,84 \$ déclaré en 2016.

#### Faits saillants – situation de trésorerie et sources de financement

- Le **ratio de la dette nette par rapport au BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts** au 30 septembre 2017 était de 2,76 fois, en hausse par rapport à 2,62 fois au 30 septembre 2016, l'augmentation de la dette nette ayant excédé la croissance du BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts. (Se reporter à la rubrique 7.5, « Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement ».)
- Les **entrées liées aux activités d'exploitation** ont augmenté de 101 millions de dollars au troisième trimestre de 2017 et de 481 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2017, en raison de la diminution des paiements d'impôt sur le résultat et de la croissance du BAIIA ajusté.
- Les **sorties liées aux activités d'investissement** ont augmenté de 186 millions de dollars au troisième trimestre de 2017 et de 834 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2017, en raison de l'accroissement des paiements en trésorerie au titre des acquisitions et de la hausse des dépenses d'investissement. Les **acquisitions** ont augmenté de 68 millions de dollars au troisième trimestre de 2017 et de 544 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2017, en raison essentiellement de l'acquisition de Voxpro, ainsi que de l'acquisition, au deuxième trimestre, d'environ le quart des abonnés aux services mobiles postpayés de MTS, de certains actifs liés au réseau de MTS et de droits relatifs à 15 magasins de détail au Manitoba, et de l'acquisition de Kroll Computer Systems Inc. Les **dépenses d'investissement** ont augmenté de 34 millions de dollars au troisième trimestre de 2017 et de 181 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2017, en raison principalement des dépenses d'investissement générationnelles continues liées à l'infrastructure à large bande et des investissements aux fins de l'amélioration du réseau au Manitoba visant à accroître la couverture, la capacité et les vitesses afin d'améliorer considérablement l'expérience client et de prendre en charge l'acquisition des abonnés, des magasins et du réseau de MTS. Les investissements dans notre infrastructure à large bande comprennent notre réseau à fibres optiques, qui permet la prise en charge de la technologie des petites cellules afin d'améliorer la couverture et la capacité et de nous préparer à une évolution plus efficace et rapide vers la technologie 5G, ainsi que d'assurer le branchement direct de plus de foyers et d'entreprises à notre réseau à fibres optiques. (Se reporter à la rubrique 7.3, « Sorties liées aux activités d'investissement ».)

- Les **sorties liées aux activités de financement** ont diminué de 220 millions de dollars au troisième trimestre de 2017, ce qui reflète l'émission accrue de titres de créance à long terme, déduction faite des remboursements. Au cours des neuf premiers mois de 2017, les sorties liées aux activités de financement ont diminué de 222 millions de dollars, en raison du fait que l'augmentation des émissions de titres de créance à long terme, déduction faite des remboursements, conjuguée à l'absence de rachat d'actions en 2017, a été neutralisée en partie par l'incidence de l'émission d'actions non récurrente effectuée en 2016 par une filiale aux fins de l'acquisition d'une participation ne donnant pas le contrôle. (Se reporter à la *rubrique 7.4, « Sorties liées aux activités de financement »*.)
- Les **flux de trésorerie disponibles** se sont accrus de 117 millions de dollars au troisième trimestre de 2017 et de 360 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2017, ce qui découle de la diminution des paiements d'impôt sur le résultat et de la hausse du BAIIA, facteurs neutralisés en partie par l'accroissement des dépenses d'investissement. (Se reporter aux calculs à la *rubrique 11.1, « Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières »*.)

## 2. Activités principales et stratégie

Nos activités principales sont décrites dans notre rapport de gestion annuel 2016. Nous présentons ci-après une mise à jour de nos activités en fonction des impératifs stratégiques pertinents.

### **Cibler inlassablement les marchés en croissance des services de transmission de données, IP et mobile**

Les produits tirés des services mobiles externes et des services filaires de transmission de données ont totalisé 8,7 milliards de dollars au cours des neuf premiers mois de 2017, soit une hausse de 428 millions de dollars, ou 5,2 %, et les autres produits ont totalisé 1,1 milliard de dollars au cours des neuf premiers mois de 2017, en baisse de 85 millions de dollars, ou 7,0 %. Les produits tirés des services mobiles externes et des services filaires de transmission de données représentent 89 % de nos produits consolidés au cours des neuf premiers mois de 2017, par rapport à 8,2 milliards de dollars, ou 87 %, pour la période correspondante de 2016.

### **Offrir des solutions intégrées qui démarquent TELUS de ses concurrents**

En juillet 2017, TELUS Santé a annoncé le lancement de MedDialog, une solution clinique nationale qui permet aux médecins de différentes pratiques de communiquer entre eux au sujet de leurs patients, directement à partir de leur système de dossiers médicaux électroniques. Grâce à cette technologie, les patients reçoivent de meilleurs soins et la pratique clinique est plus efficace, car il n'y a nul besoin de communiquer par téléphone ni par télécopieur. En outre, l'historique des communications concernant un patient est toujours conservé dans le dossier numérique.

### **Se doter de moyens nationaux pour les services de données, IP, de voix et mobile**

En septembre 2017, nous avons réalisé avec succès le premier essai d'accès assisté sous licence (« LAA ») sur les réseaux actifs à l'intérieur et à l'extérieur du Canada. Les essais ont produit des vitesses de téléchargement de 970 Mbps à l'intérieur et de 966 Mbps à l'extérieur au moyen d'un spectre regroupé de 80 MHz dans un réseau actif de production dynamique. La technologie LAA renforcera le réseau de TELUS à mesure qu'il continue à évoluer vers la prochaine génération de vitesses 5G, ce qui permettra aux clients de profiter d'un débit plus rapide et d'une meilleure expérience globale de réseau au fur et à mesure que nous déploierons la technologie dans notre réseau au cours des prochaines années.

### **Créer des partenariats et procéder à des acquisitions et à des désinvestissements pour accélérer la mise en œuvre de notre stratégie et concentrer nos ressources sur nos activités de base**

Comme il est fait mention à la *rubrique 1.3*, le 31 août 2017, nous avons acquis une participation de 55 % dans Voxpro, et environ 2 700 membres de l'équipe de Voxpro ont rejoint notre effectif par l'entremise de notre filiale TELUS International (Cda) Inc. Voxpro, dont le siège social est situé en Irlande, exerce maintenant ses activités sous le nom de Voxpro – powered by TELUS International.

## 3. Priorités de la société pour 2017

Les priorités de la société pour 2017 sont présentées dans notre rapport de gestion annuel 2016 et ont été mises à jour dans notre rapport de gestion du premier trimestre de 2017, comme suit :

- Tenir la promesse de la marque Le futur est simple<sup>MD</sup> de TELUS en accordant la priorité aux clients
- Améliorer notre culture gagnante pour assurer la pérennité de notre avantage concurrentiel
- Générer une croissance rentable du chiffre des ventes tout en améliorant notre efficacité opérationnelle
- Accroître notre avantage concurrentiel en offrant des technologies, des réseaux et des systèmes évolués qui sont axés sur les clients et qui comptent parmi les plus fiables au monde
- Assurer la position de chef de file de TELUS sur des marchés choisis des secteurs commercial, public et international
- Consolider le leadership de TELUS en matière de gestion de l'information en soins de santé pour offrir de meilleurs résultats à tous

## 4. Capacités

Les énoncés prospectifs présentés dans la présente rubrique, y compris les énoncés concernant notre programme de croissance du dividende et nos objectifs financiers présentés à la *rubrique 4.3*, sont assujettis à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du présent rapport de gestion.

### 4.1 Principaux marchés et concurrents

Pour une analyse de nos principaux marchés, de même qu'un aperçu de la concurrence, se reporter à la *rubrique 4.1* de notre rapport de gestion annuel 2016.

### 4.2 Ressources opérationnelles

Pour une analyse de nos ressources opérationnelles, se reporter à la *rubrique 4.2* de notre rapport de gestion annuel 2016.

#### Services mobiles

Le taux de désabonnement est défini à la *rubrique 11.2* du présent rapport de gestion. Le taux de désabonnement mensuel des abonnés des services postpayés s'est établi à 0,86 % au troisième trimestre de 2017, ce qui constitue le 16<sup>e</sup> des 17 derniers trimestres au cours desquels notre taux de désabonnement des abonnés des services postpayés est en deçà de 1 %, malgré la forte concurrence et les pressions d'ordre économique. Au troisième trimestre de 2017, nous avons continué d'occuper une place dominante au chapitre des taux de désabonnement combinés à l'échelle nationale. Le taux de désabonnement mensuel combiné s'est établi à 1,05 % au troisième trimestre de 2017, soit le taux de désabonnement le plus faible enregistré au troisième trimestre depuis que nous sommes devenus une entreprise de télécommunications nationale il y a 17 ans. Cela constitue un autre exemple du succès attribuable à notre culture distinctive visant à accorder la priorité aux clients, à l'attention que nous continuons de porter à la prestation d'une expérience client exceptionnelle, et aux nouveaux produits et services attrayants que nous offrons et à nos programmes de fidélisation.

Depuis le milieu de 2013, nous avons investi plus de 3,6 milliards de dollars pour acquérir des licences de spectre pour les services sans fil dans le cadre des enchères tenues et d'autres transactions, et nous avons ainsi plus que doublé le spectre que nous détenons à l'échelle nationale afin de soutenir notre objectif visant à accorder la priorité aux clients. La consommation de données mobiles augmente rapidement, et nous avons en conséquence effectué des investissements afin d'accroître la capacité de notre réseau pour prendre en charge la plus importante consommation de données et la croissance du nombre d'abonnés aux services mobiles. Ces investissements comprennent des investissements dans la technologie des petites cellules pour les services mobiles liée à notre réseau à fibres optiques, afin d'améliorer la couverture et la capacité et de nous préparer à une évolution plus efficace et rapide vers les services mobiles fondés sur la technologie 5G.

Au 30 septembre 2017, notre réseau 4G LTE (d'après l'anglais *long-term evolution*) couvrait 99 % de la population canadienne, soit une augmentation par rapport à 97 % au 30 septembre 2016. De plus, nous avons continué d'investir dans le lancement de notre réseau fondé sur les technologies LTE évoluées, qui couvrait plus de 85 % de la population canadienne au 30 septembre 2017, soit une augmentation par rapport à 61 % au 30 septembre 2016. À l'extérieur des zones de couverture du réseau LTE et du réseau LTE évolué, les appareils fondés sur la technologie LTE que nous offrons fonctionnent également sur notre réseau HSPA+, qui couvrait 99 % de la population canadienne au 30 septembre 2017.

#### Services filaires

Nous avons continué d'investir dans les collectivités urbaines et rurales où nous sommes une entreprise de services locaux titulaires (« ESLT »), et nous nous engageons à fournir des capacités en matière de réseau à large bande au plus grand nombre possible de Canadiens. Nous avons accru le déploiement de la fibre optique en branchant directement plus de foyers et d'entreprises aux installations à fibres optiques dans diverses collectivités de la Colombie-Britannique, de l'Alberta et de l'est du Québec. En outre, nous avons accru les vitesses du service Internet à large bande, nous avons élargi notre bibliothèque de vidéos sur demande offertes dans le cadre des services TV ainsi que le contenu haute définition, y compris le contenu télé 4K, et nous avons amélioré la commercialisation des produits et services groupés de transmission de données. Notre réseau à fibres optiques représente également une composante essentielle de notre réseau mobile, qui permettra le déploiement de la technologie 5G dans l'avenir.

Au 30 septembre 2017, notre réseau à large bande haute vitesse couvrait environ 3 millions de foyers et d'entreprises en Colombie-Britannique, en Alberta et dans l'est du Québec, y compris environ 1,33 million de foyers et d'entreprises couverts par nos installations à fibres optiques, en hausse par rapport à environ 0,95 million au troisième trimestre de 2016, qui fournissent à ceux-ci un accès immédiat à notre réseau gigabit à fibres optiques.

### 4.3 Situation de trésorerie et sources de financement

#### Politiques financières liées à la structure du capital

Nous gérons le capital dans le but de maintenir une structure du capital souple qui optimise le coût et la disponibilité du capital en fonction d'un risque acceptable.

Dans notre définition du capital et aux fins de la gestion du capital, nous incluons les actions ordinaires (excluant le cumul des autres éléments du résultat global), la dette à long terme (y compris les facilités de crédit à long terme, le papier commercial adossé aux facilités de crédit à long terme et tous les actifs ou passifs de couverture connexes, déduction faite des montants inscrits dans le cumul des autres éléments du résultat global), la trésorerie et les placements temporaires, ainsi que les créances clients titrisées.

Nous gérons notre structure du capital et ajustons celle-ci en fonction des variations de la conjoncture et des risques liés à notre infrastructure de télécommunications. Afin de maintenir ou d'ajuster notre structure du capital, nous pouvons modifier le montant des dividendes versés aux détenteurs d'actions ordinaires, pouvons racheter des actions à des fins d'annulation dans le cadre de nos offres publiques de rachat dans le cours normal des activités, pouvons émettre de nouveaux titres de créance, pouvons émettre de nouveaux titres de créance afin de remplacer une dette existante dotée de caractéristiques différentes, pouvons émettre de nouvelles actions, et/ou pouvons accroître ou réduire le montant des créances clients vendues à une fiducie de titrisation sans lien de dépendance.

Nous surveillons le capital au moyen de diverses mesures, notamment le ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts, ainsi que le ratio de distribution. (Se reporter aux définitions, à la rubrique 11.1.)

#### Plan financier et plan de gestion de la structure du capital

##### *Compte rendu – Plan financier et plan de gestion de la structure du capital*

#### **Payer des dividendes aux détenteurs d'actions ordinaires en vertu de notre programme pluriannuel de croissance du dividende**

- En mai 2016, nous avons annoncé que nous comptons effectuer des hausses de dividendes semestrielles continues, la hausse annuelle s'élevant de 7 % à 10 % entre 2017 et la fin de 2019, prolongeant par le fait même la politique annoncée en mai 2011. Nonobstant cet objectif, les décisions touchant les dividendes continueront d'être assujetties à l'évaluation du conseil ainsi qu'à la détermination de notre situation financière et de nos perspectives sur une base trimestrielle. Notre indication concernant le ratio de distribution à long terme est de 65 % à 75 % des bénéfices nets par action sur une base prospective. Il n'existe aucune certitude que nous maintiendrons un programme de croissance du dividende jusqu'en 2019 ou que nous ne modifierons pas ce programme d'ici 2019. (Se reporter à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs – La capacité de maintenir notre programme de croissance du dividende jusqu'en 2019*, ainsi qu'à la rubrique 10.7, « *Financement, exigences relatives à la dette et versement de trésorerie à nos actionnaires* », de notre rapport de gestion annuel 2016.)
- Le 8 novembre 2017, un dividende pour le quatrième trimestre de 0,5050 \$ par action a été déclaré sur les actions ordinaires émises et en circulation; ce dividende est payable le 2 janvier 2018 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 11 décembre 2017. Le dividende déclaré pour le quatrième trimestre de 2017 reflète une hausse trimestrielle de 0,025 \$ par action, ou 5,2 %, par rapport au dividende de 0,48 \$ par action versé le 3 janvier 2017 et une hausse annuelle de 0,13 \$, ou 7,1 % en 2017, par rapport au dividende de 1,84 \$ par action déclaré en 2016.
- En ce qui a trait aux dividendes déclarés au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017, le fiduciaire du régime de réinvestissement des dividendes et d'actionariat des employés a racheté, dans le cadre du régime de réinvestissement des dividendes, environ 0,5 million d'actions ordinaires pour un montant de 24 millions de dollars, et environ 1,6 million d'actions ordinaires pour un montant de 68 millions de dollars, respectivement, sans escompte applicable.

#### **Racheter des actions ordinaires**

- Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017, nous n'avons effectué aucune transaction en vertu de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

#### **Utiliser le produit des créances clients titrisées (emprunts à court terme), les facilités bancaires et le papier commercial, au besoin, pour compléter les flux de trésorerie disponibles et combler les autres besoins de trésorerie**

- Le papier commercial émis et en cours s'élevait à 1 092 millions de dollars au 30 septembre 2017 et était intégralement libellé en dollars américains (875 millions de dollars US), par rapport à 613 millions de dollars au 31 décembre 2016 et à 137 millions de dollars au 30 septembre 2016.
- Les prélèvements nets sur la facilité de crédit de TELUS International (Cda) Inc. se chiffraient à 358 millions de dollars (353 millions de dollars, déduction faite des frais d'émission non amortis) au 30 septembre 2017, par rapport à 340 millions de dollars (332 millions de dollars, déduction faite des frais d'émission non amortis) au 31 décembre 2016 et à 361 millions de dollars (352 millions de dollars, déduction faite des frais d'émission non amortis) au 30 septembre 2016.
- Le produit des créances clients titrisées s'élevait à 100 millions de dollars au 30 septembre 2017 (100 millions de dollars au 30 septembre 2016 et au 31 décembre 2016).

*Compte rendu – Plan financier et plan de gestion de la structure du capital***Maintenir la conformité aux objectifs financiers**

Certains de nos objectifs financiers actuels feront l'objet d'un examen en 2017 aux fins d'une possible révision en raison des modifications découlant de l'adoption des nouvelles normes comptables, IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, et IFRS 16, *Contrats de location*. (Se reporter à la rubrique 8.2, « *Faits nouveaux concernant les méthodes comptables* », de notre rapport de gestion annuel 2016.)

- Maintenir des notations du crédit de première qualité de BBB+ ou des notations équivalentes – Au 9 novembre 2017, les notations du crédit de première qualité attribuées par les quatre agences de notation qui couvrent TELUS se situaient dans la fourchette visée. (Se reporter à la rubrique 7.8, « *Notations du crédit* ».)
- Ratio de la dette nette par rapport au BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts de 2,00 à 2,50 fois – Au 30 septembre 2017, ce ratio, qui était de 2,76 fois, sortait de la fourchette en raison principalement du financement des licences de spectre acquises dans le cadre des enchères de spectre pour les services sans fil tenues en 2014 et en 2015, ainsi que des importantes dépenses d'investissement stratégiques dans notre réseau à fibres optiques. Nous nous attendons à ce que ce ratio diminue en 2018 et nous continuons de nous attendre à ce qu'il revienne dans la fourchette visée à moyen terme, ce qui s'aligne sur notre stratégie à long terme. (Se reporter à la rubrique 7.5, « *Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement* ».)
- Ratio de distribution de 65 % à 75 % des bénéfices nets par action sur une base prospective – Notre ratio cible est présenté sur une base prospective. Le ratio de distribution présenté dans le présent rapport de gestion constitue une mesure historique fondée sur les dividendes déclarés et le bénéfice par action des quatre derniers trimestres, et il est présenté à titre indicatif dans le cadre de l'évaluation de notre indication visée. Au 30 septembre 2017, le ratio historique de 91 % et le ratio historique ajusté de 79 % excédaient la fourchette visée. Cependant, nous estimons à l'heure actuelle que le ratio de distribution sera conforme à notre indication cible, sur une base prospective, à moyen terme. (Se reporter à la rubrique 7.5, « *Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement* ».)
- Maintenir des liquidités inutilisées d'au moins 1 milliard de dollars – Au 30 septembre 2017, les liquidités inutilisées s'élevaient à plus de 1 milliard de dollars. (Se reporter à la rubrique 7.6, « *Facilités de crédit* ».)

**4.4 Changements au contrôle interne à l'égard de l'information financière**

Il n'y a eu aucun changement au contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura une incidence importante sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

**5. Analyse des résultats d'exploitation**

La présente rubrique comporte des énoncés prospectifs, y compris ceux concernant nos attentes liées à la croissance des produits mensuels moyens par appareil d'abonné (« PMAA »), à la croissance du nombre d'abonnés à Internet haute vitesse et aux diverses tendances en ce qui a trait à l'avenir décrites dans la présente rubrique. Il n'existe aucune certitude que nous avons identifié les tendances avec exactitude en nous fondant sur les résultats antérieurs ni que ces tendances se poursuivront. Se reporter à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion.

**5.1 Généralités**

L'un de nos jugements importants tient à la distinction que nous faisons entre les activités et les flux de trésorerie de nos services mobiles et de nos services filaires (distinction qui s'applique également à la répartition des charges directes et indirectes ainsi que des dépenses d'investissement). La clarté de cette distinction est de plus en plus minée par la convergence et l'intégration de notre technologie et de notre infrastructure de télécommunications des services mobiles et des services filaires. Comme c'est le cas pour la commercialisation de solutions de télécommunications mobiles fixes à l'intention de nos clients et pour la consolidation de nos activités ne nécessitant pas de contact avec la clientèle, le déploiement continu de notre infrastructure de fibres optiques ne reposant pas sur la technologie, conjugué aux réseaux convergents à la fine pointe de la technologie, a eu une incidence importante sur ce jugement. Par conséquent, il est de plus en plus difficile de faire une distinction claire et objective entre les activités et les flux de trésorerie de nos services mobiles et de nos services filaires. Comme nous ne regroupons pas actuellement les secteurs opérationnels, nos secteurs à présenter au 30 septembre 2017 sont aussi les services mobiles et les services filaires. L'information sectorielle présentée à la note 5 des états financiers consolidés intermédiaires est régulièrement communiquée à notre chef de la direction (notre principal décideur opérationnel).

## 5.2 Sommaire des résultats trimestriels consolidés et des tendances

### Sommaire des résultats trimestriels

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	T3 2017	T2 2017	T1 2017	T4 2016	T3 2016	T2 2016	T1 2016	T4 2015
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>3 366</b>	<b>3 273</b>	<b>3 198</b>	<b>3 305</b>	<b>3 238</b>	<b>3 148</b>	<b>3 108</b>	<b>3 217</b>
<b>Charges d'exploitation</b>								
Achat de biens et services <sup>1</sup>	1 531	1 433	1 313	1 574	1 426	1 331	1 300	1 482
Charge au titre des avantages du personnel <sup>1</sup>	639	646	624	962	681	628	668	757
Dotations aux amortissements	547	526	532	533	515	499	500	518
Total des charges d'exploitation	2 717	2 605	2 469	3 069	2 622	2 458	2 468	2 757
<b>Bénéfice d'exploitation</b>	<b>649</b>	<b>668</b>	<b>729</b>	<b>236</b>	<b>616</b>	<b>690</b>	<b>640</b>	<b>460</b>
Coûts de financement	149	142	138	134	129	134	123	114
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>500</b>	<b>526</b>	<b>591</b>	<b>102</b>	<b>487</b>	<b>556</b>	<b>517</b>	<b>346</b>
Charge d'impôt sur le résultat	130	140	150	15	132	140	139	85
<b>Bénéfice net</b>	<b>370</b>	<b>386</b>	<b>441</b>	<b>87</b>	<b>355</b>	<b>416</b>	<b>378</b>	<b>261</b>
<b>Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires</b>	<b>367</b>	<b>379</b>	<b>433</b>	<b>81</b>	<b>348</b>	<b>416</b>	<b>378</b>	<b>261</b>
<b>Bénéfice net par action ordinaire :</b>								
Bénéfice par action de base (BPA de base)	0,62	0,64	0,73	0,14	0,59	0,70	0,64	0,44
BPA de base ajusté <sup>2</sup>	0,66	0,68	0,74	0,53	0,65	0,70	0,70	0,54
BPA dilué	0,62	0,64	0,73	0,14	0,59	0,70	0,64	0,44
<b>Dividendes déclarés par action ordinaire</b>	<b>0,4925</b>	<b>0,4925</b>	<b>0,48</b>	<b>0,48</b>	<b>0,46</b>	<b>0,46</b>	<b>0,44</b>	<b>0,44</b>
<b>Information supplémentaire :</b>								
BAIIA <sup>2</sup>	1 196	1 194	1 261	769	1 131	1 189	1 140	978
Coûts de restructuration et autres coûts <sup>2</sup>	36	39	4	348	60	23	48	99
Profits liés à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil	—	—	—	—	—	15	—	—
Profits nets et bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières	—	3	—	7	10	9	—	—
BAIIA ajusté <sup>2</sup>	1 232	1 230	1 265	1 110	1 181	1 188	1 188	1 077
Entrées liées aux activités d'exploitation	1 133	1 126	709	732	1 032	892	563	870
Flux de trésorerie disponibles <sup>2</sup>	215	260	217	(191)	98	126	108	197

1 L'achat de biens et services et la charge au titre des avantages du personnel comprennent les coûts de restructuration et autres coûts.

2 Se reporter à la rubrique 11.1, « Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières ».

### Tendances

La tendance au chapitre de l'augmentation, d'un exercice à l'autre, des produits consolidés reflète i) des produits tirés du réseau mobile, en raison de la croissance des PMAA et du nombre d'abonnés; ii) des produits tirés des services filaires de transmission de données stimulés par le service Internet et par les services de transmission de données améliorés, par les produits tirés des services TELUS Santé et TELUS TV, ainsi que par les produits tirés de l'impartition des processus d'affaires. La hausse des produits tirés du service Internet et des services de télévision tient à la croissance du nombre d'abonnés et à l'augmentation des produits par client tirés des services Internet. La croissance des produits consolidés a été neutralisée en partie par la baisse continue des produits tirés des services filaires de transmission de la voix, ainsi que par la diminution générale des produits tirés de l'équipement mobile. Pour des renseignements supplémentaires concernant les produits du secteur des services mobiles et du secteur des services filaires ainsi que les tendances au chapitre du nombre d'abonnés, se reporter à la rubrique 5.4, « Secteur des services mobiles », et à la rubrique 5.5, « Secteur des services filaires ».

La tendance au chapitre de l'augmentation, d'un exercice à l'autre, des charges liées à l'achat de biens et services reflète l'augmentation des charges au titre de l'équipement liées à l'accroissement des ajouts bruts d'abonnés aux services postpayés et des volumes de fidélisation, ainsi que la hausse des coûts par appareil, y compris les téléphones intelligents ayant une plus grande valeur vendus; l'augmentation des charges du secteur des services mobiles liées au service à la clientèle, aux frais d'administration, aux frais d'itinérance et à la main-d'œuvre externe, afin de prendre en charge la croissance du nombre d'abonnés; et l'augmentation du coût des ventes lié aux services filaires de télévision découlant de la croissance du nombre d'abonnés. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des coûts liés à l'équipement filaire.

La tendance au chapitre de la diminution, d'un exercice à l'autre, de la charge nette au titre des avantages du personnel reflète la modération des salaires en raison de la réduction du nombre d'employés équivalents temps plein au pays et l'incidence des avantages découlant de certaines concessions relatives aux contrats liés à la rémunération dont les droits sont immédiatement acquis (comptabilisée au quatrième trimestre de 2016, comme il est décrit dans notre rapport de gestion annuel 2016), qui se traduisent par une amélioration de l'efficacité opérationnelle et continuent de soutenir nos efforts axés sur le service à la clientèle. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'accroissement du nombre d'employés afin de prendre en charge la croissance des produits tirés de l'impartition des processus d'affaires ainsi que des acquisitions d'entreprises.



La tendance au chapitre de l'augmentation, d'un exercice à l'autre, de la dotation aux amortissements reflète une augmentation découlant de la croissance des immobilisations afin de prendre en charge l'élargissement de notre infrastructure à large bande et l'élargissement de la couverture du réseau LTE, la croissance au chapitre des acquisitions d'entreprises, ainsi que l'incidence actuelle de notre programme continu d'analyse de la durée d'utilité des actifs. Les investissements dans notre réseau à fibres optiques nous permettent également de prendre en charge notre stratégie fondée sur la technologie des petites cellules afin d'améliorer la couverture et la capacité, et de nous préparer à une évolution plus efficace et rapide vers la technologie 5G.

La tendance au chapitre de l'augmentation, d'un exercice à l'autre, des coûts de financement reflète l'augmentation de l'encours de la dette à long terme, qui est liée principalement aux investissements générationnels dans la fibre optique jusqu'au domicile et jusque dans les entreprises et à notre réseau mobile, ainsi que les investissements importants relatifs aux licences de spectre pour les services sans fil acquises dans le cadre des enchères tenues en 2014 et en 2015. Les coûts de financement sont comptabilisés déduction faite des intérêts comptabilisés à l'actif au titre des licences de spectre acquises dans le cadre des enchères visant les licences de spectre pour les services sans fil. La comptabilisation à l'actif des intérêts a pris fin au premier trimestre de 2017, étant donné que les sites cellulaires peuvent maintenant utiliser les fréquences du spectre. Les coûts de financement comprennent également le montant net des charges d'intérêts au titre des régimes à prestations définies du personnel. De plus, pour les huit périodes présentées, les coûts de financement comprennent divers profits ou pertes de change et des montants variables de produits d'intérêts.

La tendance observée au chapitre du bénéfice net reflète les facteurs dont il est fait mention ci-dessus, ainsi que les ajustements hors trésorerie liés aux variations de l'impôt sur le résultat, et les ajustements comptabilisés dans les périodes considérées au titre de l'impôt sur le résultat de périodes antérieures, y compris les intérêts connexes après impôt sur les redressements. Historiquement, les rachats d'actions en vertu de nos offres publiques de rachat dans le cours normal des activités ont également eu une incidence sur la tendance au chapitre du BPA de base. Toutefois, aucun rachat n'a été effectué au cours des neuf premiers mois de 2017.

La tendance générale au chapitre de l'augmentation, d'un exercice à l'autre, des entrées liées aux activités d'exploitation reflète de façon générale l'augmentation du BAIIA ajusté consolidé. Elle reflète également la hausse des paiements d'intérêts découlant de l'accroissement de l'encours de la dette, facteur neutralisé par la réduction des taux d'intérêt à terme fixes. Les paiements d'impôt sur le résultat et les coûts de restructuration et autres coûts ont de façon générale augmenté en 2016, mais les paiements d'impôt en trésorerie ont diminué au cours de l'exercice 2017, ce qui est conforme à notre hypothèse décrite à la *rubrique 9.3* de notre rapport de gestion annuel 2016 et mise à jour à la *rubrique 9*, « *Mise à jour des hypothèses* ». La tendance au chapitre des flux de trésorerie disponibles reflète les facteurs ayant une incidence sur les entrées liées aux activités d'exploitation ainsi que l'accroissement des dépenses d'investissement. Pour une analyse détaillée des tendances, se reporter à la *rubrique 5.4*, « *Secteur des services mobiles* », et à la *rubrique 5.5*, « *Secteur des services filaires* ».

### 5.3 Résultats d'exploitation consolidés

L'analyse qui suit porte sur notre performance financière consolidée. L'information sectorielle présentée à la *note 5* des états financiers consolidés intermédiaires est régulièrement communiquée à notre chef de la direction. Une analyse du rendement de nos secteurs opérationnels est présentée à la *rubrique 5.4*, « *Secteur des services mobiles* », à la *rubrique 5.5*, « *Secteur des services filaires* », et à la *rubrique 7.3*, « *Sorties liées aux activités d'investissement* ».

#### Produits d'exploitation

(en millions de dollars)	Troisièmes trimestres clos les			Périodes de neuf mois closes les		
	30 septembre			30 septembre		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
Services	3 174	3 045	4,2 %	9 292	8 921	4,2 %
Équipement	181	180	0,6 %	507	516	(1,7) %
Produits tirés de contrats conclus avec des clients	3 355	3 225	4,0 %	9 799	9 437	3,8 %
Autres produits d'exploitation	11	13	(15,4) %	38	57	(33,3) %
	3 366	3 238	4,0 %	9 837	9 494	3,6 %

Les produits d'exploitation consolidés se sont accrus de 128 millions de dollars au troisième trimestre de 2017 et de 343 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2017.

- Les **produits tirés des services** ont augmenté de 129 millions de dollars au troisième trimestre de 2017 et de 371 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2017, ce qui reflète principalement la croissance des produits tirés du réseau mobile et des produits tirés des services filaires de transmission de données, facteur neutralisé en partie par la baisse continue des produits tirés des services filaires de transmission de la voix. Les produits tirés des services de réseau mobile reflètent la croissance des PMAA combinés et du

nombre d'abonnés aux services mobiles et, dans une moindre mesure, les produits liés aux abonnés des services postpayés de Manitoba Telecom Services Inc. (« MTS ») que nous avons acquis. Les produits tirés des services filaires de transmission de données reflètent l'accroissement des produits tirés des services Internet et des services de transmission de données améliorés, ainsi que des services TELUS Santé et TELUS TV. La hausse des produits tirés du service TELUS Santé est attribuable à une croissance interne découlant des produits tirés des services professionnels et des services de soutien additionnels, ainsi qu'aux acquisitions. L'augmentation des produits tirés des services professionnels tient essentiellement au fait que TELUS Santé a été choisi comme fournisseur de solutions technologiques pour PrescripTion, le service d'ordonnances électroniques du Canada, et la croissance des produits tirés des services de soutien découle du plus grand nombre de médecins qui utilisent nos dossiers médicaux électroniques. Les produits tirés des services Internet et des services de télévision se sont accrus en raison de la croissance du nombre d'abonnés, ainsi que de la hausse des produits par client tirés des services Internet.

- Les **produits tirés de l'équipement** sont demeurés relativement inchangés au troisième trimestre de 2017. Les produits tirés de l'équipement ont diminué de 9 millions de dollars au cours de la période de neuf mois, ce qui reflète essentiellement la baisse des produits tirés de l'équipement mobile tenant à la hausse des coûts de financement par appareil, y compris les appareils compris dans les forfaits Extra Plus, et l'intensification de la concurrence touchant les services mobiles, facteurs neutralisés en partie par l'accroissement des ajouts bruts d'abonnés aux services postpayés et par la hausse des volumes de fidélisation du secteur des services mobiles.
- Les **autres produits d'exploitation** sont demeurés relativement inchangés au troisième trimestre de 2017 et ont diminué de 19 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2017, en raison principalement de la réduction des profits nets pour la période considérée, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Ces variations comprennent la diminution des profits nets et du bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières, ainsi que le profit non récurrent comptabilisé en 2016 relativement à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil et à la vente d'immobilisations corporelles, facteurs neutralisés en partie par la non-réurrence de provisions comptabilisées en 2016, qui sont liées aux options de vente position vendeur fournies pour des participations ne donnant pas le contrôle dans le cadre d'un regroupement d'entreprises effectué en 2012.

#### Charges d'exploitation

(en millions de dollars)	Troisièmes trimestres clos les			Périodes de neuf mois closes les		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
Achat de biens et services	1 531	1 426	7,4 %	4 277	4 057	5,4 %
Charge au titre des avantages du personnel	639	681	(6,2) %	1 909	1 977	(3,4) %
Amortissement des immobilisations corporelles	410	388	5,7 %	1 203	1 158	3,9 %
Amortissement des immobilisations incorporelles	137	127	7,9 %	402	356	12,9 %
	<b>2 717</b>	<b>2 622</b>	<b>3,6 %</b>	<b>7 791</b>	<b>7 548</b>	<b>3,2 %</b>

Les charges d'exploitation consolidées ont augmenté de 95 millions de dollars au troisième trimestre de 2017 et de 243 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2017.

- L'**achat de biens et services** a augmenté de 105 millions de dollars au troisième trimestre de 2017 et de 220 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2017, ce qui reflète la hausse des coûts associés à l'accroissement du nombre brut de mises en service et des volumes de fidélisation (les volumes de fidélisation ont augmenté de 6,5 % au troisième trimestre de 2017 et de 1,9 % au cours des neuf premiers mois de 2017), l'augmentation des coûts des appareils, l'accroissement des coûts liés aux services d'itinérance, la hausse des frais de publicité et de promotion, la hausse des coûts liés à la main-d'œuvre externe afin de prendre en charge la croissance du nombre d'abonnés, l'augmentation des coûts de restructuration non liés à la main-d'œuvre, incluant les coûts liés à la migration des abonnés de MTS que nous avons acquis, les coûts liés au service à la clientèle fourni aux abonnés de MTS que nous avons acquis, ainsi que la hausse des coûts liés au contenu des services de télévision.
- La **charge au titre des avantages du personnel** a diminué de 42 millions de dollars au troisième trimestre de 2017 et de 68 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2017, en raison de la non-réurrence des charges de restructuration liées à la main-d'œuvre comptabilisées en 2016 et des avantages découlant de certaines concessions relatives aux contrats liés à la rémunération dont les droits sont immédiatement acquis, qui se traduisent par une amélioration de l'efficacité opérationnelle et continuent de soutenir nos efforts axés sur le service à la clientèle.
- L'**amortissement des immobilisations corporelles** a augmenté de 22 millions de dollars au troisième trimestre de 2017 et de 45 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2017, ce qui est imputable à l'accroissement des dépenses liées aux immobilisations, y compris celles découlant des acquisitions d'entreprises, ainsi qu'à l'incidence de notre programme continu d'analyse de la durée d'utilité des actifs.

- **L'amortissement des immobilisations incorporelles** a augmenté de 10 millions de dollars au troisième trimestre de 2017 et de 46 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2017, ce qui reflète la croissance des dépenses liées aux immobilisations incorporelles, y compris celles découlant des acquisitions d'entreprises.

**Bénéfice d'exploitation**

(en millions de dollars)	Troisièmes trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
BAlIA du secteur des services mobiles (se reporter à la <i>rubrique 5.4</i> )	788	759	3,9 %	2 391	2 308	3,6 %
BAlIA du secteur des services filaires (se reporter à la <i>rubrique 5.5</i> )	408	372	9,8 %	1 260	1 152	9,3 %
BAlIA	1 196	1 131	5,9 %	3 651	3 460	5,5 %
Dotations aux amortissements (se reporter à l'analyse ci-dessus)	(547)	(515)	6,2 %	(1 605)	(1 514)	6,0 %
	649	616	5,4 %	2 046	1 946	5,1 %

Le bénéfice d'exploitation a augmenté de 33 millions de dollars au troisième trimestre de 2017 et de 100 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2017. Le BAlIA s'est accru de 65 millions de dollars au troisième trimestre de 2017 et de 191 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2017, et a été touché de façon défavorable par les coûts engagés au cours du trimestre et par l'incidence de 4 millions de dollars sur les produits liée aux feux de forêt dans l'Ouest canadien. Le BAlIA ajusté (se reporter à la *rubrique 11.1*) a augmenté de 51 millions de dollars au troisième trimestre de 2017 et de 170 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2017. Ces augmentations reflètent la croissance des produits tirés des services de réseau mobile stimulée par l'augmentation des PMAA et du nombre d'abonnés, ainsi que la croissance des marges liées aux services de transmission de données.

**Coûts de financement**

(en millions de dollars)	Troisièmes trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
Montant brut des charges d'intérêts	144	137	5,1 %	430	412	4,4 %
Intérêts sur la dette à long terme comptabilisés à l'actif	—	(12)	n.s.	—	(40)	n.s.
Charges d'intérêts	144	125	15,2 %	430	372	15,6 %
Montant net des charges d'intérêts au titre des régimes à prestations définies du personnel	1	1	— %	4	3	33,3 %
(Produits) d'intérêts	(1)	—	n.s.	(2)	(1)	100,0 %
Pertes (profits) de change	5	3	66,7 %	(3)	12	(125,0) %
	149	129	15,5 %	429	386	11,1 %

Les coûts de financement ont augmenté de 20 millions de dollars au troisième trimestre de 2017 et de 43 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2017, en raison principalement des facteurs suivants :

- Le **montant brut des charges d'intérêts**, avant la comptabilisation à l'actif des intérêts sur la dette à long terme, a augmenté de 7 millions de dollars au troisième trimestre de 2017 et de 18 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2017, en raison principalement de l'accroissement du solde moyen de la dette à long terme, facteur neutralisé en partie par la réduction du taux d'intérêt effectif. Le taux d'intérêt moyen pondéré sur la dette à long terme [excluant le papier commercial et la composante renouvelable de la facilité de crédit de TELUS International (Cda) Inc.] s'élevait à 4,16 % au 30 septembre 2017, par rapport à 4,23 % à l'exercice précédent. (Se reporter à « *Émission et remboursement de titres de créance à long terme* », à la *rubrique 7.4*.)
- Les **intérêts sur la dette à long terme comptabilisés à l'actif** ont trait à la dette contractée aux fins de l'acquisition de licences de spectre dans le cadre des enchères de spectre tenues par Innovation, Sciences et Développement économique Canada (« ISDE »), ce spectre étant déployé au sein de notre réseau existant. Les intérêts sur la dette à long terme sont comptabilisés à l'actif jusqu'à ce que la quasi-totalité des activités nécessaires au déploiement de ce spectre aux fins prévues ait été menée à terme, c'est-à-dire jusqu'au moment où les sites cellulaires pouvant utiliser le spectre sont prêts à être mis en service. La comptabilisation à l'actif des intérêts a pris fin au premier trimestre de 2017.
- Le **montant net des charges d'intérêts au titre des régimes à prestations définies du personnel** est demeuré inchangé au troisième trimestre de 2017 et relativement inchangé au cours des neuf premiers mois de 2017. Le déficit au titre des régimes à prestations définies au 31 décembre 2016 a augmenté légèrement, par rapport au 31 décembre 2015, et le taux d'actualisation a subi une variation minimale.

- Les **pertes (profits) de change** ont fluctué, en raison de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain en 2017, ainsi que de l'incidence de nos activités de couverture et de l'incidence de nos services d'impartition des processus d'affaires à l'échelle internationale.

#### Impôt sur le résultat

(en millions de dollars, sauf les taux d'imposition)	Troisièmes trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
Impôt sur le résultat calculé selon les taux prévus par la loi applicables	133	129	3,1 %	431	414	4,1 %
Ajustements comptabilisés dans la période considérée au titre de l'impôt sur le résultat de périodes antérieures	(2)	(3)	(33,3) %	(3)	(3)	— %
Réévaluation du passif d'impôt différé pour tenir compte des taux d'imposition prévus par la loi futurs	—	—	— %	—	1	(100,0) %
Autres	(1)	6	(116,7) %	(8)	(1)	n.s.
<b>Impôt sur le résultat</b>	<b>130</b>	<b>132</b>	<b>(1,5) %</b>	<b>420</b>	<b>411</b>	<b>2,2 %</b>
Taux d'imposition prévus par la loi applicables (en %)	26,6	26,6	— pt	26,7	26,5	0,2 pt
Taux d'imposition effectif (en %)	26,0	27,1	(1,1) pt	26,0	26,3	(0,3) pt

Le total de la charge d'impôt sur le résultat est demeuré relativement inchangé au troisième trimestre de 2017; il a augmenté de 9 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2017, en raison principalement de la hausse du bénéfice avant impôt.

#### Bénéfice global

(en millions de dollars)	Troisièmes trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
Bénéfice net	370	355	4,2 %	1 197	1 149	4,2 %
Autres éléments du résultat global (déduction faite de l'impôt sur le résultat) :						
Éléments qui peuvent ultérieurement être reclassés en résultat	5	—	n.s.	18	(10)	n.s.
Élément qui ne sera jamais ultérieurement reclassé en résultat – Réévaluation des régimes à prestations définies du personnel	(22)	150	(114,7) %	64	167	(61,7) %
<b>Bénéfice global</b>	<b>353</b>	<b>505</b>	<b>(30,1) %</b>	<b>1 279</b>	<b>1 306</b>	<b>(2,1) %</b>

Le bénéfice global a diminué de 152 millions de dollars au troisième trimestre de 2017 et de 27 millions de dollars au cours de la période de neuf mois, en raison essentiellement de la réduction des montants des réévaluations des régimes à prestations définies du personnel, facteur neutralisé en partie par la hausse du bénéfice net. Les éléments qui peuvent ultérieurement être reclassés en résultat comprennent les variations de la juste valeur latente des dérivés désignés comme des couvertures de flux de trésorerie, les écarts de change découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger, ainsi que les variations de la juste valeur latente de placements disponibles à la vente.

## 5.4 Secteur des services mobiles

### Tendances et caractère saisonnier – services mobiles

La tendance historique observée au chapitre des produits tirés du réseau mobile reflète la croissance des PMAA et du nombre d'abonnés stimulée par la proportion accrue de forfaits assortis de tarifs plus élevés dans la composition des produits, ainsi que par la plus importante consommation de données. Cette croissance, conjuguée à la plus grande proportion de téléphones intelligents ayant une plus grande valeur vendus, a été neutralisée en partie par la diminution générale des produits tirés de l'équipement mobile, laquelle reflète la hausse des coûts de financement par appareil, y compris les appareils compris dans les forfaits Extra Plus, en raison de l'intensification de la concurrence. La tendance générale observée au chapitre de l'augmentation, d'un exercice à l'autre, des ajouts nets d'abonnés résulte du succès remporté par nos promotions, y compris nos efforts en matière de commercialisation axés sur les mises en service d'abonnés aux services postpayés à valeur plus élevée et de téléphones intelligents, conjugué à l'incidence de la croissance du marché découlant de l'accroissement de la population, de l'évolution démographique de la population et du nombre croissant d'abonnés possédant plusieurs appareils activés. Bien que certains facteurs ayant historiquement revêtu un caractère saisonnier important au cours des troisième et quatrième trimestres aient donné lieu à une augmentation des mises en service, l'intensification de la concurrence dans les marchés des consommateurs et des entreprises et d'autres facteurs pourraient se répercuter sur les résultats et les tendances au chapitre des ajouts d'abonnés au cours des périodes ultérieures.

La croissance des PMAA du secteur des services mobiles a affiché une tendance à la hausse en 2017, en raison des efforts en matière de commercialisation et du plus grand nombre de forfaits assortis de tarifs plus élevés, y compris les forfaits Extra Plus lancés en juin 2016, et du plus grand nombre de forfaits de données. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par des pressions concurrentielles entraînant l'affectation de quantités de données plus importantes aux forfaits, y compris le partage de données et les caractéristiques et forfaits concernant les services de transmission de données en itinérance internationale, le comportement des consommateurs à l'égard de la fréquence accrue des avis d'utilisation de données aux clients, ainsi que le délestage du trafic de données vers les points d'accès Wi-Fi. Les PMAA devraient continuer d'augmenter légèrement, en raison de la croissance continue de l'utilisation des données, et de la variation continue de la composition de notre clientèle en faveur d'abonnés aux services postpayés à valeur plus élevée. Toutefois, le niveau des PMAA dépend fortement de la concurrence, de la conjoncture économique, du comportement des consommateurs, du contexte réglementaire, ainsi que du choix des appareils et d'autres facteurs. En conséquence, il n'existe aucune certitude que la croissance des PMAA se poursuivra.

La tendance observée au chapitre de l'amélioration, d'un exercice à l'autre, du taux de désabonnement mensuel moyen des abonnés des services postpayés reflète nos efforts visant à accorder la priorité aux clients ainsi que nos programmes de fidélisation. Il se peut que nous subissions des pressions sur le taux de désabonnement aux services postpayés si l'intensification de la concurrence se poursuit, en raison en partie de l'accroissement des activités promotionnelles, du plus grand nombre de clients dont le contrat est expiré, ainsi que du nombre de clients qui possèdent déjà un appareil et ne signent pas de nouveaux contrats. En conséquence, les résultats d'exploitation du secteur des services mobiles dans le passé et les tendances pourraient ne pas refléter les résultats et les tendances des périodes futures.

Historiquement, les facteurs ayant revêtu un caractère saisonnier important aux troisième et quatrième trimestres dont il est fait mention ci-dessus reflètent les ajouts plus élevés d'abonnés des services mobiles, l'augmentation des frais d'acquisition connexes et des ventes d'équipement, de même que la hausse des frais de fidélisation découlant du renouvellement de contrats au cours de ces trimestres. Ces facteurs peuvent avoir une plus grande incidence lorsque surviennent le lancement d'appareils populaires et d'autres événements promotionnels saisonniers tels que la rentrée scolaire, le Vendredi fou et le temps des Fêtes. Les coûts liés à l'accroissement des volumes de mises en service, dont le caractère est saisonnier, donnent habituellement lieu à une baisse séquentielle du BAIIA du secteur des services mobiles du deuxième trimestre au quatrième trimestre, laquelle est habituellement suivie par une augmentation séquentielle du BAIIA du secteur des services mobiles du quatrième trimestre au deuxième trimestre. Les résultats du quatrième trimestre de 2016 tiennent compte de la charge de rémunération remaniée dont les droits sont immédiatement acquis. Les ajouts d'abonnés sont généralement à leur plus faible niveau au premier trimestre. Historiquement, les PMAA tirés des services mobiles ont enregistré des hausses séquentielles aux deuxième et troisième trimestres, en raison de l'utilisation accrue de ces services et du recours aux services d'itinérance au printemps et en été, et des baisses séquentielles saisonnières aux quatrième et premier trimestres. Cette incidence saisonnière sur les PMAA s'atténue, au fur et à mesure que les forfaits voix illimitée au pays deviennent plus prépondérants, et que l'utilisation des services de transmission de la voix facturables et que les pics d'utilisation des services interurbains deviennent moins prononcés. Par ailleurs, les clients optent pour des forfaits de données comportant des capacités accrues et des prix de base plus élevés qui leur permettent de bénéficier d'options flexibles de réapprovisionnement de données, ce qui donne lieu à une plus faible variabilité au chapitre de l'utilisation de données facturables et à une hausse des produits récurrents mensuels. Ces tendances saisonnières historiques au chapitre des PMAA s'atténuent de façon analogue aux tendances connexes au chapitre des mises en service. Les efforts en matière de commercialisation et les promotions visant à attirer des clients et à fidéliser les clients sont devenus plus prépondérants au cours de l'exercice. Les tendances au chapitre des produits et des mesures opérationnelles fondées sur les produits seront touchées par l'adoption d'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, comme il est décrit plus en détail à la rubrique 8.2, « *Faits nouveaux concernant les méthodes comptables* », de notre rapport de gestion annuel 2016.

**Indicateurs opérationnels – services mobiles**

Aux 30 septembre	2017			2016			Variation
<b>Abonnés (en milliers) :</b>							
Postpayés	7 868	7 463		7 463	7 463		5,4 %
Prépayés	956	1 044		1 044	1 044		(8,4) %
<b>Total</b>	<b>8 824</b>	<b>8 507</b>		<b>8 507</b>	<b>8 507</b>		<b>3,7 %</b>
Proportion du nombre d'abonnés qui sont des abonnés des services postpayés (en %)	89,2	87,7		87,7	87,7		1,5 pt
Population couverte par le réseau HSPA+ <sup>1</sup> (en millions)	36,7	35,7		35,7	35,7		2,8 %
Population couverte par le réseau LTE <sup>1</sup> (en millions)	36,6	35,1		35,1	35,1		4,3 %
	Troisièmes trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre			
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation	
<b>Ajouts bruts d'abonnés (en milliers) :</b>							
Postpayés	306	283	8,1 %	793	742	6,9 %	
Prépayés	93	96	(3,1) %	243	259	(6,2) %	
<b>Total</b>	<b>399</b>	<b>379</b>	<b>5,3 %</b>	<b>1 036</b>	<b>1 001</b>	<b>3,5 %</b>	
<b>Ajouts nets d'abonnés (en milliers) :</b>							
Postpayés	115	87	32,2 %	258	156	65,4 %	
Prépayés	9	(7)	n.s.	(60)	(61)	1,6 %	
<b>Total</b>	<b>124</b>	<b>80</b>	<b>55,0 %</b>	<b>198</b>	<b>95</b>	<b>n.s.</b>	
PMAA combinés, par mois <sup>2</sup> (en dollars)	68,67	66,67	3,0 %	67,04	64,72	3,6 %	
<b>Taux de désabonnement, par mois<sup>2</sup> (en %)</b>							
Combinés	1,05	1,18	(0,13) pt	1,07	1,20	(0,13) pt	
Services postpayés	0,86	0,94	(0,08) pt	0,86	0,93	(0,07) pt	

- 1 Y compris les ententes de partage de réseau conclues avec d'autres entreprises de télécommunications canadiennes.
- 2 Se reporter à la rubrique 11.2, « Indicateurs opérationnels ». Ces mesures ne sont pas définies par les IFRS de l'IASB. Il s'agit plutôt de paramètres utilisés dans l'industrie pour évaluer le rendement opérationnel d'une société de services mobiles.
- 3 Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> avril 2017, le nombre d'abonnés des services postpayés, le total des abonnés et les statistiques opérationnelles connexes (ajouts bruts, ajouts nets, produits mensuels moyens par appareil d'abonné [« PMAA »] et taux de désabonnement) ont été ajustés de manière à tenir compte des 85 000 abonnés de MTS aux fins du calcul des soldes d'ouverture relatifs au nombre d'abonnés. Le nombre cumulé de connexions d'abonnés tient également compte d'un ajustement au 1<sup>er</sup> avril 2017 effectué de manière à supprimer du nombre d'abonnés environ 19 000 abonnés des services prépayés et 25 000 abonnés des services postpayés, respectivement, principalement en raison de la fin de l'exploitation de notre réseau AMRC à l'échelle nationale.

**Produits d'exploitation – secteur des services mobiles**

(en millions de dollars, sauf les ratios)	Troisièmes trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
Produits tirés des services de réseau	1 794	1 679	6,8 %	5 192	4 860	6,8 %
Produits tirés de l'équipement et autres produits	135	135	— %	366	382	(4,2) %
Produits tirés de contrats conclus avec des clients	1 929	1 814	6,3 %	5 558	5 242	6,0 %
Autres produits d'exploitation	5	4	25,0 %	5	32	(84,4) %
Produits d'exploitation externes	1 934	1 818	6,4 %	5 563	5 274	5,5 %
Produits interservices	11	15	(26,7) %	33	43	(23,3) %
<b>Produits d'exploitation du secteur des services mobiles</b>	<b>1 945</b>	<b>1 833</b>	<b>6,1 %</b>	<b>5 596</b>	<b>5 317</b>	<b>5,2 %</b>

Les **produits tirés des services de réseau** provenant de clients externes se sont accrus de 115 millions de dollars au troisième trimestre de 2017 et de 332 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2017. La hausse des produits tirés des services de réseau reflète i) la croissance du nombre d'abonnés, y compris les abonnés de MTS que nous avons acquis; ii) la proportion accrue des forfaits assortis de tarifs plus élevés dans la composition des produits, y compris les forfaits Extra Plus lancés en juin 2016; iii) la plus grande proportion de clients ayant choisi des forfaits comportant de plus importants lots de données ou ayant périodiquement accru leurs lots de données; iv) la plus grande proportion d'abonnés des services postpayés; v) la plus grande proportion de téléphones intelligents; vi) la hausse des produits tirés des services d'itinérance.

- Les **PMAA combinés mensuels** se sont établis à 68,67 \$ au troisième trimestre de 2017 et à 67,04 \$ au cours des neuf premiers mois de 2017, ce qui reflète une hausse de 2,00 \$ pour le trimestre et de 2,32 \$ pour la période de neuf mois. Les augmentations sont principalement attribuables à l'incidence de la hausse des produits tirés des services de réseau (dont il est fait mention ci-dessus).
- Les **ajouts bruts d'abonnés** se sont établis à 399 000 au troisième trimestre de 2017 et à 1 036 000 au cours des neuf premiers mois de 2017, ce qui reflète une hausse de 20 000 pour le trimestre et de 35 000 pour la période de neuf mois. Les ajouts bruts d'abonnés des services postpayés ont augmenté de 23 000 au cours du trimestre et de 51 000 au cours des neuf premiers mois, en raison du succès remporté par les promotions, y compris nos efforts en matière de commercialisation axés sur les mises en service d'abonnés aux services

postpayés à valeur plus élevée et de téléphones intelligents. Les ajouts bruts d'abonnés des services prépayés ont diminué de 3 000 au cours du trimestre et de 16 000 au cours des neuf premiers mois, ce qui reflète essentiellement l'intensification de la concurrence et nos efforts en matière de commercialisation axés sur les mises en service d'abonnés aux services postpayés à valeur plus élevée.

- Le **taux de désabonnement mensuel moyen des abonnés des services postpayés** s'est établi à 0,86 % au troisième trimestre de 2017 et à 0,86 % au cours des neuf premiers mois de 2017, par rapport à 0,94 % et à 0,93 %, respectivement, aux périodes correspondantes de 2016. Le maintien d'un faible taux de désabonnement des abonnés des services postpayés en 2017 reflète l'attention que nous prêtons à nos initiatives accordant la priorité aux clients, ainsi que nos programmes de fidélisation. Le taux de désabonnement mensuel combiné s'est établi à 1,05 % au troisième trimestre de 2017 et à 1,07 % au cours des neuf premiers mois de 2017, par rapport à 1,18 % et à 1,20 %, respectivement, aux périodes correspondantes de 2016. L'amélioration des taux de désabonnement combinés en 2017 reflète la variation du taux de désabonnement des abonnés des services postpayés dont il est fait mention ci-dessus, ainsi que l'amélioration du taux de désabonnement des abonnés des services prépayés et le plus grand nombre d'abonnés des services postpayés par rapport au nombre d'abonnés des services prépayés.
- Les **ajouts nets d'abonnés** reflètent les ajouts nets d'abonnés des services postpayés de 115 000 au troisième trimestre de 2017 et de 258 000 au cours des neuf premiers mois de 2017, par rapport à 87 000 et à 156 000, respectivement, aux périodes correspondantes de 2016, en raison des facteurs décrits ci-dessus ayant influé sur les ajouts bruts d'abonnés et de nos efforts en matière de commercialisation axés sur la migration rentable des abonnés des services prépayés aux services postpayés. Le nombre d'abonnés aux services prépayés a augmenté de 9 000 au troisième trimestre de 2017, en raison de l'amélioration des taux de désabonnement des abonnés aux services prépayés, par rapport à une diminution de 7 000 en 2016. Le nombre d'abonnés aux services prépayés a diminué de 60 000 au cours des neuf premiers mois de 2017, par rapport à une diminution de 61 000 à la période correspondante de 2016, ce qui reflète nos efforts axés sur les mises en service d'abonnés des services postpayés à valeur plus élevée, l'intensification de la concurrence en ce qui a trait aux services prépayés, et les conversions aux services postpayés dont il est fait mention ci-dessus. Les ajouts nets d'abonnés se sont établis à 124 000 au troisième trimestre de 2017 et à 198 000 au cours des neuf premiers mois de 2017, ce qui reflète des améliorations d'un exercice à l'autre de 44 000 au cours du trimestre et de 103 000 au cours des neuf premiers mois de 2017, en raison de la baisse du taux de désabonnement mensuel combiné et de l'augmentation des ajouts bruts d'abonnés des services postpayés.

Les **produits tirés de l'équipement et autres services** sont demeurés inchangés au troisième trimestre de 2017, l'augmentation des volumes ayant été neutralisée par la hausse des coûts de financement par appareil. Les produits tirés de l'équipement et autres services ont diminué de 16 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2017, en raison principalement de la hausse des coûts de financement par appareil ainsi que de l'intensification de la concurrence, facteurs neutralisés en partie par l'augmentation des ajouts bruts d'abonnés des services postpayés et par la hausse des volumes de fidélisation.

Les **autres produits d'exploitation** sont demeurés relativement inchangés au troisième trimestre de 2017. Ils ont diminué de 27 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2017, résultat qui tient en grande partie au profit non récurrent comptabilisé en 2016 relativement à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil, à la réduction des profits découlant de la vente d'immobilisations corporelles, et à la diminution des profits nets et du bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières, facteurs neutralisés en partie par les profits à la vente de placements.

Les **produits interservices** représentent les services de réseau qui sont éliminés au moment de la consolidation de même que les charges connexes du secteur des services filaires.

#### Charges d'exploitation – secteur des services mobiles

(en millions de dollars)	Troisièmes trimestres clos les			Périodes de neuf mois closes les		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
Achat de biens et services :						
Charges liées aux ventes d'équipement	465	437	6,4 %	1 237	1 171	5,6 %
Charges d'exploitation des services de réseau	215	200	7,5 %	612	573	6,8 %
Frais de marketing	113	101	11,9 %	301	289	4,2 %
Autres <sup>1</sup>	208	170	22,4 %	583	486	20,0 %
Charge au titre des avantages du personnel <sup>1</sup>	156	166	(6,0) %	472	490	(3,7) %
<b>Charges d'exploitation du secteur des services mobiles</b>	<b>1 157</b>	<b>1 074</b>	<b>7,7 %</b>	<b>3 205</b>	<b>3 009</b>	<b>6,5 %</b>

<sup>1</sup> Comprend les coûts de restructuration et autres coûts. Se reporter à la rubrique 11.1, « Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières ».

Les charges d'exploitation du secteur des services mobiles ont augmenté de 83 millions de dollars au troisième trimestre de 2017 et de 196 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2017.

Les **charges liées aux ventes d'équipement** ont augmenté de 28 millions de dollars au troisième trimestre de 2017 et de 66 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2017, ce qui reflète la hausse des ajouts bruts d'abonnés des services postpayés et des volumes de fidélisation (les volumes de fidélisation ont augmenté de 6,5 % au troisième trimestre de 2017 et de 1,9 % au cours des neuf premiers mois de 2017), la plus grande proportion de téléphones intelligents ayant une plus grande valeur vendus, y compris les appareils supérieurs compris dans les forfaits Extra Plus, et la hausse des coûts des appareils.

Les **charges d'exploitation des services de réseau** ont augmenté de 15 millions de dollars au troisième trimestre de 2017 et de 39 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2017, en raison principalement de l'accroissement des charges au titre des services d'itinérance.

Les **frais de marketing** se sont accrus de 12 millions de dollars au troisième trimestre et au cours des neuf premiers mois de 2017, en raison principalement de la hausse des frais de publicité et de promotion, ainsi que de l'augmentation de la charge au titre des commissions découlant de l'accroissement des ajouts bruts et de l'augmentation des volumes de fidélisation.

Les **autres charges au titre de l'achat de biens et services** ont augmenté de 38 millions de dollars au troisième trimestre de 2017 et de 97 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2017, en raison principalement de l'augmentation des coûts de restructuration non liés à la main-d'œuvre, incluant les coûts liés à la migration des abonnés de MTS que nous avons acquis, des coûts au chapitre du soutien à la clientèle fourni aux abonnés de MTS que nous avons acquis, ainsi que de l'accroissement des coûts liés à la main-d'œuvre externe et des frais d'administration afin de prendre en charge la croissance du nombre d'abonnés.

La **charge au titre des avantages du personnel** a diminué de 10 millions de dollars au troisième trimestre de 2017 et de 18 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2017, en raison essentiellement de la non-récurrence d'importants coûts de restructuration liés à la main-d'œuvre comptabilisés en 2016 dans le cadre des initiatives d'efficacité opérationnelle, et de la hausse des coûts liés à la main-d'œuvre comptabilisés à l'actif.

#### BAIIA – secteur des services mobiles

(en millions de dollars, sauf les marges)	Troisièmes trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
BAIIA	788	759	3,9 %	2 391	2 308	3,6 %
Ajouter : coûts de restructuration et autres coûts compris dans le BAIIA	24	18	33,3 %	52	36	44,4 %
Déduire : profit lié à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil	—	—	n.s.	—	(15)	n.s.
Déduire : profits nets et bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières	—	(4)	(100,0) %	(1)	(8)	(87,5) %
<b>BAIIA ajusté<sup>1</sup></b>	<b>812</b>	<b>773</b>	<b>5,1 %</b>	<b>2 442</b>	<b>2 321</b>	<b>5,2 %</b>
Marge du BAIIA (en %)	40,5	41,4	(0,9) pt	42,7	43,4	(0,7) pt
Marge du BAIIA ajusté <sup>2</sup> (en %)	41,7	42,3	(0,6) pt	43,6	43,8	(0,2) pt

1 Se reporter à la description fournie à la section « BAIIA », à la rubrique 11.1.

2 Aux fins du calcul de la marge du BAIIA ajusté, les profits nets et le bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières, ainsi que le profit lié à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil, sont exclus du BAIIA et des produits d'exploitation, et les coûts de restructuration et autres coûts sont exclus du BAIIA.

Le BAIIA du secteur des services mobiles a augmenté de 29 millions de dollars au troisième trimestre de 2017 et de 83 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2017. Le BAIIA ajusté du secteur des services mobiles a augmenté de 39 millions de dollars au troisième trimestre de 2017 et de 121 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2017, ce qui reflète la croissance des produits tirés des services de réseau en raison de l'augmentation des PMAA et de l'accroissement du nombre d'abonnés, y compris les abonnés de MTS que nous avons acquis, facteurs neutralisés en partie par l'augmentation des charges liées aux ventes d'équipement, par la hausse des charges d'exploitation des services de réseau, par l'augmentation des frais d'administration et par l'accroissement des charges liées à la main-d'œuvre externe.

## 5.5 Secteur des services filaires

### Tendances – secteur des services filaires

La tendance à la hausse au chapitre des produits tirés des services filaires reflète la croissance des produits tirés des services Internet haute vitesse et des services de transmission de données améliorés, des services TELUS Santé et TELUS TV, ainsi que des services d'impartition des processus d'affaires, facteur neutralisé en partie par la diminution des produits tirés des services filaires de transmission de la voix et des produits tirés de l'équipement. La hausse des produits tirés des services Internet et des services de télévision découle de la croissance du



nombre d'abonnés et de l'accroissement des produits d'exploitation par client tirés des services Internet en raison des mises à niveau à des vitesses plus élevées et aux forfaits comportant une plus grande utilisation des données. La tendance à la hausse au chapitre des produits tirés de TELUS Santé est attribuable à une croissance interne et aux acquisitions. Bien que la croissance des services d'impartition des processus d'affaires ait ralenti, les produits sont demeurés stables. La tendance à la baisse au chapitre des produits tirés des services filaires de transmission de la voix découle du remplacement de la technologie, de l'utilisation accrue de forfaits interurbains conjuguée à la baisse du nombre de minutes d'utilisation des services interurbains, ainsi que de l'intensification continue de la concurrence sur le marché des petites et moyennes entreprises, de même que, aux trimestres précédents, de l'incidence du ralentissement économique, particulièrement en Alberta, qui était plus prépondérante dans les marchés des affaires.

Nous nous attendons à une croissance continue du nombre d'abonnés au service Internet haute vitesse, en raison de la croissance de l'économie et de nos investissements continus dans l'élargissement de notre réseau à fibres optiques. La croissance du nombre d'abonnés au service TELUS TV a ralenti, en raison du recul général du marché des services de télévision payés résultant du taux de pénétration élevé du marché et de l'intensification de la concurrence, y compris en ce qui concerne les services par contournement. Les pertes de lignes résidentielles d'accès au réseau continuent de refléter la tendance courante au chapitre du remplacement de la technologie en faveur des services mobiles et des services Internet.

#### Indicateurs opérationnels – services filaires

Aux 30 septembre (en milliers)	2017			2016			Variation
<b>Nombre d'abonnés :</b>							
Abonnés à Internet haute vitesse <sup>1</sup>	1 722			1 631			5,6 %
Abonnés à TELUS TV <sup>1</sup>	1 084			1 043			3,9 %
Lignes résidentielles d'accès au réseau <sup>1</sup>	1 312			1 396			(6,0) %
<b>Nombre total d'abonnés aux services filaires<sup>1</sup></b>	<b>4 118</b>			<b>4 070</b>			<b>1,2 %</b>
	Troisièmes trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre			
(en milliers)	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation	
<b>Ajouts nets (pertes nettes) d'abonnés :</b>							
Abonnés à Internet haute vitesse	19	14	35,7 %	60	44	36,4 %	
Abonnés à TELUS TV	9	14	(35,7) %	21	38	(44,7) %	
Lignes résidentielles d'accès au réseau	(20)	(25)	20,0 %	(62)	(71)	12,7 %	
<b>Total des ajouts nets d'abonnés aux services filaires</b>	<b>8</b>	<b>3</b>	<b>166,7 %</b>	<b>19</b>	<b>11</b>	<b>72,7 %</b>	

1 En ce qui a trait à une acquisition et à un dessaisissement tous deux réalisés au cours du premier trimestre de 2017, les soldes d'ouverture au 1<sup>er</sup> janvier 2017 relatifs au nombre de lignes résidentielles d'accès au réseau, d'abonnés à Internet haute vitesse et d'abonnés au service TELUS TV ont été majorés d'un nombre net de 1 000, de 6 000 et de 5 000, respectivement.

#### Produits d'exploitation – secteur des services filaires

	Troisièmes trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre			
(en millions de dollars)	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation	
Services et équipement de transmission de données	1 067	1 025	4,1 %	3 147	3 008	4,6 %	
Services de transmission de la voix	305	335	(9,0) %	936	1 023	(8,5) %	
Autres services et équipement	54	51	5,9 %	158	164	(3,7) %	
Produits tirés de contrats conclus avec des clients	1 426	1 411	1,1 %	4 241	4 195	1,1 %	
Autres produits d'exploitation	6	9	(33,3) %	33	25	32,0 %	
Produits d'exploitation externes	1 432	1 420	0,8 %	4 274	4 220	1,3 %	
Produits interservices	51	48	6,3 %	155	143	8,4 %	
<b>Produits d'exploitation du secteur des services filaires</b>	<b>1 483</b>	<b>1 468</b>	<b>1,0 %</b>	<b>4 429</b>	<b>4 363</b>	<b>1,5 %</b>	

- **Les produits tirés des services et de l'équipement de transmission de données** ont augmenté de 42 millions de dollars au troisième trimestre de 2017 et de 139 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2017. Les augmentations sont principalement attribuables i) à l'accroissement des produits tirés des services Internet et des services de transmission de données améliorés reflétant la croissance de 5,6 % du nombre d'abonnés au service Internet haute vitesse au cours des 12 derniers mois, l'augmentation des produits d'exploitation par client découlant des mises à niveau pour des vitesses Internet plus élevées et des forfaits comportant une plus grande utilisation des données, de même que certaines hausses de tarifs; ii) à l'accroissement des produits tirés de TELUS Santé stimulé par une croissance interne découlant des produits tirés des services professionnels et des services de soutien additionnels, ainsi que des acquisitions. L'augmentation des produits tirés des services professionnels tient essentiellement au fait que TELUS Santé a été choisi comme fournisseur de solutions technologiques pour PrescripTion, et la croissance des produits tirés

des services de soutien découle du plus grand nombre de médecins qui utilisent nos dossiers médicaux électroniques; iii) à l'augmentation des produits tirés de TELUS TV découlant de la croissance de 3,9 % du nombre d'abonnés au cours des 12 derniers mois et de certaines hausses de tarifs; iv) à la croissance des produits tirés de l'impartition des processus d'affaires, y compris l'incidence des taux de change sur les établissements à l'étranger. Cette croissance a été neutralisée en partie par la réduction continue des services de transmission de données existants.

- Les **produits tirés des services de transmission de la voix** ont reculé de 30 millions de dollars au troisième trimestre de 2017 et de 87 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2017. Les diminutions reflètent la réduction continue des produits tirés des services de transmission de la voix existants découlant du remplacement de la technologie, y compris les services mobiles et Internet, l'intensification de la concurrence, l'utilisation accrue de forfaits interurbains et la baisse du nombre de minutes d'utilisation des services interurbains, facteurs neutralisés en partie par l'augmentation des volumes liés aux services de gros et par certaines hausses de tarifs. Nous avons enregistré une réduction de 6,0 % des lignes résidentielles d'accès au réseau au cours de la période de 12 mois close le 30 septembre 2017.
- Les **ajouts nets au nombre d'abonnés aux services filaires** se sont établis à 8 000 au troisième trimestre de 2017 et à 19 000 au cours des neuf premiers mois de 2017, en hausse de 5 000 et de 8 000, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2016.

Les **ajouts nets d'abonnés à Internet haute vitesse** se sont établis à 19 000 au troisième trimestre de 2017 et à 60 000 au cours des neuf premiers mois de 2017, soit une hausse de 5 000 et de 16 000, respectivement, par rapport aux ajouts nets comptabilisés aux périodes correspondantes de 2016. Les augmentations tiennent à l'élargissement continu de notre couverture à large bande haute vitesse, y compris le déploiement de la fibre optique jusqu'aux locaux de l'abonné, et au récent lancement fructueux de produits innovateurs, ainsi qu'à nos efforts visant à accorder la priorité aux clients. Les **ajouts nets d'abonnés à TELUS TV** se sont établis à 9 000 au troisième trimestre de 2017 et à 21 000 au cours des neuf premiers mois de 2017, en baisse de 5 000 et de 17 000, respectivement, par rapport aux ajouts nets comptabilisés aux périodes correspondantes de 2016. Ces résultats reflètent la réduction des ajouts bruts et les pertes du nombre d'abonnés aux services de télévision par satellite en raison du recul général du marché des services de télévision payés résultant de l'incidence de l'intensification de la concurrence, y compris en ce qui concerne les services par contournement, et du taux de pénétration élevé du marché. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la priorité que nous continuons d'accorder à l'élargissement de l'accessibilité de nos services Internet haute vitesse et Télé OPTIK, au branchement direct de plus de foyers et d'entreprises aux installations à fibres optiques (nous avons presque atteint 50 % de notre cible au chapitre de la couverture) et au groupement de ces services, ce qui s'est traduit par une croissance du nombre combiné d'abonnés aux services Internet et de télévision de 132 000, ou 4,9 %, au cours des 12 derniers mois.

Les **pertes de lignes résidentielles d'accès au réseau** se sont chiffrées à 20 000 au troisième trimestre de 2017 et à 62 000 au cours des neuf premiers mois de 2017, par rapport à 25 000 et à 71 000, respectivement, aux périodes correspondantes de 2016. Ces résultats reflètent la tendance au chapitre du remplacement de la technologie en faveur des services mobiles et des services Internet, ainsi que l'intensification de la concurrence, facteurs atténués en partie par le succès remporté par l'offre de services groupés et par les initiatives visant à accorder la priorité aux clients.

- Les **produits tirés des autres services et de l'équipement** ont augmenté de 3 millions de dollars au troisième trimestre de 2017. Ils ont diminué de 6 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2017, en raison principalement de la réduction des ventes d'équipement de transmission de la voix.

Les **autres produits d'exploitation** ont diminué de 3 millions de dollars au troisième trimestre de 2017, en raison de la radiation de placements et à la non-réurrence des profits et du bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières, facteurs neutralisés en partie par la non-réurrence d'une provision comptabilisée en 2016 à l'égard des options de vente position vendeur fournies dans le cadre d'un regroupement d'entreprises effectué par TELUS International (Cda) Inc. en 2012. Les autres produits d'exploitation se sont accrus de 8 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2017, ce qui s'explique principalement par la non-réurrence de provisions comptabilisées en 2016 à l'égard des options de vente position vendeur fournies pour des participations ne donnant pas le contrôle dans le cadre d'un regroupement d'entreprises effectué en 2012 (ces options de vente position vendeur ayant été exercées au quatrième trimestre de 2016), ainsi que par la hausse des profits nets à la vente de placements, facteurs neutralisés en partie par la réduction des profits nets et du bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières.

Les **produits interservices** représentent les services fournis au secteur des services mobiles. Ces produits sont éliminés au moment de la consolidation de même que les charges connexes du secteur des services mobiles.

**Charges d'exploitation – secteur des services filaires**

(en millions de dollars)	Troisièmes trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
Achat de biens et services <sup>1</sup>	592	581	1,9 %	1 732	1 724	0,5 %
Charge au titre des avantages du personnel <sup>1</sup>	483	515	(6,2) %	1 437	1 487	(3,4) %
<b>Charges d'exploitation du secteur des services filaires</b>	<b>1 075</b>	<b>1 096</b>	<b>(1,9) %</b>	<b>3 169</b>	<b>3 211</b>	<b>(1,3) %</b>

1 Comprend les coûts de restructuration et autres coûts. Se reporter à la rubrique 11.1, « Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières ».

Le total des charges d'exploitation du secteur des services filaires a diminué de 21 millions de dollars au troisième trimestre de 2017 et de 42 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2017, en raison principalement des facteurs suivants :

Les **charges au titre de l'achat de biens et services** ont augmenté de 11 millions de dollars au troisième trimestre de 2017 et de 8 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2017, en raison principalement de la hausse des coûts liés au contenu des services de télévision découlant en grande partie de l'accroissement du nombre d'abonnés à ces services, facteur neutralisé en partie par la diminution des coûts de restructuration non liés à la main-d'œuvre.

La **charge au titre des avantages du personnel** a diminué de 32 millions de dollars au troisième trimestre de 2017, en raison essentiellement de la non-réurrence d'importants coûts de restructuration liés à la main-d'œuvre comptabilisés en 2016 dans le cadre des initiatives d'efficacité opérationnelle. La charge au titre des avantages du personnel a diminué de 50 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2017, en raison essentiellement de la non-réurrence d'importants coûts de restructuration liés à la main-d'œuvre comptabilisés en 2016 dans le cadre des initiatives d'efficacité opérationnelle, des avantages découlant de certaines concessions relatives aux contrats liés à la rémunération remaniée dont les droits sont immédiatement acquis, de la diminution des coûts liés au programme de rémunération et d'avantages du personnel découlant de la réduction du nombre moyen d'employés équivalents temps plein au pays et de la hausse des coûts liés à la main-d'œuvre comptabilisés à l'actif. Ces diminutions ont été neutralisées en partie par la croissance du nombre d'employés afin de prendre en charge l'augmentation des produits tirés des services d'impartition des processus d'affaires, déduction faite de l'incidence des taux de change sur les établissements à l'étranger.

**BAIIA – secteur des services filaires**

(en millions de dollars, sauf les marges)	Troisièmes trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
BAIIA	408	372	9,8 %	1 260	1 152	9,3 %
Ajouter : coûts de restructuration et autres coûts compris dans le BAIIA	12	42	(71,4) %	27	95	(71,6) %
Déduire : profits nets et bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières	—	(6)	(100,0) %	(2)	(11)	(81,8) %
<b>BAIIA ajusté<sup>1</sup></b>	<b>420</b>	<b>408</b>	<b>3,0 %</b>	<b>1 285</b>	<b>1 236</b>	<b>3,9 %</b>
Marge du BAIIA (en %)	27,5	25,3	2,2 pts	28,4	26,4	2,0 pts
Marge du BAIIA ajusté <sup>2</sup> (en %)	28,3	27,8	0,5 pt	29,0	28,3	0,7 pt

1 Se reporter à la description fournie à la section « BAIIA », à la rubrique 11.1.

2 Aux fins du calcul de la marge du BAIIA ajusté, les profits nets et le bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières sont exclus du BAIIA et des produits d'exploitation, et les coûts de restructuration et autres coûts sont exclus du BAIIA.

Le BAIIA du secteur des services filaires a augmenté de 36 millions de dollars au troisième trimestre de 2017 et de 108 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2017. Le BAIIA ajusté du secteur des services filaires s'est accru de 12 millions de dollars au troisième trimestre de 2017 et de 49 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2017, en raison de l'augmentation des marges liées aux services de transmission de données (y compris les services Internet, TELUS Santé et TELUS TV), ainsi que de la mise en œuvre de nos programmes d'optimisation des coûts, facteurs neutralisés en partie par la réduction continue des services de transmission de la voix existants.

**6. Évolution de la situation financière**

Situation financière : Au 30 sept. Au 31 déc. Variation Les variations survenues comprennent ce qui suit :

(en millions de dollars)	2017	2016	(en millions de dollars)	(%)	
<b>Actifs courants</b>					
Trésorerie et placements temporaires, montant net	488	432	56	13 %	Se reporter à la rubrique 7, « Situation de trésorerie et sources de financement ».
Débiteurs	1 539	1 471	68	5 %	Augmentation des produits à recevoir au titre des services d'itinérance, et produit à recevoir lié à l'acquisition des abonnés de Manitoba Telecom Services Inc. (« MTS »), neutralisés en partie par la diminution des débiteurs des clients.
Impôt sur le résultat et autres impôts à recevoir	54	9	45	n.s.	Augmentation tenant au moment de la comptabilisation de l'excédent des acomptes provisionnels sur la charge d'impôt exigible, et paiement de l'impôt exigible pour 2016.
Stocks	356	318	38	12 %	Augmentation des stocks d'appareils mobiles.
Charges payées d'avance	359	233	126	54 %	Augmentation tenant au paiement anticipé annuel des avantages du personnel prévus par la loi, des contrats d'entretien, des taxes foncières et des droits de licence de spectre annuels pour les services mobiles, déduction faite de l'amortissement.
Actifs dérivés courants	5	11	(6)	(55) %	Diminution de la juste valeur des éléments de couverture du dollar américain.
<b>Passifs courants</b>					
Emprunts à court terme	100	100	—	— %	Se reporter à la rubrique 7.7, « Vente de créances clients ».
Créiteurs et charges à payer	2 447	2 330	117	5 %	Augmentation des créiteurs associée à l'accroissement des dépenses d'investissement, neutralisée en partie par la diminution des charges salariales et autres obligations liées au personnel tenant au paiement de la rémunération variable pour 2016 effectué au premier trimestre de 2017.
Impôt sur le résultat et autres impôts à payer	43	37	6	16 %	Augmentation tenant au moment de la comptabilisation de l'excédent de la charge d'impôt exigible sur les acomptes provisionnels.
Dividendes à payer	292	284	8	3 %	n.s.
Facturation par anticipation et dépôts de clients	769	737	32	4 %	Augmentation de la facturation par anticipation tenant au paiement initial pour le matériel, la maintenance et l'installation d'une solution voix gérée, et augmentation du nombre d'abonnés au cours de l'exercice.
Provisions	66	124	(58)	(47) %	Les montants versés au titre des initiatives de restructuration ont excédé les nouvelles provisions au titre de la restructuration.
Tranche à court terme de la dette à long terme	1 357	1 327	30	2 %	Augmentation de l'encours du papier commercial de 479 \$, et montant de 250 \$ de nos billets de série CS à 1,50 % arrivant à échéance en mars 2018 reclassé hors du poste « Dette à long terme », neutralisés par l'arrivée à échéance en mars 2017 d'un montant de 700 \$ de nos billets de série CD à 4,95 %.
Passifs dérivés courants	30	12	18	n.s.	Augmentation de la juste valeur des éléments de couverture du dollar américain.
<b>Fonds de roulement</b> (actifs courants moins les passifs courants)					
	(2 303)	(2 477)	174	7 %	Augmentation de 327 \$ des actifs courants et de 153 \$ des passifs courants.  Historiquement, TELUS a comptabilisé un fonds de roulement négatif. Se reporter à <i>Politiques financières liées à la structure du capital</i> , à la rubrique 4.3 du présent rapport de gestion, ainsi qu'à la section « <i>Risque de liquidité</i> », à la rubrique 7.9 de notre rapport de gestion annuel 2016.
<b>Actifs non courants</b>					

Situation financière :	Au 30 sept.	Au 31 déc.	Variation		Les variations survenues comprennent ce qui suit :
(en millions de dollars)	2017	2016	(en millions de dollars)	(%)	
Immobilisations corporelles, montant net	11 184	10 464	720	7 %	Se reporter à <i>Dépenses d'investissement</i> à la rubrique 7.3, « <i>Sorties liées aux activités d'investissement</i> » ainsi qu'à <i>Amortissement des immobilisations corporelles</i> à la rubrique 5.3.
Immobilisations incorporelles, montant net	10 651	10 364	287	3 %	Se reporter à <i>Dépenses d'investissement</i> à la rubrique 7.3, « <i>Sorties liées aux activités d'investissement</i> » ainsi qu'à <i>Amortissement des immobilisations incorporelles</i> à la rubrique 5.3.
Goodwill, montant net	4 215	3 787	428	11 %	Acquisition, notamment l'acquisition des abonnés de MTS, d'un fournisseur de services de gestion de pharmacies et d'une société offrant des services d'impartition des processus d'affaires et des services de centres de contact.
Autres actifs à long terme	715	640	75	12 %	Augmentation de l'actif au titre des régimes de retraite et des avantages postérieurs au départ à la retraite découlant du rendement positif des actifs des régimes, et capitalisation des régimes de retraite neutralisée par la charge au titre des régimes de retraite.
<b>Passifs non courants</b>					
Provisions	473	395	78	20 %	Augmentation tenant à une provision comptabilisée au titre de participations ne donnant pas le contrôle dans le cadre de l'acquisition d'entreprise.
Dette à long terme	12 261	11 604	657	6 %	Se reporter à la rubrique 7.4, « <i>Sorties liées aux activités de financement</i> ».
Autres passifs à long terme	827	736	91	12 %	Augmentation des autres passifs à long terme imputable à l'accroissement des charges à payer au titre de la rémunération fondée sur des actions, et accroissement de la juste valeur des éléments de couverture du dollar américain.
Impôt sur le résultat différé	2 404	2 107	297	14 %	Augmentation des différences temporaires entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs, et ajustements comptabilisés dans la période considérée au titre de l'impôt sur le résultat de périodes antérieures.
<b>Capitaux propres</b>					
Capitaux propres attribuables aux actions ordinaires	8 458	7 917	541	7 %	Comprend le bénéfice net de 1 179 \$ et les autres éléments du résultat global de 81 \$, l'émission d'actions d'un montant de 100 \$ dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, les dividendes réinvestis et des paiements facultatifs en trésorerie de 48 \$, et un montant de 1 \$ inscrit au poste Autres, déduction faite des dividendes de 868 \$ déclarés (se reporter à la rubrique 7.4, « <i>Sorties liées aux activités de financement</i> »).
Participations ne donnant pas le contrôle	39	19	20	105 %	Comprend le bénéfice net de 18 \$, les autres éléments du résultat global de 1 \$ et les ajustements de 1 \$ découlant des participations ne donnant pas le contrôle de 35 % dans TELUS International (Cda) Inc.

## 7. Situation de trésorerie et sources de financement

La présente rubrique comporte des énoncés prospectifs, y compris ceux concernant notre ratio de distribution et notre ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts. Se reporter à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion.

### 7.1 Aperçu

Les politiques financières liées à notre structure du capital de même que le plan financier et le plan de gestion de la structure du capital sont décrits à la *rubrique 4.3*.

**Flux de trésorerie**

(en millions de dollars)	Troisièmes trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
Entrées liées aux activités d'exploitation	1 133	1 032	9,8 %	2 968	2 487	19,3 %
Sorties liées aux activités d'investissement	(866)	(680)	27,4 %	(2 909)	(2 075)	40,2 %
Sorties liées aux activités de financement	(150)	(370)	(59,5) %	(3)	(225)	(98,7) %
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des placements temporaires, montant net	117	(18)	n.s.	56	187	(70,1) %
Trésorerie et placements temporaires, montant net au début	371	428	(13,3) %	432	223	93,7 %
Trésorerie et placements temporaires, montant net à la fin	488	410	19,0 %	488	410	19,0 %

**7.2 Entrées liées aux activités d'exploitation**

Les entrées liées aux activités d'exploitation ont augmenté de 101 millions de dollars au troisième trimestre de 2017 et de 481 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2017.

**Analyse des variations des entrées liées aux activités d'exploitation**

(en millions de dollars)	Troisième trimestre	Période de neuf mois
Entrées liées aux activités d'exploitation pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2016	1 032	2 487
Variations d'un exercice à l'autre :		
Augmentation du BAIIA (se reporter à la rubrique 5.4, « Secteur des services mobiles », et à la rubrique 5.5, « Secteur des services filaires »)	65	191
Augmentation des décaissements au titre de la rémunération fondée sur des actions, déduction faite des charges	(5)	(4)
Augmentation des cotisations de l'employeur aux régimes à prestations définies, déduction faite des charges	(6)	(5)
Diminution des décaissements au titre de la restructuration, déduction faite des coûts de restructuration	31	24
Augmentation des intérêts payés, déduction faite des intérêts reçus	(13)	(25)
Diminution des paiements d'impôt sur le résultat, déduction faite des économies reçues	128	372
Autres	(99)	(72)
<b>Entrées liées aux activités d'exploitation pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017</b>	<b>1 133</b>	<b>2 968</b>

- Les paiements d'impôt sur le résultat, déduction faite des remboursements reçus, ont diminué en 2017, ce qui reflète la réduction des acomptes provisionnels requis ainsi que le paiement d'impôt final plus élevé versé au premier trimestre de 2016 pour l'année d'imposition 2015.
- Les autres variations du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation au cours des neuf premiers mois de 2017 comprennent une augmentation des stocks et une diminution des provisions, déduction faite d'une augmentation des créditeurs et charges à payer. [Se reporter à la rubrique 6, « Évolution de la situation financière », ainsi qu'à la note 31 a) des états financiers consolidés intermédiaires.]

**7.3 Sorties liées aux activités d'investissement**
**Sorties liées aux activités d'investissement**

(en millions de dollars)	Troisièmes trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
Paiements en trésorerie au titre des immobilisations, excluant les licences de spectre	(794)	(711)	(83)	(2 344)	(1 971)	(373)
Paiements en trésorerie au titre des licences de spectre	—	—	—	—	(145)	145
Paiements en trésorerie au titre des acquisitions, montant net	(82)	(14)	(68)	(560)	(16)	(544)
Avances aux coentreprises immobilières	(6)	(5)	(1)	(19)	(28)	9
Sommes reçues des coentreprises immobilières	14	50	(36)	18	91	(73)
Produit des cessions et autres	2	—	2	(4)	(6)	2
Sorties liées aux activités d'investissement	(866)	(680)	(186)	(2 909)	(2 075)	(834)

- L'augmentation des paiements en trésorerie au titre des immobilisations, excluant les licences de spectre, pour le troisième trimestre de 2017 et les neuf premiers mois de 2017, tient à ce qui suit :
  - L'augmentation des dépenses d'investissement de 34 millions de dollars au troisième trimestre de 2017 et de 181 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2017 (se reporter au tableau « Mesures des dépenses d'investissement » et à l'analyse ci-dessous).

- La hausse des paiements relatifs aux dépenses d'investissement tenant au moment auquel les paiements ont été effectués, les crédettes et charges à payer connexes ayant diminué de 49 millions de dollars au troisième trimestre de 2017 et de 192 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2017.
- Aucun paiement en trésorerie au titre de l'acquisition des licences de spectre n'a été effectué au cours des neuf premiers mois de 2017. Les paiements en trésorerie au titre des licences de spectre effectués en 2016 se composaient d'une contrepartie monétaire aux fins de l'échange approuvé de licences de spectre.
- Au troisième trimestre de 2017, nous avons effectué des paiements en trésorerie au titre de l'acquisition de Voxpro décrite à la rubrique 1.3, et d'acquisitions non significatives sur une base individuelle qui complètent nos secteurs d'activité existants. Au cours des neuf premiers mois de 2017, les paiements en trésorerie au titre des acquisitions, en plus de l'acquisition de Voxpro, comprennent des paiements en trésorerie comptabilisés au deuxième trimestre relativement à l'acquisition d'environ le quart des abonnés aux services mobiles postpayés de Manitoba Telecom Services Inc. (« MTS »), de certains actifs liés au réseau de MTS et de droits relatifs à 15 magasins de détail au Manitoba, et à l'acquisition de Kroll Computer Systems Inc.
- Les sommes reçues des coentreprises immobilières, déduction faite des avances versées en 2016, découlent principalement du remboursement au titre du financement des travaux de construction de la coentreprise immobilière Jardin TELUS, l'immeuble Jardin TELUS ayant ouvert ses portes en septembre 2015.

**Mesures des dépenses d'investissement**

(en millions de dollars, sauf le ratio d'intensité du capital)	Troisièmes trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
<b>Dépenses d'investissement<sup>1</sup></b>						
Secteur des services mobiles	237	295	(19,7) %	745	733	1,6 %
Secteur des services filaires	584	492	18,7 %	1 610	1 441	11,7 %
Données consolidées	821	787	4,3 %	2 355	2 174	8,3 %
Intensité du capital du secteur des services mobiles (en %)	12	16	(4) pts	13	14	(1) pt
Intensité du capital du secteur des services filaires (en %)	39	34	5 pts	36	33	3 pts
Intensité du capital consolidé <sup>2</sup> (en %)	24	24	— pt	24	23	1 pt

1 Les dépenses d'investissement comprennent les actifs acquis relativement auxquels aucun paiement n'a encore été effectué; par conséquent, ces dépenses diffèrent des paiements en trésorerie au titre des immobilisations présentés dans les tableaux consolidés intermédiaires des flux de trésorerie.

2 Se reporter à la rubrique 11.1, « Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières ».

Les **dépenses d'investissement du secteur des services mobiles** ont diminué de 58 millions de dollars au troisième trimestre de 2017, en raison des coûts engagés au troisième trimestre de 2016 aux fins de la mise à niveau de notre réseau d'accès radioélectrique en Ontario et au Québec, laquelle a été achevée au deuxième trimestre de 2017. Les dépenses d'investissement du secteur des services mobiles ont augmenté de 12 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2017, en raison des investissements continus dans notre réseau à fibres optiques afin de prendre en charge la technologie des petites cellules et ainsi améliorer la couverture, la capacité et les liaisons terrestres et nous préparer à une évolution plus efficace et rapide vers la technologie 5G. Nous avons également accru nos investissements au Manitoba dans le but d'accroître la couverture, la capacité et les vitesses afin d'améliorer considérablement l'expérience client et de prendre en charge l'acquisition des abonnés, des magasins et du réseau de MTS. Par ailleurs, nous avons poursuivi nos investissements continus dans les initiatives visant la résilience et la fiabilité du réseau et des systèmes afin de soutenir nos activités accordant la priorité aux clients, ainsi que dans la préparation du réseau et des systèmes pour la mise hors service future d'actifs existants. Au cours du troisième trimestre de 2017, les coûts au titre de la mise hors service de notre réseau AMRC existant et l'amortissement cumulé se sont chiffrés à environ 1 milliard de dollars.

Les **dépenses d'investissement du secteur des services filaires** ont augmenté de 92 millions de dollars au troisième trimestre de 2017 et de 169 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2017, en raison des investissements continus dans notre infrastructure à large bande, incluant le branchement direct de plus de foyers et d'entreprises à notre réseau à fibres optiques. Ces investissements soutiennent la croissance du nombre d'abonnés aux services Internet haute vitesse et aux services Télé OPTIK, ainsi que la demande de nos clients concernant des vitesses des services Internet plus élevées, et accroissent le champ d'application et la fonctionnalité de nos solutions d'affaires et de nos solutions en santé. Les augmentations tiennent également aux activités visant à préparer les produits liés aux services TELUS TV en prévision du déploiement.

## 7.4 Sorties liées aux activités de financement

### Sorties liées aux activités de financement

(en millions de dollars)	Troisièmes trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
Dividendes versés aux détenteurs d'actions ordinaires	(269)	(274)	5	(813)	(798)	(15)
Rachat d'actions ordinaires à des fins d'annulation	—	(19)	19	—	(140)	140
Émission et remboursement d'emprunts à court terme	—	(3)	3	—	—	—
Émission de titres de créance à long terme, déduction faite des remboursements par anticipation et à l'échéance	118	(67)	185	819	437	382
Émission d'actions par une filiale aux détenteurs d'une participation ne donnant pas le contrôle	—	(1)	1	—	291	(291)
Autres	1	(6)	7	(9)	(15)	6
	(150)	(370)	220	(3)	(225)	222

#### Dividendes versés aux détenteurs d'actions ordinaires

En ce qui concerne les dividendes déclarés au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017, le fiduciaire du régime de réinvestissement des dividendes et d'actionariat des employés (le « fiduciaire ») a racheté des actions propres aux fins de ce régime plutôt que d'acquérir des actions ordinaires sur le marché boursier. Au troisième trimestre de 2017, les dividendes en trésorerie versés aux détenteurs d'actions ordinaires ont diminué, en raison du rachat, par le fiduciaire, d'actions ordinaires dans le cadre du régime de réinvestissement des dividendes, facteur neutralisé en partie par la hausse des taux de dividende en vertu de notre programme de croissance du dividende (se reporter à la *rubrique 4.3*). L'augmentation des dividendes versés aux détenteurs d'actions ordinaires au cours des neuf premiers mois de 2017 reflète la hausse des taux de dividende en vertu de notre régime de réinvestissement des dividendes, facteur neutralisé en partie par le rachat d'actions ordinaires effectué par le fiduciaire. Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017, le fiduciaire a racheté environ 0,5 million d'actions ordinaires en vertu du régime de réinvestissement des dividendes, pour un montant de 24 millions de dollars, et environ 1,6 million d'actions ordinaires en vertu de ce régime, pour un montant de 68 millions de dollars, respectivement, sans escompte applicable. En octobre 2017, nous avons versé des dividendes de 269 millions de dollars aux détenteurs d'actions ordinaires, et le fiduciaire a racheté des actions ordinaires en vertu du régime de réinvestissement des dividendes pour un montant de 23 millions de dollars, portant le total à 292 millions de dollars.

#### Rachat d'actions ordinaires à des fins d'annulation

Nous n'avons racheté aucune action ordinaire à des fins d'annulation au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2017.

#### Emprunts à court terme

Les emprunts à court terme comprennent principalement les sommes qui nous sont avancées par une fiducie de titrisation sans lien de dépendance à la suite du transfert des opérations de titrisation de créances (se reporter à la *rubrique 7.7*, « *Vente de créances clients* »). Ce produit s'établissait à 100 millions de dollars au 30 septembre 2017, soit un résultat inchangé par rapport au 30 septembre 2016.

#### Émission et remboursement de titres de créance à long terme

Au troisième trimestre de 2017, les émissions de titres de créance à long terme, déduction faite des remboursements, ont augmenté de 185 millions de dollars et se composaient principalement de ce qui suit :

- Une augmentation nette du papier commercial de 60 millions de dollars, compte tenu de l'incidence des taux de change, au troisième trimestre de 2017, le solde ayant été porté à 1 092 millions de dollars (875 millions de dollars US) au 30 septembre 2017, par rapport à 1 032 millions de dollars (794 millions de dollars US) au 30 juin 2017. Lorsque nous l'utilisons, notre programme de papier commercial nous permet d'obtenir des fonds à faible coût et est entièrement garanti par la facilité de crédit consentie d'une durée de cinq ans (se reporter à la *rubrique 7.6*, « *Facilités de crédit* »).
- Une augmentation des prélèvements nets sur la facilité de crédit de TELUS International (Cda) Inc. Au 30 septembre 2017, les prélèvements nets se chiffraient à 358 millions de dollars (353 millions de dollars, déduction faite des frais d'émission non amortis), montant qui est intégralement libellé en dollars américains (287 millions de dollars US). Au 30 juin 2017, les prélèvements nets se chiffraient à 294 millions de dollars (288 millions de dollars, déduction faite des frais d'émission non amortis), montant qui est intégralement libellé en dollars américains (226 millions de dollars US). L'augmentation des prélèvements nets sur la facilité de crédit de TELUS International (Cda) Inc. a été utilisée aux fins d'une acquisition au troisième trimestre de 2017.



Au cours des neuf premiers mois de 2017, les émissions de titres de créance à long terme, déduction faite des remboursements, ont augmenté de 382 millions de dollars et se composaient principalement de ce qui suit :

- Une augmentation nette du papier commercial de 479 millions de dollars, compte tenu de l'incidence des taux de change, au cours des neuf premiers mois de 2017, par rapport à 613 millions de dollars (456 millions de dollars US) au 31 décembre 2016.
- Une augmentation des prélèvements nets sur la facilité de crédit de TELUS International (Cda) Inc. Au 31 décembre 2016, les prélèvements nets se chiffraient à 340 millions de dollars (332 millions de dollars, déduction faite des frais d'émission non amortis), montant qui est intégralement libellé en dollars américains (253 millions de dollars US).
- En mars 2017, nous avons émis des billets de premier rang non garantis à 3,70 % d'un montant de 500 millions de dollars US, échéant le 15 septembre 2027, ainsi que des billets de premier rang non garantis à 4,70 % d'un montant de 325 millions de dollars échéant le 6 mars 2048. En ce qui concerne l'émission de billets libellés en dollars américains, nous avons entièrement couvert le montant en capital et les obligations au titre des intérêts contre les fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain pour toute la durée des billets en recourant à des dérivés de change (des swaps de devises). Ces dérivés ont effectivement servi à convertir les paiements en capital et les obligations au titre des intérêts en obligations libellées en dollars canadiens relativement auxquelles le taux d'intérêt fixe effectif est de 3,41 % et le montant émis et en circulation effectif est de 667 millions de dollars (reflétant un taux de change fixe de 1,3348 \$). Pour de plus amples renseignements sur ces billets, se reporter à la *note 26 b*) des états financiers consolidés intermédiaires.
- Le remboursement de billets de série CD d'un montant de 700 millions de dollars en mars 2017.

En comparaison, les remboursements de titres de créance à long terme, déduction faite des émissions, au troisième trimestre de 2016, se sont établis à 67 millions de dollars et se composaient de ce qui suit :

- Une diminution du papier commercial, le solde ayant été ramené à 137 millions de dollars (104 millions de dollars US) au 30 septembre 2016, comparativement à 975 millions de dollars (755 millions de dollars US) au 30 juin 2016.
- L'émission en septembre 2016, dans le cadre d'un appel public à l'épargne, de billets de premier rang non garantis à 2,80 % d'un montant de 600 millions de dollars US échéant le 16 février 2027.

Les émissions de titres de créance à long terme, déduction faite des remboursements, se sont établies à 437 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2016 et se composaient de ce qui suit :

- Une diminution du papier commercial, qui se chiffrait à 256 millions de dollars (185 millions de dollars US) au 31 décembre 2015.
- L'émission en septembre 2016, dans le cadre d'un appel public à l'épargne, de billets de premier rang non garantis d'un montant de 600 millions de dollars US dont il est fait mention ci-dessus.

La durée moyenne à l'échéance de notre dette à long terme [excluant le papier commercial et la composante renouvelable de la facilité de crédit de TELUS International (Cda) Inc.] était d'environ 10,8 ans au 30 septembre 2017, en hausse comparativement à environ 10,7 ans au 30 septembre 2016. De plus, le coût moyen pondéré de la dette à long terme [excluant le papier commercial et la composante renouvelable de la facilité de crédit de TELUS International (Cda) Inc.] était de 4,16 % au 30 septembre 2017, par rapport à 4,23 % au 30 septembre 2016.

#### **Émission d'actions par une filiale aux détenteurs d'une participation ne donnant pas le contrôle**

En juin 2016, nous avons annoncé la conclusion d'une entente en vertu de laquelle une filiale a émis des actions à Baring Private Equity Asia, qui a acquis une participation ne donnant pas le contrôle de 35 % dans TELUS International (Cda) Inc. Aucune activité comparable n'a eu lieu au troisième trimestre ou au cours des neuf premiers mois de 2017.

### **7.5 Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement**

La **dette nette** au 30 septembre 2017 s'est établie à 13,4 milliards de dollars, soit une hausse de 1,2 milliard de dollars par rapport à l'exercice précédent, découlant principalement de l'augmentation nette de l'encours du papier commercial, ainsi que de l'émission de billets de premier rang non garantis d'un montant de 500 millions de dollars US et de l'émission de billets de premier rang non garantis d'un montant de 325 millions de dollars, facteurs neutralisés en partie par le remboursement de billets de série CD, dont il est fait mention à la *rubrique 7.4*.

La **dette à taux fixe en proportion du total de la dette** s'est établie à 89 % au 30 septembre 2017, soit une baisse par rapport à 95 % à l'exercice précédent, qui est attribuable en grande partie à l'augmentation du papier commercial, qui imite la dette à taux variable, facteur neutralisé en partie par les deux émissions de billets non garantis effectuées au cours des neuf premiers mois de 2017 et décrites à la *rubrique 7.4*.

Le **ratio de la dette nette par rapport au BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts** s'est établi à 2,76 fois au 30 septembre 2017, en hausse par rapport à 2,62 à l'exercice précédent. Notre objectif à long terme relatif à cette mesure se situe dans une fourchette de 2,00 à 2,50 fois, ce qui est selon nous conforme au maintien de notations du crédit de première qualité de BBB+, ou de notations équivalentes, et nous donne un accès raisonnable à des capitaux. Au 30 septembre 2017, ce ratio sortait toujours de la fourchette cible à long terme en raison de l'émission antérieure de titres de créance supplémentaires, principalement aux fins de l'acquisition en 2014 et en 2015 de licences de spectre pour un montant d'environ 3,6 milliards de dollars, et des dépenses d'investissement stratégiques élevées dans notre réseau à fibres optiques, facteurs neutralisés en partie par la croissance du BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts. En raison des licences acquises, nous avons plus que doublé notre spectre à l'échelle nationale, et ces licences représentent un investissement qui nous permettra d'accroître la capacité de notre réseau afin de continuer à soutenir la croissance de la consommation de données, ainsi que la croissance des abonnés aux services mobiles. Nous nous attendons à ce que ce ratio diminue en 2018 et nous continuons de nous attendre à ce qu'il revienne dans la fourchette cible à moyen terme, ce qui s'aligne sur notre stratégie à long terme. Bien que ce ratio sorte de notre fourchette cible à long terme, nous respectons le ratio de levier financier prévu par les clauses restrictives de nos facilités de crédit, en vertu desquelles nous devons nous assurer que notre ratio de la dette nette sur les flux de trésorerie d'exploitation n'est pas supérieur à 4,00:1,00 (se reporter à la *rubrique 7.6*, « *Facilités de crédit* »).

#### Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement

Aux 30 septembre et pour les périodes de 12 mois closes à ces dates	2017	2016	Variation
<b>Composantes des ratios d'endettement et de couverture<sup>1</sup></b> (en millions de dollars)			
Dette nette	13 394	12 217	1 177
BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts	4 847	4 668	179
Charges d'intérêts, montant net	568	548	20
<b>Ratios d'endettement</b>			
Dette à taux fixe en proportion du total de la dette (en %)	89	95	(6) pts
Durée moyenne jusqu'à l'échéance de la dette à long terme (excluant le papier commercial) (en années)	10,8	10,7	0,1
Taux d'intérêt moyen pondéré de la dette à long terme (excluant le papier commercial) (en %)	4,16	4,23	(0,07) pt
Dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts <sup>1</sup> (fois)	2,76	2,62	0,14
<b>Ratios de couverture<sup>1</sup> (fois)</b>			
Couverture par le bénéfice	4,0	4,6	(0,6)
Couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts	8,5	8,5	—
<b>Autres mesures<sup>1</sup> (en %)</b>			
Ratio de distribution	91	76	15 pts
Ratio de distribution du bénéfice net ajusté	79	77	2 pts

1 Se reporter à la *rubrique 11.1*, « *Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières* ».

Le **ratio de couverture par le bénéfice** s'est établi à 4,0 fois pour la période de 12 mois close le 30 septembre 2017, en baisse par rapport à 4,6 fois à l'exercice précédent. La diminution du bénéfice avant les coûts d'emprunt et l'impôt sur le résultat a donné lieu à une baisse de 0,4 du ratio, et l'augmentation des coûts d'emprunt s'est traduite par une baisse de 0,2 du ratio.

Le **ratio de couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts** s'est établi à 8,5 fois pour la période de 12 mois close le 30 septembre 2017, soit un résultat analogue à celui comptabilisé à l'exercice précédent. La hausse du montant net des charges d'intérêts a donné lieu à une baisse de 0,3 du ratio, et la croissance du BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts s'est traduite par une hausse de 0,3 du ratio.

**Ratios de distribution** : Les décisions touchant les distributions réelles continueront d'être assujetties à l'évaluation du conseil et à la détermination de notre situation financière et de nos perspectives, ainsi qu'à notre indication concernant le ratio de distribution à long terme qui est de 65 % à 75 % des bénéfices nets par action, sur une base prospective. Les ratios de distribution de base et ajustés présentés constituent des mesures historiques fondées sur les dividendes déclarés et le bénéfice par action des quatre derniers trimestres. Nous estimons à l'heure actuelle que le ratio de distribution sera conforme à notre indication cible, sur une base prospective, à moyen terme. Les mesures historiques pour la période de 12 mois close le 30 septembre 2017 sont présentées à titre indicatif dans le cadre de l'évaluation de notre indication visée, et sortaient de la fourchette visée pour les deux périodes. La charge de rémunération remaniée dont les droits sont immédiatement acquis qui est décrite dans

notre rapport de gestion annuel 2016 a eu une incidence de 14 % sur le ratio de distribution pour la période de 12 mois close le 30 septembre 2017 et représente le plus important ajustement effectué aux fins du calcul du dénominateur, à savoir le bénéfice net ajusté.

## 7.6 Facilités de crédit

Au 30 septembre 2017, nous avons des liquidités disponibles de plus de 1,1 milliard de dollars en vertu de la facilité de crédit renouvelable de TELUS, nous disposons d'un montant d'environ 37 millions de dollars en vertu de la facilité de crédit de TELUS International (Cda) Inc., et nous disposons d'un montant de 123 millions de dollars en vertu des facilités non consenties sous forme de lettres de crédit. Nous disposons également d'un montant de 400 millions de dollars aux termes de notre programme de titrisation de créances clients (se reporter à la rubrique 7.7, « Vente de créances clients »). Ces montants sont conformes à notre objectif visant à faire en sorte que les liquidités disponibles s'élèvent généralement à au moins 1,0 milliard de dollars.

### Facilité de crédit renouvelable de TELUS

Nous disposons d'une facilité de crédit renouvelable de 2,25 milliards de dollars (ou l'équivalent en dollars américains) conclue avec un consortium se composant d'institutions financières, qui arrivera à échéance le 31 mai 2021. La facilité de crédit renouvelable est utilisée aux fins générales de la société, notamment à titre de sûreté pour le papier commercial, le cas échéant.

#### Facilité de crédit renouvelable de TELUS au 30 septembre 2017

(en millions de dollars)	Échéance	Montant disponible	Montant utilisé	Lettres de crédit émises, mais non utilisées	Sûreté pour le programme de papier commercial	Liquidités disponibles
Facilité renouvelable de cinq ans <sup>1</sup>	31 mai 2021	2 250	—	—	(1 092)	1 158

<sup>1</sup> Dollars canadiens ou équivalent des dollars américains.

Notre facilité de crédit renouvelable comporte les clauses restrictives habituelles. Celles-ci nous interdisent notamment de laisser notre ratio de levier financier consolidé dépasser 4,00:1,00 et de laisser notre ratio de couverture consolidé être inférieur à 2,00:1,00 à la fin d'un trimestre financier. Au 30 septembre 2017, notre ratio de levier financier consolidé s'établissait à environ 2,76:1,00 et notre ratio de couverture consolidé à environ 8,53:1,00. On s'attend à ce que ces ratios se maintiennent bien au-dessus des clauses restrictives. Il y a certaines petites différences entre le calcul du ratio de levier financier et du ratio de couverture en vertu de la facilité de crédit renouvelable et le calcul de la dette nette sur le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts et du ratio de couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts. Les calculs n'ont jamais présenté de différences importantes. La réévaluation, le cas échéant, des immobilisations corporelles, des immobilisations incorporelles et du goodwill aux fins comptables n'a pas d'incidence sur les clauses restrictives. L'accès continu à nos facilités de crédit n'est pas assujéti au maintien d'une notation en particulier.

### Papier commercial

TELUS Corporation a un programme de papier commercial non garanti adossé à notre facilité de crédit renouvelable, qui nous permet d'émettre du papier commercial d'un montant maximal de 1,4 milliard de dollars au 30 septembre 2017, y compris un programme de papier commercial libellé en dollars américains pouvant aller jusqu'à 1,0 milliard de dollars US. Nous utilisons des contrats de change à terme pour gérer le risque de change découlant de l'émission de papier commercial libellé en dollars américains. Le programme de papier commercial doit être utilisé aux fins générales de la société, y compris, sans s'y limiter, pour les dépenses d'investissement et les placements. Notre capacité à avoir un accès raisonnable au marché du papier commercial au Canada et aux États-Unis dépend de nos notations du crédit (se reporter à la rubrique 7.8, « Notations du crédit »).

### Facilité de crédit de TELUS International (Cda) Inc.

Au 30 septembre 2017, TELUS International (Cda) Inc., avait une facilité de crédit bancaire garantie par ses actifs et venant à échéance le 31 mai 2021, avec un consortium d'institutions financières. La facilité de crédit comprend une composante renouvelable de 115 millions de dollars US et une composante prêt à terme de 215 millions de dollars US amortissable. La facilité de crédit est sans recours pour TELUS Corporation. Au 30 septembre 2017, le solde de la facilité de crédit s'élevait à 358 millions de dollars (353 millions de dollars, déduction faite des frais d'émission non amortis); la facilité de crédit est intégralement libellée en dollars américains (287 millions de dollars US), et le taux d'intérêt moyen pondéré est de 2,71 %.

### Autres facilités sous forme de lettres de crédit

Au 30 septembre 2017, nous disposons de lettres de crédit en cours de 219 millions de dollars (210 millions de dollars au 31 décembre 2016), lesquelles ont été émises en vertu de diverses facilités non engagées; ces facilités de lettres de crédit s'ajoutent à notre capacité de fournir des lettres de crédit conformément à notre facilité de crédit bancaire consentie. Au 30 septembre 2017, nous disposons de liquidités disponibles d'un montant de 123 millions de dollars aux termes de diverses facilités non consenties sous forme de lettres de crédit.

## 7.7 Vente de créances clients

TELUS Communications Inc., filiale en propriété exclusive de TELUS, est partie à une convention conclue avec une fiducie de titrisation sans lien de dépendance liée à une grande banque canadienne de l'annexe I, aux termes de laquelle elle est en mesure de vendre une participation dans certaines créances, jusqu'à concurrence d'un montant maximal de 500 millions de dollars. La convention demeurera en vigueur jusqu'au 31 décembre 2018, et le montant des liquidités disponibles s'élevait à 400 millions de dollars au 30 septembre 2017. (Se reporter à la *note 22* des états financiers consolidés intermédiaires.) Les cessions de créances clients effectuées dans le cadre de transactions de titrisation sont comptabilisées à titre d'emprunts à court terme garantis et, par conséquent, ne se traduisent pas par une décomptabilisation des créances clients cédées.

TELUS Communications Inc. doit maintenir une notation de DBRS Ltd. d'au moins BB, sinon la fiducie de titrisation pourrait exiger la dissolution du programme de vente avant la fin de la durée. Au 9 novembre 2017, la notation était plus élevée que la notation devant être maintenue.

## 7.8 Notations du crédit

Aucun changement n'a été apporté à nos notations du crédit de première qualité au 9 novembre 2017.

## 7.9 Instruments financiers, engagements et passifs éventuels

### Instruments financiers

Nos instruments financiers ainsi que la nature de certains risques auxquels ils pourraient être assujettis sont décrits à la *rubrique 7.9* de notre rapport de gestion annuel 2016.

#### *Risque de liquidité*

Dans le cadre des politiques financières liées à notre structure du capital, pour lesquelles une analyse est présentée à la *rubrique 4.3*, « *Situation de trésorerie et sources de financement* », nous gérons notre risque de liquidité au moyen du maintien d'un processus d'équilibrage de trésorerie quotidien qui nous permet de gérer nos liquidités disponibles et nos besoins en liquidités selon nos besoins réels; du maintien d'une convention pour la vente de créances clients à une fiducie de titrisation sans lien de dépendance; du maintien de facilités bancaires bilatérales et de facilités de crédit consortial; du maintien d'un programme de papier commercial; du maintien d'un prospectus préalable de base en vigueur; de la surveillance constante des flux de trésorerie prévisionnels et réels; et de la gestion des échéances des actifs financiers et des passifs financiers.

À la date du présent rapport de gestion, nous pouvions émettre un montant maximal de 1,2 milliard de dollars de titres de créance à long terme ou de titres de participation en vertu d'un prospectus préalable de base qui demeurera en vigueur jusqu'en avril 2018.

Au 30 septembre 2017, nous disposions de liquidités d'un montant de plus de 1,1 milliard de dollars aux termes des facilités de crédit inutilisées et d'un montant de 123 millions de dollars aux termes des facilités non consenties sous forme de lettres de crédit (se reporter à la *rubrique 7.6*, « *Facilités de crédit* »), ainsi que d'un montant de 400 millions de dollars aux termes de notre programme de titrisation de créances clients (se reporter à la *rubrique 7.7*, « *Vente de créances clients* »). De plus, la trésorerie et les placements temporaires s'élevaient à 488 millions de dollars au 30 septembre 2017. Cela est conforme à notre objectif visant à faire en sorte que les liquidités disponibles s'élèvent généralement à au moins 1 milliard de dollars. Nous estimons que nos notations du crédit de première qualité contribuent à nous donner un accès raisonnable aux marchés financiers.

### Engagements et passifs éventuels

#### *Obligations d'achat*

Au 30 septembre 2017, nos engagements contractuels liés à l'acquisition d'immobilisations corporelles s'élevaient à 198 millions de dollars jusqu'au 31 décembre 2019, comparativement à des engagements de 436 millions de dollars jusqu'au 31 décembre 2020 présentés dans notre rapport annuel 2016. La diminution s'explique principalement par l'achèvement de la mise à niveau de notre réseau d'accès radioélectrique au deuxième trimestre de 2017, ainsi que par la diminution des engagements liés à l'élargissement de notre réseau à fibres optiques.

#### *Réclamations et poursuites*

Diverses réclamations et poursuites (incluant des recours collectifs et des réclamations en matière de violation des droits de la propriété intellectuelle) visant des dommages-intérêts et d'autres compensations ont été déposées contre nous et, dans certains cas, contre plusieurs autres entreprises de services mobiles et fournisseurs de services de télécommunications. Aussi, nous avons reçu un avis, ou sommes au courant, de certaines réclamations éventuelles (incluant des réclamations en matière de violation des droits de propriété intellectuelle) contre nous.

À l'heure actuelle, nous ne pouvons prévoir l'issue de ces réclamations, réclamations éventuelles et poursuites en raison de divers facteurs, y compris ce qui suit : la nature préliminaire de certaines réclamations; la nature incertaine des théories et réclamations en matière de dommages; un dossier factuel incomplet; la nature incertaine des théories juridiques et des procédures judiciaires et de leur résolution par les tribunaux, tant dans le cadre du procès que de l'appel; la nature imprévisible des parties adverses et de leurs revendications. Cependant, lorsqu'il est déterminé qu'il est probable que des paiements doivent être versés à des demandeurs relativement à une réclamation donnée, nous comptabilisons un montant estimé du passif.

Sous réserve des restrictions précédentes, la direction est d'avis, en vertu des évaluations juridiques et selon l'information dont elle dispose actuellement, qu'il est improbable qu'un passif non couvert par les assurances ou autrement ait une incidence significative sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation, y compris sur nos flux de trésorerie, sauf en ce qui concerne les éléments décrits à la *note 29* des états financiers consolidés intermédiaires.

#### *Obligations en matière d'indemnisation*

Au 30 septembre 2017, nous n'avons constaté aucun passif en ce qui a trait à nos engagements d'indemnisation.

### 7.10 Information sur les actions en circulation

Actions en circulation (en millions)	30 septembre 2017	31 octobre 2017
Actions ordinaires	594	595
Options d'achat d'actions ordinaires pouvant être exercées (à raison de une pour une)	1	1

### 7.11 Transactions entre parties liées

#### **Transactions avec les principaux dirigeants**

Nos principaux dirigeants sont les personnes ayant l'autorité et la responsabilité liées à la surveillance, à la planification, à la direction et au contrôle de nos activités. Il s'agit des membres de notre conseil d'administration et de notre équipe de la haute direction. Le total de la rémunération versée aux principaux dirigeants s'établit à 11 millions de dollars et à 30 millions de dollars au troisième trimestre et au cours des neuf premiers mois de 2017, respectivement, par rapport à 15 millions de dollars et à 40 millions de dollars, respectivement, aux périodes correspondantes de 2016. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la *note 30 a)* des états financiers consolidés intermédiaires.

#### **Transactions avec des régimes de retraite à prestations définies**

Nous avons fourni des services de gestion et d'administration relativement à nos régimes de retraite à prestations définies. Les charges liées à ces services ont été comptabilisées selon la méthode du recouvrement des coûts et elles sont non significatives.

#### **Transactions avec des coentreprises immobilières**

Au troisième trimestre de 2017, nous avons effectué des transactions avec des coentreprises immobilières, qui sont des parties liées, comme il est décrit à la *note 21* des états financiers consolidés intermédiaires.

Au 30 septembre 2017, environ 99 % des locaux de la tour de bureaux Jardin TELUS étaient loués. La clôture de la majorité des ventes d'appartements de l'immeuble en copropriété Jardin TELUS a été menée à terme au quatrième trimestre de 2016, et la clôture des ventes d'appartements restants a eu lieu après le 30 septembre 2017.

Les engagements et les passifs éventuels liés à la coentreprise immobilière TELUS Sky comprennent des engagements contractuels jusqu'en 2019 au titre des travaux de construction (environ 96 millions de dollars au 30 septembre 2017), et des facilités de crédit aux fins des travaux de construction (financement de 342 millions de dollars conclu avec trois institutions financières canadiennes en leur qualité de coprêteur à 66⅔ % et avec TELUS en sa qualité de coprêteur à 33⅓ %).

## 8. Questions comptables

### 8.1 Estimations comptables critiques

Nos principales méthodes comptables sont décrites à la *note 1* des états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2016. La préparation d'états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») exige que nous ayons recours à des estimations, des hypothèses et des jugements qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants présentés des produits et des charges au cours de la période considérée. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs. Nos estimations comptables critiques et nos jugements importants font généralement l'objet de discussions entre les membres du comité d'audit chaque trimestre et sont décrits à la *rubrique 8.1* de notre rapport de gestion annuel 2016, qui est intégré par renvoi dans les présentes.

## 8.2 Faits nouveaux concernant les méthodes comptables

Une analyse des faits nouveaux concernant les méthodes comptables est présentée à la *rubrique 8.2, « Faits nouveaux concernant les méthodes comptables »*, de notre rapport de gestion annuel 2016. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la *note 2* des états financiers consolidés intermédiaires.

## 9. Mise à jour des hypothèses

La présente rubrique comprend des énoncés prospectifs et doit être lue conjointement avec la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du présent rapport de gestion.

Les hypothèses relatives à nos perspectives pour 2017, telles qu'elles sont décrites à la *rubrique 9, « Tendances générales, perspectives et hypothèses »*, de notre rapport de gestion annuel 2016, demeurent inchangées, sauf en ce qui trait à ce qui suit :

- Nous avons révisé nos hypothèses et estimons que la croissance de l'économie au Canada en 2017 se situera à environ 3,0 % (auparavant, 2,2 %, telle qu'elle a été mise à jour dans notre rapport de gestion du premier trimestre de 2017). En ce qui concerne les provinces de l'Ouest canadien où nous sommes une entreprise de services locaux titulaire (« ESLT »), nous estimons à l'heure actuelle que la croissance annuelle de l'économie en 2017 se chiffrera à environ 3,2 % (auparavant, 2,3 %, tel qu'il était présenté dans notre rapport de gestion annuel 2016) en Colombie-Britannique, et sera d'environ 3,5 % (auparavant, 2,4 %, telle qu'elle a été mise à jour dans notre rapport de gestion du premier trimestre de 2017) en Alberta.

Les secteurs de l'économie en particulier qui afficheront ces taux de croissance estimatifs, de même que l'environnement concurrentiel et dynamique au sein duquel nous exerçons des activités, influenceront sur le moment et la mesure dans laquelle nous serons touchés par ces estimations de croissance économique.

- Notre hypothèse concernant les paiements d'impôt en trésorerie a été révisée à la baisse et se situe entre 170 millions de dollars et 230 millions de dollars, l'hypothèse initiale étant de 300 millions de dollars à 360 millions de dollars, en raison d'une réorganisation visant à simplifier notre structure juridique de manière à réaliser des économies et à simplifier les processus, qui a également une incidence sur le calendrier des paiements d'impôt en trésorerie.

### 9.1 Faits nouveaux en matière de réglementation et instances réglementaires concernant l'industrie des télécommunications

Nos services de télécommunications, de diffusion et de radiocommunication sont réglementés par les lois fédérales par le truchement de diverses autorités, y compris le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (« CRTC »), Innovation, Sciences et Développement économique Canada (« ISDE »), et la ministre du Patrimoine canadien.

L'information qui suit constitue une mise à jour de la *rubrique 9.4, « Faits nouveaux en matière de réglementation et instances réglementaires concernant l'industrie des télécommunications »*, de notre rapport de gestion annuel 2016.

#### Licences de radiocommunication et questions liées au spectre

ISDE réglemente, entre autres choses, l'attribution et l'utilisation de spectre des radiofréquences au Canada. Il assure en outre l'octroi des licences pour appareils radio et des licences pour l'utilisation des bandes de fréquence ou de voies radio à l'intérieur de différentes bandes de fréquence aux fournisseurs de services et aux utilisateurs privés. ISDE établit également les conditions de licence d'autorisation de radiocommunication, y compris les restrictions portant sur le transfert des licences de spectre mobile, les obligations concernant la couverture, les obligations concernant la recherche et développement, la communication de l'information annuelle et les obligations concernant le partage obligatoire avec les concurrents des services d'itinérance et des emplacements d'antennes.

ISDE publie périodiquement des avis de consultation concernant le spectre.

#### *Consultation sur un cadre technique, politique et de délivrance de licences concernant le spectre de la bande de 600 MHz*

Le 4 août 2017, ISDE a publié *Consultation sur un cadre technique, politique et de délivrance de licences concernant le spectre de la bande de 600 MHz*. ISDE propose qu'une tranche de 30 MHz du spectre de la bande de 70 MHz qui sera mis aux enchères soit réservée pour les fournisseurs de services qui ne sont pas des fournisseurs de service titulaires nationaux (c'est-à-dire pour les fournisseurs de services ayant une part de moins de 10 % du marché national des abonnés du service mobile sans fil). TELUS a présenté ses commentaires le 2 octobre 2017 et ses réponses aux commentaires le 25 octobre 2017, dans lesquelles elle prône énergiquement la mise en place d'un processus de mises aux enchères ouvertes. Aucune date précise pour la tenue d'enchères n'a été annoncée. Il est actuellement trop tôt pour déterminer l'incidence possible sur TELUS de cette consultation et du processus de mise aux enchères qui en découlera.

*Consultation sur les perspectives du spectre de 2018 à 2022 d'ISDE*

Le 6 octobre 2017, ISDE a publié *Consultation sur les perspectives du spectre de 2018 à 2022* afin d'obtenir des commentaires sur les activités liées au spectre pour les cinq prochaines années qui ont trait à « la libération de spectre pour les services mobiles commerciaux, les applications exemptes de licence, les services par satellite et les services de liaisons terrestres sans fil ». ISDE sollicite également des commentaires sur les futurs avancements technologiques et les demandes de spectre connexes, ainsi que sur la libération proposée de bandes de spectre spécifiques et l'échéancier permettant de satisfaire à ces besoins futurs. TELUS participera activement au processus de consultation et déposera des présentations concernant les questions abordées. Il est actuellement trop tôt pour déterminer l'incidence potentielle de cette consultation sur TELUS.

**Examens réglementaires et examens par le gouvernement fédéral**

Le CRTC et le gouvernement fédéral ont amorcé des instances publiques ayant pour objet l'examen de diverses questions. Une analyse de ces instances est présentée ci-dessous.

**Question en matière de télécommunications**

*Examen du régime de qualité du service aux concurrents*

Dans le cadre de l'Avis de consultation de télécom CRTC 2017-49, le CRTC a amorcé l'examen du cadre réglementaire relatif au régime de qualité du service aux concurrents. Ce régime s'applique à certains services de gros que nous fournissons à des concurrents. Il établit les normes relatives à certains aspects de la prestation de services et exige que TELUS paie un rabais tarifaire lorsqu'elle ne se conforme pas à ces normes. TELUS est également assujettie à des exigences en matière de suivi, de rapports et d'audit. Dans le cadre de cette instance, le CRTC décidera s'il y a lieu de mettre en place un régime; il déterminera quels services devraient être assujettis au régime et quels fournisseurs de services seront assujettis au régime, ainsi que la pertinence des rabais tarifaires et d'autres questions du même ordre. L'instance a pris fin, et aucune décision n'est prévue avant le premier trimestre de 2018. L'issue de cette instance ne devrait pas avoir une incidence importante sur TELUS.

*Examen du cadre réglementaire relatif au service de relais téléphonique*

Le 2 février 2017, le CRTC a amorcé une instance dans le cadre de laquelle il examinera le cadre réglementaire et le marché relatifs aux services de relais texte. Les entreprises de service local titulaires sont tenues de fournir ces services, qui permettent aux personnes ayant une déficience auditive ou souffrant d'un trouble de la parole d'effectuer et de recevoir des appels téléphoniques. Le CRTC a amorcé cet examen, car le recours à ces services a diminué en raison de l'évolution de la technologie ayant fait en sorte que les autres services de messagerie textuelle sont pratiques pour les clients. TELUS participe à cet examen. L'issue de cette instance ne devrait pas avoir une incidence importante sur TELUS.

*Retrait progressif du régime de subvention du service local*

Le CRTC a publié l'Avis de consultation de télécom CRTC 2017-92, dans le cadre duquel il sollicite des observations sur l'approche qu'il propose pour le retrait progressif du régime de subvention du service local, de même que sur les politiques connexes. Cet avis s'inscrit dans le cadre des activités de suivi découlant de la Politique réglementaire de télécom CRTC 2016-496, « Les services de télécommunication modernes : La voie d'avenir pour l'économie numérique canadienne », publiée le 21 décembre 2016. Le CRTC considère que TELUS est une entreprise de services locaux titulaire en ce qui concerne la prestation de services filaires de transmission de la voix. À ce titre, TELUS est assujettie à certaines obligations en matière de prestation de services qui ne s'appliquent pas nécessairement à tous ses concurrents. TELUS a participé à cette instance dans le but d'obtenir une plus grande souplesse au chapitre des tarifs dans les zones de desserte à coût élevé réglementées advenant le retrait des subventions, et de s'assurer que nous serons indemnisés pour toute obligation de fournir des services. L'instance a pris fin, et une autre instance est prévue aux fins de l'examen du régime de plafonnement des prix et du régime d'abstention locale applicables au service local. Il est actuellement trop tôt pour déterminer l'incidence potentielle de ces instances sur TELUS.

*Élaboration du régime de financement de la large bande du CRTC*

Le 25 avril 2017, le CRTC a publié l'Avis de consultation de télécom CRTC 2017-112, « Élaboration du régime de financement de la large bande du Conseil ». Cet avis fait suite à la décision « Les services de télécommunication modernes » publiée par le CRTC le 21 décembre 2016, dans laquelle ce dernier formule un nouvel objectif du service universel incluant des services d'accès Internet à large bande fixes et sans fil mobiles, et indique qu'il commencera à orienter ses cadres de réglementation non plus sur les services vocaux filaires, mais plutôt sur les services à large bande afin d'élargir la disponibilité et l'adoption des services d'accès Internet à large bande. Le CRTC a également énoncé, dans cette décision, ses opinions préliminaires à l'égard de l'élaboration d'un mécanisme de financement de la large bande. Le CRTC a subséquentement publié un nouvel avis dans le cadre duquel il sollicite des observations sur diverses questions liées à l'élaboration du nouveau régime de financement de la large bande, y compris la gouvernance du nouveau fonds, les cadres de fonctionnement et de responsabilisation, ainsi que les critères d'admissibilité et d'évaluation des projets proposés. TELUS participe à cette instance et a déposé son intervention et répondu aux interventions déposées par d'autres parties jusqu'à présent; elle attend maintenant des demandes possibles de renseignements du CRTC. Il est actuellement trop tôt pour déterminer l'incidence potentielle de cette instance sur TELUS.

*Demande du gouverneur en conseil aux fins du réexamen par le CRTC des tarifs des services d'itinérance sans fil mobiles de gros visant les fournisseurs de services mobiles*

Le gouverneur en conseil a ordonné au CRTC de réexaminer la Décision de télécom CRTC 2017-56, « Tarifs des services d'itinérance sans fil mobiles de gros – Modalités définitives ». Il a plus précisément demandé au CRTC de réexaminer cette décision de manière à déterminer si les réseaux Wi-Fi pourraient être considérés comme un réseau de rattachement dans le cas des fournisseurs de services mobiles qui cherchent à obtenir des services d'itinérance obligatoire. Le réexamen par le CRTC devra être mené à terme au plus tard le 31 mars 2018. En réponse à cette demande, le CRTC a publié l'Avis de consultation de télécom CRTC 2017-259, « Réexamen de la décision de télécom 2017-56 concernant les modalités définitives applicables aux tarifs du service d'itinérance sans fil mobile de gros », et a amorcé une instance ayant pour but l'examen de cette question. Par suite de l'ordonnance du gouverneur en conseil, TNW Wireless Inc. a présenté une demande au CRTC afin que ce dernier ordonne à TELUS (et Bell Mobilité) de fournir des services d'itinérance de gros aux fins de la prestation de services principalement fondés sur la technologie Wi-Fi. Il est pour le moment impossible de savoir si le CRTC se penchera sur cette question séparément de cette instance. Il est encore trop tôt pour déterminer l'incidence possible de cette instance sur TELUS.

*Décision concernant l'examen du Code sur les services sans fil*

Le 15 juin 2017, le CRTC a publié la Politique réglementaire de télécom CRTC 2017-200, « Examen du Code sur les services sans fil ». Les principales modifications apportées au Code sur les services sans fil ont trait à ce qui suit : i) l'élimination des frais de déverrouillage et l'exigence selon laquelle tous les appareils vendus à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2017 doivent être déverrouillés; ii) des modifications quant à la façon dont la limite de 50 \$ liée à l'utilisation de données et la limite de 100 \$ liée à l'itinérance de données sont calculées, et quant à la façon dont le consentement relatif à une utilisation supplémentaire est obtenu; iii) des modifications de la période d'essai obligatoire pour les clients qui signent un contrat portant sur des services mobiles postpayés. Les modifications apportées au Code sur les services sans fil doivent être mises en œuvre au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre 2017. TELUS a amorcé un processus de mise en œuvre et évalue l'incidence de ces modifications. On ne s'attend toutefois pas à ce que ces modifications aient une incidence importante sur TELUS.

**Questions en matière de radiodiffusion**

*Examen et modernisation de la Loi sur la radiodiffusion et de la Loi sur les télécommunications*

Dans le cadre de l'annonce de son budget le 22 mars 2017, le gouvernement fédéral a reconnu l'incidence de l'ère numérique sur les industries canadiennes des médias et de la radiodiffusion et a indiqué qu'il compte examiner et moderniser la *Loi sur la radiodiffusion* et la *Loi sur les télécommunications*, plus précisément en ce qui a trait à la création de contenu à l'ère numérique, à la neutralité du Net et à la diversité culturelle. Cette annonce-cadre avec l'examen des politiques culturelles du Canada décrites à la *rubrique 9.4* de notre rapport de gestion annuel 2016, ainsi qu'avec le nouveau décret visant le CRTC et concernant la tenue d'audiences et la présentation au gouvernement fédéral d'un rapport sur les modèles de distribution de l'avenir et sur la façon dont les Canadiens accéderont à la programmation, comme il est décrit ci-dessous.

*Le CRTC est tenu de présenter au gouvernement fédéral un rapport sur les modèles de distribution de l'avenir*

Le 22 septembre 2017, le gouvernement fédéral a déposé un décret en vertu de l'article 15 de la *Loi sur la radiodiffusion*, dans lequel il demande au CRTC de tenir des audiences et de lui présenter un rapport sur les modèles de distribution de l'avenir et sur la façon dont les Canadiens accéderont à la programmation. La date limite à laquelle le CRTC peut présenter son rapport au gouvernement fédéral est le 1<sup>er</sup> juin 2018. On s'attend à ce que le CRTC amorce un processus de consultation d'ici la fin de 2017. TELUS participera à ces audiences. Le rapport que le CRTC présentera au gouvernement fédéral fera vraisemblablement partie du dossier qui servira plus tard à effectuer l'examen de la *Loi sur la radiodiffusion* et de la *Loi sur les télécommunications*, mais ce rapport ne devrait pas avoir une incidence importante sur TELUS.

*Cadre stratégique du Canada créatif annoncé par la ministre du Patrimoine canadien*

Le 28 septembre 2017, la ministre du Patrimoine canadien a annoncé la mise en place d'un cadre stratégique du Canada créatif. Ce cadre a pour objet i) d'investir dans les créateurs canadiens et les entrepreneurs culturels; 2) de promouvoir la découverte et la distribution de contenu canadien à l'échelle nationale et internationale; 3) de revitaliser la radiodiffusion publique et d'appuyer la diffusion de nouvelles locales. Dans le discours qu'elle a prononcé lors de l'annonce de ce nouveau cadre stratégique, la ministre a indiqué que le gouvernement fédéral ne comptait pas imposer une nouvelle taxe aux fournisseurs de services Internet. En conséquence, ce nouveau cadre stratégique ne devrait pas avoir une incidence importante sur TELUS.

*Examen de la Loi sur le droit d'auteur et de la Commission du droit d'auteur*

Un examen de la *Loi sur le droit d'auteur* devrait avoir lieu en 2017 et débiter sous peu. Bien que la ministre du Patrimoine canadien ait indiqué son intention d'axer cet examen sur les créateurs, la *Loi sur le droit d'auteur* relève du mandat du ministre d'ISDE, qui cherchera également à assurer un équilibre avec les intérêts des consommateurs au chapitre de l'innovation. L'approche en matière de politique applicable au droit d'auteur repose traditionnellement sur un équilibre des intérêts. L'examen ne devrait pas avoir une incidence importante sur TELUS.



### *Négociations visant l'Accord de libre-échange nord-américain*

Le Bureau du représentant américain au Commerce a publié un résumé des objectifs aux fins de la renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain (l'« ALENA ») entre le Canada, les États-Unis et le Mexique. Le gouvernement américain a identifié un certain nombre d'objectifs, notamment le commerce des services (y compris les services de télécommunications), le commerce électronique des produits et services et la circulation transfrontalière des données, la propriété intellectuelle (y compris les droits d'auteur) et la politique sur la concurrence, qui sont susceptibles de faire l'objet de négociations. Le gouvernement canadien a depuis lors identifié les dix priorités du Canada s'inscrivant dans le cadre de la renégociation de l'ALENA, et aucune de ces priorités ne prévoit d'objectifs détaillés en matière de télécommunications ou de propriété intellectuelle. En ce qui concerne les exemptions culturelles, le gouvernement du Canada a clairement énoncé qu'il s'engage à maintenir l'exemption culturelle existante prévue dans l'ALENA. Les négociations visant l'ALENA ont commencé et devraient se poursuivre jusqu'à la fin de 2017. Il reste encore à déterminer les questions qui feront l'objet de négociations, l'issue des négociations, et l'incidence potentielle des négociations de l'ALENA sur TELUS.

## 10. Risques et gestion des risques

Les risques principaux et les incertitudes susceptibles d'influer sur nos résultats dans l'avenir, ainsi que nos activités connexes visant à atténuer les risques, sont décrits dans notre rapport de gestion annuel 2016, et n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2016. Il y a également lieu de se reporter au résumé des risques et des incertitudes présenté dans la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du présent rapport de gestion.

## 11. Définitions et rapprochements

### 11.1 Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières

Nous présentons certaines mesures non définies par les PCGR et fournissons des indications à ce sujet. Nous avons recours à ces mesures pour évaluer le rendement de TELUS, et aussi pour déterminer si nous respectons les clauses restrictives de nos conventions d'emprunt et pour gérer notre structure du capital. Étant donné que les mesures non définies par les PCGR n'ont généralement pas de signification normalisée, elles pourraient ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Les règlements sur les valeurs mobilières exigent que ces mesures soient définies clairement et qu'elles fassent l'objet d'un rapprochement avec les mesures conformes aux PCGR les plus semblables.

**Bénéfice net ajusté et bénéfice par action de base ajusté :** Ces mesures servent à évaluer le rendement consolidé et ne tiennent pas compte des éléments qui pourraient occulter les tendances sous-jacentes concernant le rendement. Ces mesures ne doivent pas être substituées au bénéfice net et au bénéfice par action de base pour évaluer le rendement de TELUS. Les éléments qui pourraient, selon la direction, occulter les tendances sous-jacentes concernant le rendement comprennent les profits ou les pertes importants liés aux participations dans les coentreprises de réaménagement immobilier, les profits liés à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil, les coûts de restructuration et autres coûts, la prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme (le cas échéant), les ajustements liés à l'impôt sur le résultat, ainsi que les mises hors service d'immobilisations liées aux activités de restructuration. (Se reporter au tableau « *Analyse du bénéfice net* » et au tableau « *Analyse du BPA de base* », à la rubrique 1.3.)

**Intensité du capital :** Cette mesure est calculée comme les dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre) divisées par le total des produits d'exploitation. Cette mesure fournit une méthode utile pour comparer le niveau des dépenses d'investissement avec celui d'autres entreprises de tailles diverses du même secteur.

**Ratio de distribution :** Il s'agit d'une mesure historique représentant le total des dividendes des quatre derniers trimestres déclarés par action ordinaire, tels qu'ils sont présentés dans les états financiers, divisé par le total du bénéfice par action de base pour les quatre trimestres les plus récents en ce qui concerne les périodes intermédiaires. Le dénominateur applicable aux exercices est le bénéfice par action de base annuel. L'indication visée par notre politique est d'avoir un ratio de distribution annuel sur une base prospective plutôt que sur une base actuelle, qui représente 65 % à 75 % des bénéfices par action prévisibles, sur une base prospective. (Se reporter à la rubrique 7.5, « *Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement* ».)

**Calcul du ratio de distribution**

Périodes de 12 mois closes les 30 septembre (en dollars)	2017	2016
Numérateur – Total des dividendes des quatre derniers trimestres déclarés par action ordinaire	1,9450	1,80
Dénominateur – Bénéfice net par action ordinaire	2,13	2,37
<b>Ratio (en %)</b>	<b>91</b>	<b>76</b>

**Ratio de distribution du bénéfice net ajusté :** Ce ratio est une mesure historique représentant le total des dividendes des quatre derniers trimestres déclarés par action ordinaire, tels qu'ils sont présentés dans les états financiers, divisé par le bénéfice net ajusté par action. Le bénéfice net ajusté par action représente le bénéfice par action de base, tel qu'il est utilisé aux fins du calcul du **ratio de distribution**, ajusté de manière à ne pas tenir compte du profit lié à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil, des profits nets et du bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières, des provisions au titre de l'acquisition de certaines entreprises, de la charge de rémunération remaniée dont les droits sont immédiatement acquis, de la prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme (le cas échéant), et des ajustements liés à l'impôt.

**Calcul du ratio de distribution du bénéfice net ajusté**

Périodes de 12 mois closes les 30 septembre (en dollars)	2017	2016
Numérateur – Total des dividendes des quatre derniers trimestres déclarés par action ordinaire	1,9450	1,80
Bénéfice net ajusté (en millions de dollars) :		
Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires	1 260	1 403
Déduire : profits nets et bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières, après impôt sur le résultat	(7)	(11)
Déduire : profit lié à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil, après impôt sur le résultat	—	(13)
Ajouter : provisions au titre de l'acquisition d'entreprise, après impôt sur le résultat	2	13
Ajouter : charge de rémunération remaniée, après impôt sur le résultat	224	—
Ajouter : ajustements défavorables nets (déduire : ajustements favorables nets) liés à l'impôt sur le résultat	(18)	(11)
	1 461	1 381
Dénominateur – Bénéfice net ajusté par action ordinaire	2,47	2,33
<b>Ratio ajusté (en %)</b>	<b>79</b>	<b>77</b>

**Couverture par le bénéfice :** Cette mesure est définie dans le Règlement 41-101 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et dans les règlements connexes, qui est calculée comme suit :

**Calcul du ratio de couverture par le bénéfice**

Périodes de 12 mois closes les 30 septembre (en millions de dollars, sauf les ratios)	2017	2016
Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires	1 260	1 403
Impôt sur le résultat (attribuable aux actions ordinaires)	431	493
Coûts d'emprunt (attribuables aux actions ordinaires) <sup>1</sup>	557	532
Numérateur	2 248	2 428
Dénominateur – Coûts d'emprunt (ci-dessus)	557	532
<b>Ratio (fois)</b>	<b>4,0</b>	<b>4,6</b>

1 Intérêts sur la dette à long terme plus les intérêts sur les emprunts à court terme et les autres emprunts et plus la prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme, plus la réintégration des intérêts comptabilisés à l'actif et moins les coûts d'emprunt attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle.

**BAIIA (bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements) :** Nous avons publié des indications et présentons le BAIIA parce qu'il constitue une mesure clé utilisée pour évaluer le rendement consolidé. Le BAIIA est une mesure commune à laquelle les investisseurs et les établissements de crédit recourent largement en tant qu'indicateur du rendement opérationnel d'une société et de sa capacité de contracter des dettes et d'en assurer le service, ainsi qu'à titre de paramètre d'évaluation. Le BAIIA ne doit pas être substitué au bénéfice net comme mesure du rendement de TELUS ni utilisé comme mesure unique des flux de trésorerie. Le BAIIA tel qu'il est calculé par TELUS correspond aux produits d'exploitation moins les montants inscrits aux postes « Achat de biens et services » et « Charge au titre des avantages du personnel ».

Nous calculons le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts, car il constitue une composante du **ratio de couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts** et du **ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts**.

Nous pourrions également calculer un BAIIA ajusté qui exclurait les éléments de nature inhabituelle qui ne reflètent pas nos activités habituelles ou continues; selon nous, ce BAIIA ne devrait pas être considéré comme une mesure d'évaluation et ne devrait pas être pris en compte aux fins d'une évaluation de notre capacité à assurer le service de la dette ou à contracter des dettes.

**Rapprochement du BAIIA**

(en millions de dollars)	Troisièmes trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
<b>Bénéfice net</b>	<b>370</b>	355	<b>1 197</b>	1 149
Coûts de financement	<b>149</b>	129	<b>429</b>	386
Impôt sur le résultat	<b>130</b>	132	<b>420</b>	411
Amortissement des immobilisations corporelles	<b>410</b>	388	<b>1 203</b>	1 158
Amortissement des immobilisations incorporelles	<b>137</b>	127	<b>402</b>	356
<b>BAIIA</b>	<b>1 196</b>	1 131	<b>3 651</b>	3 460
Ajouter : coûts de restructuration et autres coûts	<b>36</b>	60	<b>79</b>	131
<b>BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts</b>	<b>1 232</b>	1 191	<b>3 730</b>	3 591
Déduire : profit lié à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil	—	—	—	(15)
Déduire : profits nets et bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières	—	(10)	<b>(3)</b>	(19)
<b>BAIIA ajusté</b>	<b>1 232</b>	1 181	<b>3 727</b>	3 557

**Couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts :** Cette mesure est définie comme le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts divisé par le montant net des charges d'intérêts, calculé sur 12 mois. Cette mesure est semblable au ratio de couverture prévu par les clauses restrictives des facilités de crédit de TELUS, comme il est décrit à la *rubrique 7.6, « Facilités de crédit »*.

**Flux de trésorerie disponibles :** Nous présentons cette mesure comme un indicateur supplémentaire de notre rendement opérationnel. Les flux de trésorerie disponibles ne doivent pas être substitués aux mesures présentées dans les tableaux consolidés intermédiaires des flux de trésorerie. Ils excluent les variations de certains éléments du fonds de roulement (tels que les créances clients et les dettes fournisseurs), le produit tiré des actifs cédés ainsi que d'autres sources et affectations des liquidités figurant dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie. Ils fournissent une estimation des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation qui sont disponibles après les dépenses d'investissement (excluant les acquisitions de licences de spectre) et qui peuvent notamment être utilisés pour payer les dividendes, rembourser la dette, racheter des actions, ou effectuer d'autres investissements. Les flux de trésorerie disponibles peuvent être complétés de temps à autre par le produit tiré des actifs cédés ou par les activités de financement.

**Calcul des flux de trésorerie disponibles**

(en millions de dollars)	Troisièmes trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
<b>BAIIA</b>	<b>1 196</b>	1 131	<b>3 651</b>	3 460
Déduire : profits sans effet sur la trésorerie découlant de la vente d'immobilisations corporelles	<b>(2)</b>	(4)	<b>(3)</b>	(15)
Coûts de restructuration déduction faite des décaissements	<b>(18)</b>	12	<b>(64)</b>	(27)
Déduire : profits nets et bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières	—	(10)	<b>(3)</b>	(19)
Déduire : profit lié à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil	—	—	—	(15)
Éléments des tableaux consolidés intermédiaires des flux de trésorerie :				
Rémunération fondée sur des actions	<b>22</b>	27	<b>61</b>	65
Montant net des charges au titre des régimes à prestations définies du personnel	<b>20</b>	23	<b>61</b>	67
Cotisations de l'employeur aux régimes à prestations définies du personnel	<b>(17)</b>	(14)	<b>(52)</b>	(53)
Intérêts versés	<b>(146)</b>	(132)	<b>(413)</b>	(387)
Intérêts reçus	<b>1</b>	1	<b>2</b>	1
Dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre)	<b>(821)</b>	(787)	<b>(2 355)</b>	(2 174)
Autres	—	—	<b>6</b>	—
Flux de trésorerie disponibles avant impôt	<b>235</b>	246	<b>891</b>	903
Impôt sur le résultat payé, déduction faite des remboursements	<b>(20)</b>	(148)	<b>(199)</b>	(571)
<b>Flux de trésorerie disponibles</b>	<b>215</b>	98	<b>692</b>	332

Le tableau ci-dessous présente le rapprochement des flux de trésorerie disponibles selon notre définition et des entrées liées aux activités d'exploitation.

#### Rapprochement des flux de trésorerie disponibles et des entrées liés aux activités d'exploitation

(en millions de dollars)	Troisièmes trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
<b>Flux de trésorerie disponibles</b>	<b>215</b>	98	<b>692</b>	332
Ajouter (déduire) :				
Dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre)	<b>821</b>	787	<b>2 355</b>	2 174
Ajustements aux fins du rapprochement avec les entrées liées aux activités d'exploitation	<b>97</b>	147	<b>(79)</b>	(19)
<b>Entrées liées aux activités d'exploitation</b>	<b>1 133</b>	1 032	<b>2 968</b>	2 487

**Dettes nettes** : Nous estimons que la dette nette est une mesure utile, parce qu'elle représente le montant des emprunts à court terme et des obligations relatives à la dette à long terme qui ne sont pas couverts par la trésorerie et les placements temporaires disponibles. La mesure définie par les IFRS qui se rapproche le plus de la dette nette est la dette à long terme, y compris la tranche à court terme de la dette à long terme. La dette nette est un élément du **ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts**.

#### Calcul de la dette nette

Aux 30 septembre (en millions de dollars)	2017	2016
Dette à long terme, y compris la tranche à court terme	<b>13 618</b>	12 454
Frais d'émission de titres de créance portés en déduction de la dette à long terme	<b>72</b>	67
Passifs dérivés, montant net	<b>76</b>	24
Cumul des autres éléments du résultat global découlant des instruments financiers utilisés pour gérer le risque de taux d'intérêt et le risque de change associés aux titres de créance à long terme libellés en dollars américains (excluant les incidences fiscales)	<b>16</b>	(18)
Trésorerie et placements temporaires	<b>(488)</b>	(410)
Emprunts à court terme	<b>100</b>	100
<b>Dettes nettes</b>	<b>13 394</b>	12 217

**Ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts** : Cette mesure est définie comme la dette nette à la fin de la période divisée par le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts sur 12 mois. Notre indication à long terme pour ce ratio est de 2,00 à 2,50 fois. (Se reporter à la *rubrique 7.5*, « Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement ».) Cette mesure est analogue au ratio de levier financier prévu par les clauses restrictives de nos facilités de crédit, tel qu'il est décrit à la *rubrique 7.6*, « Facilités de crédit ».

**Montant net des charges d'intérêts** : Cette mesure est le dénominateur utilisé pour calculer le **ratio de couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts**. Le montant net des charges d'intérêts représente les coûts de financement excluant les intérêts sur la dette à long terme comptabilisés à l'actif, les intérêts nets des régimes à prestations définies du personnel et les recouvrements liés au remboursement par anticipation et à l'échéance de la dette, calculés sur 12 mois. Aucun recouvrement lié au remboursement par anticipation et à l'échéance de la dette n'a été comptabilisé en 2017 et en 2016. Les charges comptabilisées relativement à la prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme, le cas échéant, sont prises en compte dans le montant net des charges d'intérêts. Le montant net des charges d'intérêts s'est établi à 568 millions de dollars au cours de la période de 12 mois close le 30 septembre 2017, et à 548 millions de dollars au cours de la période de 12 mois close le 30 septembre 2016.

**Coûts de restructuration et autres coûts** : Afin de réduire nos coûts permanents, nous engageons des coûts de restructuration supplémentaires connexes non récurrents. Il est également possible que nous engagions des charges inhabituelles lorsque nous apportons des changements importants ou structurels à nos modèles d'affaires ou à nos modèles d'exploitation. Les autres coûts comprennent également les coûts externes supplémentaires engagés relativement aux acquisitions ou cessions d'entreprises, ainsi que les coûts liés aux litiges, dans le cas de pertes ou de règlements importants.

#### Composantes des coûts de restructuration et autres coûts

(en millions de dollars)	Troisièmes trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Achat de biens et services	<b>31</b>	23	<b>58</b>	39
Charge au titre des avantages du personnel	<b>5</b>	37	<b>21</b>	92
<b>Coûts de restructuration et autres coûts compris dans le BAIIA</b>	<b>36</b>	60	<b>79</b>	131

## 11.2 Indicateurs opérationnels

Les mesures suivantes constituent des paramètres utilisés dans l'industrie pour évaluer le rendement opérationnel d'une entité de télécommunications offrant des services mobiles et des services filaires. Elles n'ont cependant pas de signification normalisée prescrite par les IFRS de l'IASB.

**Produits moyens par appareil d'abonné (« PMAA ») mensuels** Nombre concernant les abonnés des services mobiles, exprimé en pourcentage mensuel, obtenu au moyen de la division des produits tirés des services de réseau par le nombre moyen d'appareils en service dans le réseau au cours de la période.

**Taux de désabonnement, par mois** Nombre d'appareils d'abonnés désactivés au cours d'une période donnée, divisé par le nombre moyen d'appareils dans le réseau au cours de la période, exprimé sous forme de taux mensuel. L'appareil d'un abonné des services prépayés de TELUS ou des services mobiles prépayés de Koodo ou de Public Mobile est désactivé lorsque ce dernier n'utilise pas les services au cours des 90 jours suivant l'expiration des crédits prépayés.

**Appareil d'abonné des services mobiles (« abonné »)** Unité génératrice de produits tirés des services mobiles active et récurrente (p. ex., un téléphone mobile, une tablette ou une clé Internet mobile) dotée d'un numéro d'identité d'abonné unique (numéro SIM ou IMEI). De plus, TELUS établit une relation directe avec l'utilisateur de chaque appareil aux fins de la facturation ou des services de soutien. Les appareils d'abonnés excluent les appareils offrant les services machine à machine (un sous-ensemble de l'Internet des objets) tels que ceux utilisés pour effectuer le suivi des biens, les systèmes de contrôle à distance et les compteurs, les distributeurs automatiques et les guichets automatiques sans fil.

**Nombre d'abonnés des services filaires** Unité génératrice de produits active et récurrente, qui a accès aux services autonomes y compris l'accès fixe à Internet, TELUS TV et les lignes résidentielles d'accès au réseau. De plus, TELUS établit une relation directe avec l'utilisateur de chaque service aux fins de la facturation ou des services de soutien. Le nombre d'abonnés présentés ne tient pas compte des lignes d'affaires d'accès au réseau, car le remplacement des lignes utilisées pour les services de transmission de la voix par les services IP a entraîné des pertes de lignes d'affaires d'accès au réseau sans qu'aucune baisse similaire des produits soit observée, en raison de la pertinence réduite de ces lignes d'affaires d'accès au réseau en tant qu'indicateur de rendement clé.

# Comptes consolidés intermédiaires résumés de résultat et de résultat global

(non audité)

Périodes closes les 30 septembre (en millions, sauf les montants par action)	Trimestres		Périodes de neuf mois	
	2017	2016	2017	2016
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>				
Services	3 174 \$	3 045 \$	9 292 \$	8 921 \$
Équipement	181	180	507	516
Produits tirés de contrats conclus avec des clients	3 355	3 225	9 799	9 437
Autres produits d'exploitation	11	13	38	57
	<b>3 366</b>	<b>3 238</b>	<b>9 837</b>	<b>9 494</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>				
Achat de biens et services	1 531	1 426	4 277	4 057
Charge au titre des avantages du personnel	639	681	1 909	1 977
Amortissement des immobilisations corporelles	410	388	1 203	1 158
Amortissement des immobilisations incorporelles	137	127	402	356
	<b>2 717</b>	<b>2 622</b>	<b>7 791</b>	<b>7 548</b>
<b>BÉNÉFICE D'EXPLOITATION</b>	<b>649</b>	<b>616</b>	<b>2 046</b>	<b>1 946</b>
Coûts de financement	149	129	429	386
<b>BÉNÉFICE AVANT IMPÔT</b>	<b>500</b>	<b>487</b>	<b>1 617</b>	<b>1 560</b>
Impôt sur le résultat	130	132	420	411
<b>BÉNÉFICE NET</b>	<b>370</b>	<b>355</b>	<b>1 197</b>	<b>1 149</b>
<b>AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL</b>				
<b>Éléments qui peuvent être ultérieurement reclassés en résultat</b>				
Variation de la juste valeur latente des dérivés désignés à titre de couvertures de flux de trésorerie	12	(4)	22	(13)
Écart de change découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger	(5)	2	(2)	4
Variation de la juste valeur latente des actifs financiers disponibles à la vente	(2)	2	(2)	(1)
	<b>5</b>	<b>—</b>	<b>18</b>	<b>(10)</b>
<b>Élément qui ne sera jamais ultérieurement reclassé en résultat</b>				
Réévaluations des régimes à prestations définies du personnel	(22)	150	64	167
	<b>(17)</b>	<b>150</b>	<b>82</b>	<b>157</b>
<b>BÉNÉFICE GLOBAL</b>	<b>353 \$</b>	<b>505 \$</b>	<b>1 279 \$</b>	<b>1 306 \$</b>
<b>BÉNÉFICE NET ATTRIBUABLE :</b>				
Aux actions ordinaires	367 \$	348 \$	1 179 \$	1 142 \$
Aux participations ne donnant pas le contrôle	3	7	18	7
	<b>370 \$</b>	<b>355 \$</b>	<b>1 197 \$</b>	<b>1 149 \$</b>
<b>BÉNÉFICE GLOBAL ATTRIBUABLE :</b>				
Aux actions ordinaires	351 \$	501 \$	1 260 \$	1 298 \$
Aux participations ne donnant pas le contrôle	2	4	19	8
	<b>353 \$</b>	<b>505 \$</b>	<b>1 279 \$</b>	<b>1 306 \$</b>
<b>BÉNÉFICE NET PAR ACTION ORDINAIRE</b>				
De base	0,62 \$	0,59 \$	1,99 \$	1,93 \$
Dilué	0,62 \$	0,59 \$	1,99 \$	1,93 \$
<b>NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ TOTAL D' ACTIONS ORDINAIRES EN CIRCULATION</b>				
De base	594	592	592	593
Dilué	594	592	593	593

# États consolidés intermédiaires résumés de la situation financière (non audité)

(en millions)	Au 30 septembre 2017	Au 31 décembre 2016
<b>ACTIF</b>		
<b>Actifs courants</b>		
Trésorerie et placements temporaires, montant net	488 \$	432 \$
Débiteurs	1 539	1 471
Impôt sur le résultat et autres impôts à recevoir	54	9
Stocks	356	318
Charges payées d'avance	359	233
Actifs dérivés courants	5	11
	<b>2 801</b>	<b>2 474</b>
<b>Actifs non courants</b>		
Immobilisations corporelles, montant net	11 184	10 464
Immobilisations incorporelles, montant net	10 651	10 364
Goodwill, montant net	4 215	3 787
Autres actifs non courants	715	640
	<b>26 765</b>	<b>25 255</b>
	<b>29 566 \$</b>	<b>27 729 \$</b>
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>		
<b>Passifs courants</b>		
Emprunts à court terme	100 \$	100 \$
Créditeurs et charges à payer	2 447	2 330
Impôt sur le résultat et autres impôts à payer	43	37
Dividendes à payer	292	284
Facturation par anticipation et dépôts de clients	769	737
Provisions	66	124
Tranche à court terme de la dette à long terme	1 357	1 327
Passifs dérivés courants	30	12
	<b>5 104</b>	<b>4 951</b>
<b>Passifs non courants</b>		
Provisions	473	395
Dette à long terme	12 261	11 604
Autres passifs non courants	827	736
Impôt sur le résultat différé	2 404	2 107
	<b>15 965</b>	<b>14 842</b>
<b>Passif</b>	<b>21 069</b>	<b>19 793</b>
<b>Capitaux propres</b>		
Capitaux propres attribuables aux actions ordinaires	8 458	7 917
Participations ne donnant pas le contrôle	39	19
	<b>8 497</b>	<b>7 936</b>
	<b>29 566 \$</b>	<b>27 729 \$</b>

## Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie (non audité)

Périodes closes les 30 septembre (en millions)	Trimestres		Périodes de neuf mois	
	2017	2016	2017	2016
<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>				
Bénéfice net	370 \$	355 \$	1 197 \$	1 149 \$
Ajustements visant le rapprochement du bénéfice net et des entrées liées aux activités d'exploitation :				
Amortissement des immobilisations corporelles et amortissement des immobilisations incorporelles	547	515	1 605	1 514
Impôt sur le résultat différé	57	47	243	48
Charge de rémunération fondée sur des actions, montant net	22	27	61	65
Montant net des charges au titre des régimes à prestations définies du personnel	20	23	61	67
Cotisations de l'employeur aux régimes à prestations définies du personnel	(17)	(14)	(52)	(53)
Autres	10	8	15	(5)
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation	124	71	(162)	(298)
<b>Entrées liées aux activités d'exploitation</b>	<b>1 133</b>	<b>1 032</b>	<b>2 968</b>	<b>2 487</b>
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>				
Paiements en trésorerie au titre des immobilisations, excluant les licences de spectre	(794)	(711)	(2 344)	(1 971)
Paiements en trésorerie au titre des licences de spectre	—	—	—	(145)
Paiements en trésorerie au titre des acquisitions, montant net	(82)	(14)	(560)	(16)
Avances aux coentreprises immobilières	(6)	(5)	(19)	(28)
Sommes reçues des coentreprises immobilières	14	50	18	91
Produit de la cession	6	3	12	3
Autres	(4)	(3)	(16)	(9)
<b>Sorties liées aux activités d'investissement</b>	<b>(866)</b>	<b>(680)</b>	<b>(2 909)</b>	<b>(2 075)</b>
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>				
Dividendes versés aux détenteurs d'actions ordinaires	(269)	(274)	(813)	(798)
Rachat d'actions ordinaires à des fins d'annulation	—	(19)	—	(140)
Émission et remboursement d'emprunts à court terme	—	(3)	—	—
Émission de titres de créance à long terme	1 267	1 336	5 328	4 623
Remboursements par anticipation et à l'échéance sur la dette à long terme	(1 149)	(1 403)	(4 509)	(4 186)
Émission d'actions par une filiale aux détenteurs d'une participation ne donnant pas le contrôle	—	(1)	—	291
Autres	1	(6)	(9)	(15)
<b>Sorties liées aux activités de financement</b>	<b>(150)</b>	<b>(370)</b>	<b>(3)</b>	<b>(225)</b>
<b>SITUATION DE TRÉSORERIE</b>				
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des placements temporaires, montant net	117	(18)	56	187
Trésorerie et placements temporaires, montant net au début	371	428	432	223
<b>Trésorerie et placements temporaires, montant net à la fin</b>	<b>488 \$</b>	<b>410 \$</b>	<b>488 \$</b>	<b>410 \$</b>
<b>INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE D'EXPLOITATION</b>				
Intérêts versés	(146) \$	(132) \$	(413) \$	(387) \$
Intérêts reçus	1 \$	— \$	2 \$	1 \$
Impôt sur le résultat payé, montant net	(20) \$	(148) \$	(199) \$	(571) \$



Trimestres clos les 30 septembre (en millions)	Services mobiles		Services filaires		Éliminations		Chiffres consolidés	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016
<b>Produits d'exploitation</b>								
Produits externes								
Services	1 800 \$	1 685 \$	1 374 \$	1 360 \$	— \$	— \$	3 174 \$	3 045 \$
Équipement	129	129	52	51	—	—	181	180
Produits tirés de contrats conclus avec des clients								
	1 929	1 814	1 426	1 411	—	—	3 355	3 225
Autres produits d'exploitation								
	5	4	6	9	—	—	11	13
	1 934	1 818	1 432	1 420	—	—	3 366	3 238
Produits interservices								
	11	15	51	48	(62)	(63)	—	—
	1 945 \$	1 833 \$	1 483 \$	1 468 \$	(62) \$	(63) \$	3 366 \$	3 238 \$
<b>BAIIA<sup>1</sup></b>	<b>788 \$</b>	<b>759 \$</b>	<b>408 \$</b>	<b>372 \$</b>	<b>— \$</b>	<b>— \$</b>	<b>1 196 \$</b>	<b>1 131 \$</b>
Dépenses d'investissement <sup>2</sup>	237 \$	295 \$	584 \$	492 \$	— \$	— \$	821 \$	787 \$
<b>Produits d'exploitation externes (ci-dessus)</b>							<b>3 366 \$</b>	<b>3 238 \$</b>
Achat de biens et services							1 531	1 426
Charge au titre des avantages du personnel							639	681
<b>BAIIA (ci-dessus)</b>							<b>1 196</b>	<b>1 131</b>
Amortissement des immobilisations corporelles							410	388
Amortissement des immobilisations incorporelles							137	127
<b>Bénéfice d'exploitation</b>							<b>649</b>	<b>616</b>
Coûts de financement							149	129
<b>Bénéfice avant impôt</b>							<b>500 \$</b>	<b>487 \$</b>

1 Le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements (le « BAIIA ») n'a pas de signification normalisée prescrite par les IFRS de l'IASB et, par conséquent, il est peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs; selon notre définition, le BAIIA correspond aux produits d'exploitation diminués des biens et services achetés et de la charge au titre des avantages du personnel. Nous avons publié des indications au sujet du BAIIA et l'avons inclus dans l'information présentée parce qu'il constitue une mesure clé à laquelle la direction a recours pour évaluer la performance de nos activités et qu'il sert aussi à déterminer si nous respectons certaines clauses restrictives de nos conventions d'emprunt.

2 Total des dépenses d'investissement.

Périodes de neuf mois closes les 30 septembre (en millions)	Services mobiles		Services filaires		Éliminations		Chiffres consolidés	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016
<b>Produits d'exploitation</b>								
Produits externes								
Services	5 211 \$	4 880 \$	4 081 \$	4 041 \$	— \$	— \$	9 292 \$	8 921 \$
Équipement	347	362	160	154	—	—	507	516
Produits tirés de contrats conclus avec des clients								
	5 558	5 242	4 241	4 195	—	—	9 799	9 437
Autres produits d'exploitation								
	5	32	33	25	—	—	38	57
	5 563	5 274	4 274	4 220	—	—	9 837	9 494
Produits interservices								
	33	43	155	143	(188)	(186)	—	—
	5 596 \$	5 317 \$	4 429 \$	4 363 \$	(188) \$	(186) \$	9 837 \$	9 494 \$
<b>BAIIA<sup>1</sup></b>	<b>2 391 \$</b>	<b>2 308 \$</b>	<b>1 260 \$</b>	<b>1 152 \$</b>	<b>— \$</b>	<b>— \$</b>	<b>3 651 \$</b>	<b>3 460 \$</b>
Dépenses d'investissement <sup>2</sup>	745 \$	733 \$	1 610 \$	1 441 \$	— \$	— \$	2 355 \$	2 174 \$
<b>Produits d'exploitation externes (ci-dessus)</b>							<b>9 837 \$</b>	<b>9 494 \$</b>
Achat de biens et services							4 277	4 057
Charge au titre des avantages du personnel							1 909	1 977
<b>BAIIA (ci-dessus)</b>							<b>3 651</b>	<b>3 460</b>
Amortissement des immobilisations corporelles							1 203	1 158
Amortissement des immobilisations incorporelles							402	356
<b>Bénéfice d'exploitation</b>							<b>2 046</b>	<b>1 946</b>
Coûts de financement							429	386
<b>Bénéfice avant impôt</b>							<b>1 617 \$</b>	<b>1 560 \$</b>

1 Le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements (le « BAIIA ») n'a pas de signification normalisée prescrite par les IFRS de l'IASB et, par conséquent, il est peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs; selon notre définition, le BAIIA correspond aux produits d'exploitation diminués des biens et services achetés et de la charge au titre des avantages du personnel. Nous avons publié des indications au sujet du BAIIA et l'avons inclus dans l'information présentée parce qu'il constitue une mesure clé à laquelle la direction a recours pour évaluer la performance de nos activités et qu'il sert aussi à déterminer si nous respectons certaines clauses restrictives de nos conventions d'emprunt.

2 Total des dépenses d'investissement.



# Communiqué

## **TELUS Corporation AVIS DE DIVIDENDE EN ESPÈCES**

AVIS EST PAR LES PRÉSENTES DONNÉ que le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 0,5050 \$ CA par action sur les actions ordinaires émises et en circulation. Ce dividende sera versé le 2 janvier 2018 aux détenteurs inscrits à la clôture des marchés le 11 décembre 2017.

Par ordre du conseil d'administration

Monique Mercier

Vice-présidente à la direction, Affaires corporatives, chef des services juridiques et de la gouvernance

Vancouver (Colombie-Britannique)

Le 8 novembre 2017

Personne-ressource : Relations avec les investisseurs

1-800-667-4871

[ir@telus.com](mailto:ir@telus.com)